	<b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE</b>	<b>Délibération</b>
	<b>Séance publique du 21 décembre 2018</b>	<b>N° 2018-775</b>

Convocation du 14 décembre 2018

Aujourd'hui vendredi 21 décembre 2018 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

**ETAIENT PRESENTS :**

M. Alain JUPPE, M. Alain ANZIANI, Mme Dominique IRIART, M. Christophe DUPRAT, Mme Virginie CALMELS, Mme Christine BOST, M. Michel LABARDIN, M. Patrick BOBET, M. Franck RAYNAL, M. Jacques MANGON, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, M. Patrick PUJOL, Mme Anne-Lise JACQUET, Mme Claude MELLIER, M. Michel DUCHENE, Mme Brigitte TERRAZA, M. Jean TOUZEAU, Mme Anne WALRYCK, M. Dominique ALCALA, M. Max COLES, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Véronique FERREIRA, M. Michel HERITIE, Mme Andréa KISS, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Kévin SUBRENAT, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Josiane ZAMBON, Mme Emmanuelle AJON, Mme Cécile BARRIERE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Mme Chantal CHABBAT, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, Mme Brigitte COLLET, Mme Emmanuelle CUNY, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Michèle DELAUNAY, M. Stéphan DELAUX, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, M. Marik FETOUH, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Martine JARDINE, M. François JAY, M. Bernard JUNCA, M. Bernard LE ROUX, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Eric MARTIN, M. Jacques PADIE, Mme Christine PEYRE, Mme Arielle PIAZZA, M. Michel POIGNONEC, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Benoît RAUTUREAU, Mme Marie RECALDE, M. Fabien ROBERT, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alain SILVESTRE, Mme Gladys THIEBAULT, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TOURNERIE, M. Thierry TRIJOULET, Mme Marie-Hélène VILLANOVE.

**EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:**


M. Jean-François EGRON à Mme Josiane ZAMBON  
Mme Agnès VERSEPUY à Mme Anne-Lise JACQUET  
M. Erick AOUIZERATE à M. Alain CAZABONNE  
Mme Odile BLEIN à M. Max GUICHARD  
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA  
Mme Nathalie DELATTRE à M. Yohan DAVID  
M. Franck JOANDET à M. Clément ROSSIGNOL-PUECH  
Mme Conchita LACUEY à Mme Michèle FAORO  
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à M. Eric MARTIN  
M. Thierry MILLET à M. Daniel HICKEL  
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à Mme Dominique POUSTYNNIKOFF  
Mme Elisabeth TOUTON à Mme Karine ROUX-LABAT

**PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :**

Mme Emmanuelle AJON à Michèle DELAUNAY à partir de 11h45  
Mme Maribel BERNARD à M. Stéphan DELAUX jusqu'à 10h20  
M. Jean-Jacques BONNIN à Mme Dominique IRIART à partir de 11h55  
Mme Isabelle BOUDINEAU à M. Arnaud DELLU à partir de 10h45  
Mme Marie-Christine BOUTHEAU à Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE à partir de 12h20  
Mme Anne BREZILLON à Mme Gladys THIEBAULT à partir de 12h15  
M. Nicolas BRUGERE à M. Benoît RAUTUREAU à partir de 11h30  
Mme Virginie CALMELS à Mme Brigitte COLLET à partir de 12h15  
M. Didier CAZABONNE à M. Jacques BOUTEYRE à partir de 11h45  
Mme Anne-Marie CAZALET à M. Nicolas FLORIAN jusqu'à 11h00  
Mme Solène CHAZAL à Mme Emmanuelle CUNY à partir de 12h20  
M. Yohan DAVID à M. Jean-Louis DAVID à partir de 12h20  
Mme Nathalie DELATTRE à Mme Maribel BERNARD à partir de 12h20  
Mme Laurence DESSERTINE à Stéphan DELAUX à partir de 12h15  
M. Michel DUCHENE à M. Dominique ALCALA à partir de 12h15  
Mme Magali FRONZES à M. Philippe FRAILE MARTIN à partir de 11h30  
M. Michel HERITIE à Mme Béatrice DE FRANCOIS à partir de 12h00  
Mme Dominique IRIART à Mme Chantal CHABBAT de 10h00 à 11h30  
Mme Martine JARDINE à M. Thierry TRIJOULET à partir de 9h30  
Mme Andréa KISS à Mme Véronique FERREIRA à partir de 12h30  
M. Pierre LOTHAIRE à Mme Cécile BARRIERE à partir de 11h30  
Mme Zeineb LOUNICI à M. Franck RAYNAL à partir de 12h15  
M. Jacques MANGON à M. Patrick BOBET à partir de 12h15  
Mme Arielle PIAZZA à M. Guillaume GARRIGUES à partir de 12h15  
M. Michel POIGNONEC à M. Max COLES à partir de 12h30  
M. Alain SILVESTRE à Mme Marie-Hélène VILLANOVE à partir de 11h45  
  
M. Jean-Jacques PUYOBRAU à M. Jean TOUZEAU à partir de 12h00  
M. Benoît RAUTUREAU à M. Guillaume GARRIGUES jusqu'à 10h25  
Mme Anne-Marie TOURNEPICHE à M. Gérard DUBOS à partir de 12h30

**EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :**

**LA SEANCE EST OUVERTE**

	<b>Conseil du 21 décembre 2018</b>	<b>Délibération</b>
	Direction générale des Territoires  <b>Mission contractualisation</b>	<b>N° 2018-775</b>

---

## **Mutualisation - Révisions de niveau de service 2017-2018 et remboursements entre les communes et Bordeaux Métropole liés à la mutualisation- Décision - Autorisation**

---

Monsieur Alain ANZIANI présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et depuis cette date, les quatre cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Parallèlement, pour la seconde fois en 2018 a été mis en œuvre le mécanisme des révisions de niveau de service, dont les principes d'application ont été adoptés par délibération n° 2017-757 du 22 décembre 2017.

Pour rappel, les révisions de niveau de service découlent de la possibilité de faire évoluer, à la hausse ou à la baisse, le niveau de service d'un ou plusieurs domaines mutualisés et sont prévues par l'article 6 du contrat d'engagement et l'article 13 de la convention cadre pour la création de services communs.

Les révisions de niveau de service, validées et mises en œuvre entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018 ont fait l'objet d'échanges réguliers entre les services communs et les communes ayant mutualisé des domaines, tant concernant leurs objets que leurs impacts financiers.

Le présent rapport présente l'ajustement du dispositif contractuel et financier qui en découle.

### **I – Rappel des principes d'application des révisions de niveau de service de la délibération du 22 décembre 2017**

Les révisions de niveau de service concernent uniquement les domaines déjà mutualisés, toute mutualisation d'un nouveau domaine devant s'inscrire dans le cadre des cycles de mutualisation.

Relèvent ainsi d'une révision de niveau de service, l'augmentation ou la diminution pérenne du niveau d'engagement de service rendu au sein d'un domaine mutualisé, l'évolution du périmètre d'intervention des services communs (ex : la prise en gestion de nouveaux espaces publics ou de nouveaux équipements) ou encore l'évolution du nombre et/ou de la gamme des matériels et services à usage communal.

En revanche, la dynamique des charges mutualisées, le renouvellement du matériel et des équipements déjà valorisés au moment du transfert ou encore l'extension ponctuelle d'activité liée à la conduite, par les services communs, d'un projet communal ne relèvent pas de la révision de niveau de service.

La valorisation financière des révisions de niveau de service est établie conformément aux principes et modalités d'évaluation de la compensation financière de la mutualisation définis par les délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n°2015-0253 et n°2015-0533 prises respectivement en date du 29 mai et du 25 septembre 2015 et la délibération n°2016-0602 du 21 octobre 2016.

Pour mémoire, pour calculer l'impact de la mutualisation sur l'attribution de compensation à sa juste valeur, le coût des services mutualisés est évalué à partir de cinq postes (article D 5211.16 du Code général des collectivités territoriales) :

1	2	3	4	5
<b>Coût des ETP</b>  coût réel des équivalents temps plein transférés par les communes (salaires chargés + prestations sociales ou collectives)	<b>Charges réelles directes du service</b>  <u>Charges directes réelles de fonctionnement</u> indispensables à l'activité <u>propre</u> du service	<b>Coût de renouvellement des immobilisations</b>  Déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé (véhicules, matériels, bâtiments transférés...)	<b>Forfait dépenses d'entretien par m²</b>  Forfait entretien des bâtiments non transférés par m² et par agent transféré	<b>Forfait charges de structure</b>  Comprend les assurances, ... Est dégressif de 15% à 2% en fonction du périmètre du transfert des fonctions supports

## II – Application du mécanisme des révisions de niveau de service du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 31 août 2018

Les révisions de niveau de service identifiées dans le cadre de cet exercice ont été actées par chacune des communes concernées et ont, dans la grande majorité, d'ores et déjà été mises en œuvre par les services communs entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Dans le but d'anticiper au mieux l'impact financier des révisions de niveau de service au regard des préparations budgétaires des différentes collectivités, leur recensement sur l'année 2018 a été engagé dès le mois de novembre 2017 selon les étapes suivantes :

### - Recensement et études des révisions de niveau de service

Novembre 2017 à mars 2018

Les communes ont formalisé leurs demandes d'évolution de périmètre ou de niveau de service sur l'année 2018 et les ont affinées en lien étroit avec les services communs : étude de faisabilité réalisée (périmètre, attendus, chiffrage estimatif, calendrier de mise en œuvre). Le travail réalisé sur la fin de l'année 2017 a également été actualisé des chiffrages définitifs.

### - Consolidation et validation de l'ensemble des révisions de niveau de service

Mars à juillet/septembre 2018

La consolidation des révisions de niveau de service, tous domaines mutualisés confondus, a permis à chaque commune de disposer d'une vision globale de l'impact financier des évolutions à venir, nécessaire aux arbitrages.

Une première évaluation financière globale a été réalisée et affinée avant l'été.

Cela a permis d'extraire pour chaque commune un tableau des révisions de niveau de service mises en œuvre entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018 dans leur grande majorité, précisant les montants définitifs, l'impact sur le montant de leur attribution de compensation ainsi que le montant des remboursements.

### - Contractualisation des révisions de niveau de service arbitrées

Octobre à décembre 2018

Sur la base des tableaux validés, les avenants aux conventions de création de services communs et le cas échéant, des avenants aux contrats d'engagement, ont été formalisés (joint au présent rapport)

Les remboursements – *prorata temporis* – des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, sont assis sur les conventions de remboursement (également jointes).

Par ailleurs, les conventions de remboursement intègrent des régularisations financières autres que celles liées à la mise en œuvre des révisions de niveau de service.

Ainsi, des prestations hors périmètre de domaines mutualisés et qui ont été exécutées par les services de Bordeaux Métropole devront lui être remboursées. A titre d'exemple, la collecte des déchets du marché des Capucins relève de la ville de Bordeaux ou de son délégataire mais a été effectuée par la Métropole. Le coût de cette prestation sera donc remboursé à Bordeaux Métropole.

A l'inverse, des dépenses dans le périmètre de domaines mutualisés et dont l'impact financier a été pris dans son attribution de compensation ont pourtant été engagées par la commune, le plus souvent pour des raisons techniques, et devront lui être remboursées.

A titre d'exemple, avant différenciation des compteurs d'eau à usage purement communal ou pour le fonctionnement de services mutualisés qui n'interviendra qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la commune de Bordeaux a payé la totalité de ces factures et Bordeaux Métropole lui remboursera la quote-part relevant des besoins du service commun.

Le montant révisé des attributions de compensation, ventilé en attribution de compensation de fonctionnement et d'investissement conformément à la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n°2017-0025 du 27 janvier 2017, sera présenté au Conseil de Bordeaux Métropole en janvier 2019.

Pour les seules révisions de niveau de service déjà actées ou intervenues avant le 31 août 2018, l'impact sur les attributions de compensation 2019 atteint un montant net de 830 k€, soit ≈ 0,82 % du montant total des attributions de compensation 2018.

L'incidence des révisions de niveau de service sur les attributions de compensation 2019 se décompose de la manière suivante :

- ≈ 261 k€ de charges pèsent sur les attributions de compensation des communes, imputées en section d'investissement ;
- ≈ 569 k€ de charges pèsent sur les attributions de compensation des communes en fonctionnement ;

**Près de 73 % des révisions de niveau de services concernent la ville de Bordeaux, à hauteur de près de 641 k€ (cf. détail dans l'annexe ci-jointe). Suivent ensuite Pessac (11 %), avec 98 k€, Blanquefort (5,7 %), 50 k€, et Mérignac (3,7 %) 33 k€.**

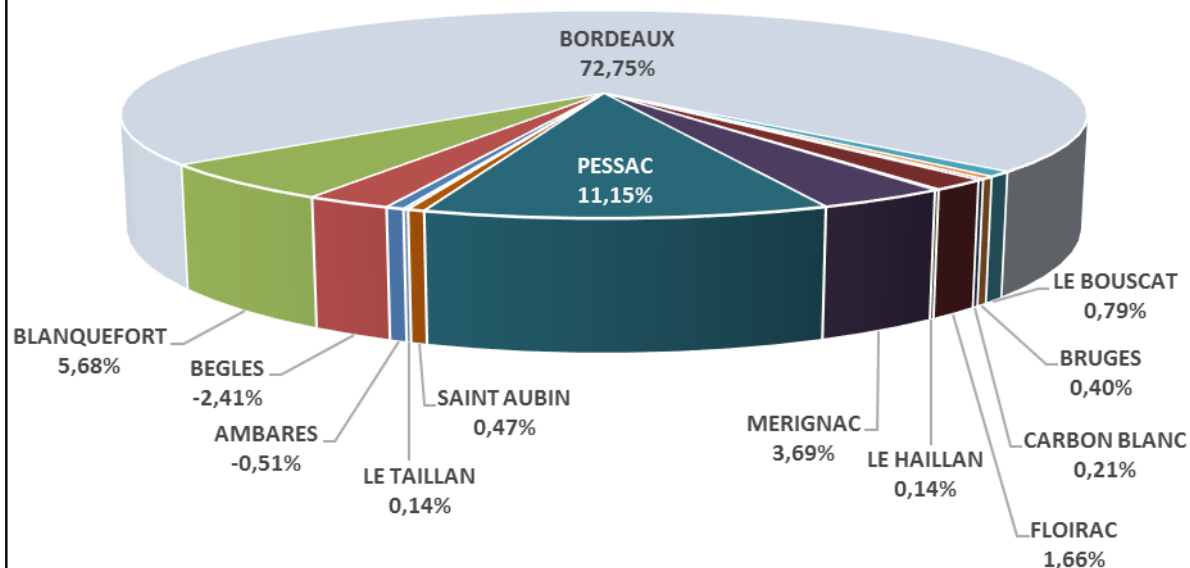
Au titre de l'exercice 2018, les mouvements au prorata temporis se traduisent comptablement par les montants suivants :

**Impacts des révisions de niveaux de services  
prorata temporis (conventions de remboursements)**

Libellés	Montant en €
Remboursements à Bordeaux Métropole en fonctionnement	109 507 €
Remboursements à Bordeaux Métropole en investissement	153 331 €

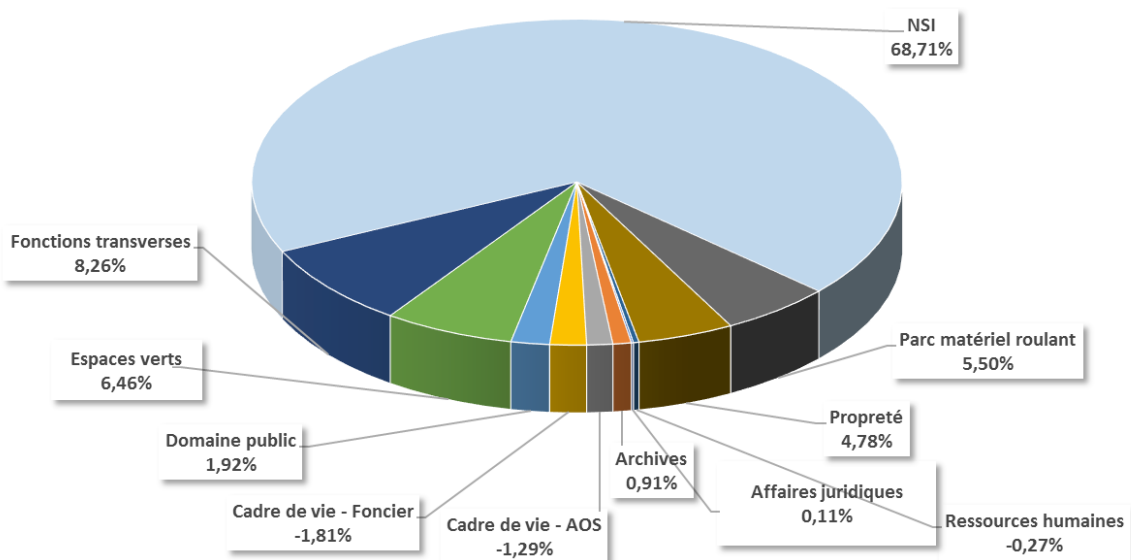
<b>Totaux remboursements des communes à Bordeaux Métropole</b>	<b>262 838 €</b>
<b>Remboursements de Bordeaux Métropole aux communes en fonctionnement</b>	<b>-576 285 €</b>

### VENTILATION DES RNS PAR COMMUNE



**Le domaine du numérique et des systèmes d'information représente à lui seul 69 % des révisions de niveau de service**, du fait notamment du déploiement d'équipements numériques dans les écoles. Viennent ensuite les fonctions transverses (8 %) et les espaces verts (6,5 %).

### VENTILATION DES RNS PAR DOMAINE



Par ailleurs, dans le cadre de cette délibération, il convient de modifier la rédaction de l'annexe numérique et système d'information du contrat d'engagement de Mérignac suite à une erreur matérielle au niveau de l'annexe à la délibération n° 2018-297 du 15 juin 2018, intégrant les incidences du régime général de la protection des données (RGPD),

**Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :**

**Le Conseil de Bordeaux Métropole,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

**VU** l'article 1609 nonies C du Code général des impôts (CGI) modifié par l'article 163 de la loi n° 2015-1785 du 29/12/2015 de finances pour 2015,

**VU** la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n°2015/0066 du 13 février 2015 relative à la révision des attributions de compensation 2015,

**VU** la délibération n° 2015/0227 du 29 mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation,

**VU** les délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole,

**VU** la délibération n°2015/0772 du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 décembre 2015 relative à la mise à disposition de Bordeaux Métropole par les communes, des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

**VU** la délibération n° 2016/0602 du Conseil de Bordeaux Métropole du 21 octobre 2016 relative à l'ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants pour les communes des cycles précédents,

**VU** les délibérations n°2016/661 et n°2016/662 du Conseil de Bordeaux Métropole du 2 décembre 2016 relatives à l'adoption des contrats et conventions du cycle 2 de la mutualisation,

**VU** la délibération n° 2017/0025 du Conseil de Bordeaux Métropole du 27 janvier 2017 modifiant les mécanismes de répartition financière des charges liées à la mutualisation entre la Métropole et les communes membres,

**VU** la délibération n° 2017/0757 du Conseil de Bordeaux Métropole du 22 décembre 2017 relative aux révisions du niveau de services 2016-2017 ayant précisé les principes d'application des révisions de niveaux de service,

**VU** la délibération n° 2018/0006 du Conseil de Bordeaux Métropole du 26 janvier 2018 modifiant les attributions de compensation de 2018,

**VU** les conventions de création de services communs et les contrats d'engagement signés avec les communes des cycles précédents,

**VU** les délibérations des communes adoptant les avenants aux conventions de services communs ainsi que les avenants aux contrats d'engagement,

**ENTENDU** le rapport de présentation,

**CONSIDERANT QU'**il convient de tenir compte de l'évolution des niveaux de service et de l'évolution des biens mobiliers mis à disposition des communes ayant mutualisé leurs services avec Bordeaux Métropole lors des différents cycles de mutualisation,

**CONSIDERANT QUE** certaines prestations, inscrites dans le périmètre initial de la mutualisation doivent revenir dans les budgets communaux,

**CONSIDERANT QU'**il y a lieu d'autoriser Monsieur le Président à signer les avenants aux conventions de création de services communs et le cas échéant aux contrats d'engagement afin d'intégrer les révisions de niveau de service mises en œuvre au 31 août 2018,

**CONSIDERANT QU'**il convient de modifier la rédaction de l'annexe numérique et système d'information du contrat d'engagement de Mérignac suite à une erreur matérielle au niveau de l'annexe à la délibération n° 2018-297 du 15 juin 2018, intégrant les incidences du Régime général de la protection des données (RGPD),

**CONSIDERANT QU'**il convient de procéder à des remboursements de frais liés à ces évolutions au titre de l'exercice 2018 et de corriger à compter de 2019 les attributions de compensation des charges liées à la mutualisation entre la Métropole et les communes membres,

**CONSIDERANT QU'**il convient de procéder à des remboursements de frais autres que ceux liés à la mise en œuvre des révisions de niveau de service,

**CONSIDERANT QUE** le périmètre et les modalités de remboursement doivent être définis dans des conventions cadres signées par Bordeaux Métropole et les communes concernées,

## **DECIDE**

**Article 1 :** Les évolutions de niveau de service et l'évolution des biens mobiliers mis à disposition des communes ayant mutualisé leurs services avec Bordeaux Métropole lors des cycles de mutualisation modifient le montant des attributions de compensation des communes concernées à compter de l'exercice 2019. Les recettes résultant des remboursements opérés par les communes au titre de l'exercice 2018 seront imputées au chapitre 70, article 70875, fonction 020 pour la part fonctionnement et au chapitre 13, article 13241, fonction 020 pour la part investissement du budget 2018. Les dépenses résultant des remboursements dus en fonctionnement au titre de 2018 par Bordeaux Métropole aux communes s'imputeront au chapitre 011, article 62875, fonction 020 du budget 2018."

**Article 2 :** A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune d'**Ambarès-et-Lagrave** à verser à Bordeaux Métropole est minorée d'un montant de **11 737 €** (onze-mille-sept-cent-trente-sept euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **7 257 €** (sept-mille-deux-cent cinquante-sept euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune d'Ambarès-et-Lagrave à Bordeaux Métropole de **4 750 €** (quatre-mille-sept-cent-cinquante euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune d'Ambarès-et-Lagrave à Bordeaux Métropole de **3 184 €** (trois-mille-cent-quatre-vingt-quatre euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **7 934 €** (sept-mille-neuf-cent-trente-quatre euros).

**Article 3 :** A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Bègles** à verser à Bordeaux Métropole est minorée d'un montant de **28 119 €** (vingt-huit-mille-cent-dix-neuf euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **6 853 €** (six-mille-huit-cent-cinquante-trois euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de Bordeaux Métropole à la commune de Bègles de **60 719 €** (soixante-mille-sept-cent-dix-neuf euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Bègles à Bordeaux Métropole de **8 074 €** (huit-mille-soixante-quatorze euros). Au titre des prestations ne constituant pas des révisions de niveau de service et qui ont été exécutées par les services de Bordeaux Métropole au profit de la commune de Bègles, il ressort un remboursement de la commune de Bègles à Bordeaux Métropole au titre du fonctionnement d'un montant de **4 100 €** (quatre-mille-cent euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole et à la commune de Bègles selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements de Bordeaux Métropole à la commune de Bègles atteignent un montant de **56 619 €** (cinquante-six-mille-six-cent-dix-neuf euros) au titre du fonctionnement et les remboursements de la commune de Bègles à Bordeaux Métropole au titre de

l'investissement atteignent un montant de **8 074 €** (huit-mille-soixante-quatorze euros), soit un montant net au profit de la commune de Bègles de **48 545 €** (quarante-huit-mille-cinq-cent-quarante-cinq euros).

**Article 4** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Blanquefort** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **33 591 €** (trente-trois-mille-cinq-cent-quatre-vingt-onze euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **16 497 €** (seize-mille-quatre-cent quatre-vingt-dix-sept euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Blanquefort à Bordeaux Métropole de **2 707 €** (deux-mille-sept-cent-sept euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Blanquefort à Bordeaux Métropole de **5 537 €** (cinq-mille-cinq-cent-trente-sept euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **8 244 €** (huit-mille-deux-cent-quarante-quatre euros).

**Article 5** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Bordeaux** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **469 969 €** (quatre-cent-soixante-neuf-mille-neuf-cent-soixante-neuf euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **171 334 €** (cent-soixante-et-onze-mille-trois-cent-trente-quatre euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Bordeaux à Bordeaux Métropole de **294 622 €** (deux-cent-quatre-vingt-quatorze-mille-six-cent-vingt-deux euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Bordeaux à Bordeaux Métropole de **107 526 €** (cent-sept-mille-cinq-cent-vingt-six euros). Au titre des prestations concernant des domaines mutualisés mais ne constituant pas des révisions de niveau de service et qui ont été exécutées par les services de Bordeaux Métropole au profit de la commune de Bordeaux ou inversement, il ressort un remboursement de Bordeaux Métropole à la commune de Bordeaux au titre du fonctionnement d'un montant de **814 288 €** (huit-cent-quatorze-mille-deux-cent-quatre-vingt-huit euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole et à la commune de Bordeaux selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements de Bordeaux Métropole à la commune de Bordeaux atteignent un montant de **519 666 €** (cinq-cent-dix-neuf mille-six-cent-soixante-six euros) au titre du fonctionnement et les remboursements de la commune de Bordeaux à Bordeaux Métropole au titre de l'investissement atteignent un montant de **107 526 €** (cent-sept-mille-cinq-cent-vingt-six euros), soit un montant net au profit de la commune de Bordeaux de **412 140 €** (quatre-cent-douze-mille-cent-quarante euros).

**Article 6** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune du **Bouscat** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **2 604 €** (deux-mille-six-cent-quatre euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **4 319 €** (quatre-mille-trois-cent-dix-neuf euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune du Bouscat à Bordeaux Métropole de **1 865 €** (mille-huit-cent-soixante-cinq euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune du Bouscat à Bordeaux Métropole de **1 837 €** (mille-huit-cent-trente-sept euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **3 702 €** (trois-mille-sept-cent-deux euros).

**Article 7** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Bruges** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **1 346 €** (mille-trois-cent-quarante-six euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **2 191 €** (deux-mille-cent-quatre-vingt-onze euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Bruges à Bordeaux Métropole de **449 €** (quatre-cent-quarante-neuf euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Bruges à Bordeaux Métropole de **730 €** (sept-cent-trente euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **1 179 €** (mille-cent-soixante-dix-neuf euros).

**Article 8** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Carbon-Blanc** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **718 €** (sept-cent-dix-huit euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **1 138 €** (mille-cent-trente-huit euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Carbon-Blanc à Bordeaux Métropole de **239 €**

(deux-cent-trente-neuf euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Carbon-Blanc à Bordeaux Métropole de **379 €** (trois-cent-soixante-dix-neuf euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **618 €** (six-cent-dix-huit euros).

**Article 9** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Floirac** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **2 864 €** (deux-mille-huit-cent-soixante-quatre euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **11 743 €** (onze-mille-sept-cent-quarante-trois euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Floirac à Bordeaux Métropole de **36 976 €** (trente-six-mille-neuf-cent-soixante-seize euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Floirac à Bordeaux Métropole de **6 443 €** (six-mille-quatre-cent-quarante-trois euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **43 419 €** (quarante-trois-mille-quatre-cent-dix-neuf euros).

**Article 10** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune du **Haillan** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **382 €** (trois-cent-quatre-vingt-deux euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **865 €** (huit-cent-soixante-cinq euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune du Haillan à Bordeaux Métropole de **127 €** (cent-vingt-sept euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune du Haillan à Bordeaux Métropole de **288 €** (deux-cent-quatre-vingt-huit euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **415 €** (quatre-cent-quinze euros).

**Article 11** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Mérignac** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **7 618 €** (sept-mille-six-cent dix-huit euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **24 948 €** (vingt-quatre-mille-neuf-cent-quarante-huit euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Mérignac à Bordeaux Métropole de **13 033 €** (treize-mille-trente-trois euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Mérignac à Bordeaux Métropole de **13 064 €** (treize-mille-soixante-quatre euros). Au titre des prestations concernant des domaines mutualisés mais ne constituant pas des révisions de niveau de service et qui ont été exécutées par la commune de Mérignac au profit de Bordeaux Métropole, il ressort un remboursement de Bordeaux Métropole à la commune de Mérignac au titre du fonctionnement d'un montant de **3 458 €** (trois-mille-quatre cent-cinquante-huit euros). Le montant des remboursements au titre du fonctionnement à verser par la commune de Mérignac à Bordeaux Métropole atteint **9 575 €** (neuf-mille-cinq-cent-soixante-quinze euros) et le montant des remboursements au titre de l'investissement à verser par la commune de Mérignac à Bordeaux Métropole atteint **13 064 €** (treize-mille-soixante-quatre euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **22 639 €** (vingt-deux-mille-six-cent-trente-neuf euros).

**Article 12** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Pessac** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **88 014 €** (quatre-vingt-huit-mille-quatorze euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **10 251 €** (dix-mille-deux-cent-cinquante-et-un euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Pessac à Bordeaux Métropole de **51 658 €** (cinquante-et-un-mille-six-cent-cinquante-huit euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Pessac à Bordeaux Métropole de **4 840 €** (quatre-mille-huit-cent-quarante euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **56 498 €** (cinquante-six-mille-quatre-cent-quatre-vingt-dix-huit euros).

**Article 13** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune de **Saint-Aubin de Médoc** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **1 477 €** (mille-quatre-cent-soixante-dix-sept euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **2 701 €** (deux-mille-sept-cent-un euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de

niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune de Saint-Aubin de Médoc à Bordeaux Métropole de **493 €** (quatre-cent-quatre-vingt-treize euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune de Saint-Aubin de Médoc à Bordeaux Métropole de **999 €** (neuf-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **1 492 €** (mille-quatre-cent-quatre-vingt-douze euros).

**Article 14** : A compter de l'exercice 2019, l'attribution de compensation de fonctionnement de la commune du **Taillan-Médoc** à verser à Bordeaux Métropole est majorée d'un montant de **719 €** (sept-cent-dix-neuf euros) et son attribution de compensation d'investissement est majorée d'un montant de **490 €** (quatre-cent-quatre-vingt-dix euros). Pour l'exercice 2018, le calcul prorata temporis des révisions de niveau de service fait ressortir un remboursement au titre du fonctionnement de la commune du Taillan-Médoc à Bordeaux Métropole de **668 €** (six-cent-soixante-huit euros) et un remboursement au titre de l'investissement de la commune du Taillan-Médoc à Bordeaux Métropole de **430 €** (quatre-cent-trente euros). Ces derniers montants seront versés à Bordeaux Métropole selon les modalités prévues par la convention annexée à la présente délibération. Les remboursements atteignent un montant net au profit de Bordeaux Métropole de **1 098 €** (mille-quatre-vingt-dix-huit euros).

**Article 15** : d'autoriser Monsieur le Président à signer les avenants aux conventions de création de services communs, les avenants aux contrats d'engagements et les conventions de remboursement des communes concernées par les révisions de niveau de service et remboursements entre communes et Bordeaux Métropole liés à la mutualisation.

**Article 16** : d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents et actes nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité.

Abstention : Madame MELLIER, Madame BEAULIEU, Madame BLEIN, Monsieur FEUGAS, Monsieur GUICHARD, Monsieur PADIE;

Contre : Monsieur JAY

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 21 décembre 2018

<b>REÇU EN PRÉFECTURE LE :</b> <b>26 DÉCEMBRE 2018</b>	Pour expédition conforme,
<b>PUBLIÉ LE :</b> <b>26 DÉCEMBRE 2018</b>	le Vice-président,
	Monsieur Alain ANZIANI

**CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE  
SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE  
D'AMBARES-ET-LAGRAVE POUR L'EXERCICE 2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

**Et**

La commune d'AMBARES-ET-LAGRAVE représentée par son Maire, M, Michel Heritié, dûment habilité(e) par délibération n° ..... du 17 décembre 2018, ci-après dénommée "la commune d'Ambarès-et-Lagrange ",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune d'Ambarès-et-Lagrave s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **4 750 €** (quatre mille sept cent cinquante euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune d'Ambarès-et-Lagrave s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **3 184 €** (trois mille cent quatre-vingt-quatre euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune d'Ambarès-et-Lagrave en date du 17 décembre 2018.

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune d'Ambarès-et-Lagrave procédera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune d'Ambarès-et-Lagrave à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune d'Ambarès-et-Lagrave et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet

d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'Attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,  
Le Président,

Pour la commune d'Ambarès-et-Lagrave,  
Le Maire,

Alain Juppé

Michel Héritié

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BEGLES POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La Commune de BEGLES représentée par son Maire, M. Clément Rossignol Puech dûment habilité par délibération n° ..... du ..... , ci-après dénommée "la Commune de BEGLES",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

Bordeaux Métropole s'engage par la présente à rembourser à la commune de Bègles la somme de **56 619 €** (cinquante-six mille six cent dix-neuf euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par la commune entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis, réduit des montants engagés par Bordeaux Métropole et à la charge de la commune de Bègles.

Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de BEGLES s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **8 074 €** (huit mille soixante-quatorze euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 décembre 2017, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune BEGLES en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

Bordeaux Métropole procédera aux remboursements en section de fonctionnement des montants figurant à l'article 1 de la présente convention et la commune BEGLES procédera au remboursement en section d'investissement figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par Bordeaux Métropole à la commune BEGLES dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62875 (« remboursements de frais aux communes membres du Groupement à fiscalité propre (GFP) ») dans le budget en cours de la Bordeaux Métropole et en recette au compte 70876 (« remboursements de frais par le GFP de rattachement ») de la commune BEGLES et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 (« subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études ») dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'Attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à ....., le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bègles,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Clément Rossignol Puech

**CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE  
SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT  
POUR L'EXERCICE 2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

**Et**

La Commune de BLANQUEFORT représentée par son Maire, Madame Véronique Ferreira, dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune de BLANQUEFORT ",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Blanquefort s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **2 707 €** (deux mille sept cents sept euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Blanquefort s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **5 537 €** (cinq mille cinq cent trente-sept euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Blanquefort en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Blanquefort procédera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune Blanquefort à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Blanquefort et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement.

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Blanquefort,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Véronique Ferreira

# CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BORDEAUX POUR L'EXERCICE 2018

## Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n°..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## Et

La Commune de Bordeaux représentée par son Maire-Adjoint, Monsieur Nicolas Florian dûment habilité par la délibération n° ..... du 19 décembre 2018, ci-après dénommée "la Commune de Bordeaux",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, *prorata temporis* ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

Bordeaux Métropole s'engage par la présente à rembourser à la commune de Bordeaux la somme de **519 666 €** (cinq cent dix-neuf mille six-cent soixante-six euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par la commune entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, *prorata temporis* et du montant net des dépenses engagées par la commune de Bordeaux mais à la charge de Bordeaux Métropole et des dépenses engagées par Bordeaux Métropole mais à la charge de la commune de Bordeaux.

Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Bordeaux s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **107 526 €** (cent sept mille cinq cent vingt-six euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 décembre 2017, *prorata temporis*.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Bordeaux en date du 19 décembre 2018.

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

Bordeaux Métropole procèdera aux remboursements en section de fonctionnement des montants figurant à l'article 1 de la présente convention et la commune Bordeaux procèdera au remboursement en section d'investissement figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par Bordeaux Métropole à la commune Bordeaux dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62875 (« remboursements de frais aux communes membres du groupement à fiscalité de propre ») dans le budget en cours de la Bordeaux Métropole et en recette au compte 70876 (« remboursements de frais par le groupement à fiscalité de propre de rattachement ») de la commune Bordeaux et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune de Bordeaux à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 (« subventions d'équipement au groupement à fiscalité de propre de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études ») dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet

d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement.

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à ....., le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bordeaux,

Le Président,

Le Maire-adjoint,

Alain Juppé

Nicolas Florian

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BRUGES POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La commune de Bruges représentée par son Maire, Mme Brigitte Terraza, dûment habilité(e) par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la commune de Bruges",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Bruges s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **449 €** (quatre cent quarante-neuf euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Bruges s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **730 €** (sept cent trente euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Bruges en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Bruges procédera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune de Bruges à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Bruges et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,  
Le Président,

Pour la commune de Bruges,  
Le Maire,

Alain Juppé

Brigitte Terraza

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON BLANC POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,  
d'une part,

## **Et**

La Commune de Carbon Blanc représentée par son Maire, Monsieur Alain Turby, dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune de Carbon Blanc",  
d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Carbon Blanc s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **239 €** (deux cent trente-neuf euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Carbon Blanc s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **379 €** (trois cent soixante-dix-neuf euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Carbon Blanc en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Carbon Blanc procédera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune de Carbon Blanc à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Carbon Blanc et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement.

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Carbon Blanc,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Alain Turby

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE FLOIRAC POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La Commune de Floirac représentée par son Maire, M Jean-Jacques Puyobrau dûment habilité(e) par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune de Floirac",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Floirac s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **36 976 €** (trente-six mille neuf cent soixante-seize euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Floirac s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **6 443 €** (six mille quatre cent quarante-trois euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Floirac en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Floirac procédera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune de Floirac à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au Groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Floirac et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'Attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à ....., le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Floirac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Jean-Jacques Puyobrau

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DU BOUSCAT POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La Commune du BOUSCAT représentée par son Maire, Monsieur Patrick Bobet dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune du BOUSCAT ",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, *prorata temporis* ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## ARTICLE 1 : MONTANT DE L'AJUSTEMENT

La commune du Bouscat s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **1 865 €** (mille huit cent soixante-cinq euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, *prorata temporis*. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune du Bouscat s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **1 837 €** (mille huit cent trente-sept euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, *prorata temporis*.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune du Bouscat en date du .....

## ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT

La commune du Bouscat procèdera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune du Bouscat à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) » de rattachement » dans le budget en cours de la commune du Bouscat et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement.

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Le Bouscat,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Patrick Bobet

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DU HAILLAN POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La Commune du Haillan représentée par son Maire, Mme Andréa Kiss dûment habilitée par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune du Haillan",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune du Haillan s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **127 €** (cent vingt-sept euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune du Haillan s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **288 €** (deux cent quatre-vingt-huit euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune du Haillan en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune du Haillan procèdera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune du Haillan à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au Groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune du Haillan et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'Attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à ....., le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Le Haillan,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Andréa Kiss

**CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE  
SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DU TAILLAN-MEDOC  
POUR L'EXERCICE 2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

**Et**

La Commune du Taillan-Médoc représentée par son Maire, Madame Agnès Versepuy, dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune du Taillan-Médoc",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune du Taillan-Médoc s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **668 €** (six cent soixante-huit euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune du Taillan-Médoc s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **430 €** (quatre cent trente euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune du Taillan-Médoc en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune du Taillan-Médoc procèdera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune du Taillan-Médoc à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune du Taillan-Médoc et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement.

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune du Taillan-Médoc,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Agnès Versepuy

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE MERIGNAC POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La Commune de Mérignac représentée par son Maire, M. Alain Anziani, dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune de Mérignac",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Mérignac s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **9 575 €** (neuf mille cinq cent soixante-quinze euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis, et du montant net des dépenses engagées par la commune de Mérignac mais à la charge de Bordeaux Métropole. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Mérignac s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **13 064 €** (treize mille soixante-quatre euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Mérignac en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Mérignac procèdera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune de Mérignac à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au Groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Mérignac et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'Attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à ....., le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Mérignac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Alain Anziani

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE PESSAC POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

d'une part,

## **Et**

La Commune de Pessac représentée par son Maire, Monsieur Franck Raynal, dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune de Pessac ",

d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Pessac s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **51 658 €** (cinquante et un mille six-cent cinquante-huit euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Pessac s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **4 840 €** (quatre mille huit cent quarante euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Pessac en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Pessac procédera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune de Pessac à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Pessac et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'attribution de compensation d'investissement.

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à Bordeaux, le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Pessac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Franck Raynal

# **CONVENTION PORTANT REMBOURSEMENTS LIES AUX REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICE ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE SAINT-AUBIN-DE-MEDOC POUR L'EXERCICE 2018**

## **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018, Monsieur Alain Juppé ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,  
d'une part,

## **Et**

La Commune de Saint-Aubin-de-Médoc représentée par son Maire, M. Christophe DUPRAT, dûment habilité par délibération n° ..... du ....., ci-après dénommée "la Commune de Saint-Aubin-de-Médoc ",  
d'autre part,

Le processus de mutualisation est entré dans sa phase opérationnelle depuis le 1er janvier 2016 et depuis cette date, les cycles de mutualisation conduits sur la base des souhaits exprimés par les communes se succèdent.

Après plusieurs mois de mise en œuvre des cycles 1, 2 et 3 de la mutualisation, un certain nombre de corrections de la compensation financière évaluée au sein des attributions de compensation communales s'avère nécessaire. En effet, par domaine mutualisé, la quantité de matériels, véhicules ou les niveaux de service ont évolué depuis l'entrée en vigueur de chacun des deux cycles de la mutualisation.

A titre d'illustration, les corrections à apporter aux attributions de compensation relèvent en partie du parc informatique supplémentaire mis à disposition des communes ayant mutualisé ce domaine ou encore de nouveaux véhicules qui ont été mis à disposition des communes ayant mutualisé leur parc automobile aux cycles 1, 2 ou 3.

Compte tenu de ces éléments, des modifications affectant le montant des attributions de compensation s'avèrent nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière des dispositifs.

A compter de 2019, ces ajustements seront directement intégrés dans l'attribution de compensation des communes et de Bordeaux Métropole.

Pour l'exercice 2018, il convient de procéder au remboursement des moyens mobilisés par les services communs entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis ou de remboursements de frais, hors périmètre de domaines mutualisés, engagés par les communes mais à la charge de Bordeaux Métropole et inversement. La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement de la somme correspondant à ces remboursements.

## **ARTICLE 1er : MONTANT DE L'AJUSTEMENT**

La commune de Saint-Aubin-de-Médoc s'engage par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **493 €** (quatre cent quatre-vingt-treize euros) correspondant aux charges de fonctionnement mobilisées par Bordeaux Métropole entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et l'intégration dans l'attribution de compensation, prorata temporis. Le montant de ce coût de fonctionnement est défini conformément aux délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015, n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 et n°2016/602 du 21 octobre 2016 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole (postes P1, P2, frais financiers du P3 et P4), et hors coût de renouvellement comptabilisé en section d'investissement conformément à la délibération n° 2017/0025 du conseil de métropole du 27 janvier 2017.

La commune de Saint-Aubin-de-Médoc s'engage également par la présente à rembourser à Bordeaux Métropole la somme de **999 €** (neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros) correspondant au coût des immobilisations (P3) mobilisé entre la date de mise en œuvre du niveau de service révisé et le 31 août 2018, prorata temporis.

Le montant des remboursements est arrêté par délibération de Bordeaux Métropole en date du 21 décembre 2018 et de la délibération de la commune de Saint-Aubin-de-Médoc en date du .....

## **ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT**

La commune de Saint-Aubin-de-Médoc procèdera aux remboursements des charges de fonctionnement et des coûts des immobilisations, respectivement en section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les montants figurant à l'article 1 de la présente convention. Ces remboursements interviendront avant la fin du premier trimestre 2019 et en une seule fois.

## **ARTICLE 3 : REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE**

Conformément aux dispositions prévues par les instructions budgétaires et comptables concernées, le remboursement des dépenses de fonctionnement à verser par la commune de Saint-Aubin-de-Médoc à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 62876 « remboursements de frais au Groupement à fiscalité propre (GFP) de rattachement » dans le budget en cours de la commune de Saint-Aubin-de-Médoc et en recette au compte 70875 « remboursements de frais par les communes membres du GFP » de Bordeaux Métropole et le remboursement des dépenses d'investissement à verser par la commune à Bordeaux Métropole dans le cadre de la présente convention sera imputé en dépense au compte 2041511 « subventions d'équipement au GFP de rattachement – Biens mobiliers, matériel et études » dans le budget en cours de la commune, et en recette d'investissement au compte 13246 dans le budget en cours de Bordeaux Métropole.

**Cette subvention** fera l'objet d'un **amortissement sur un an et en année concomitante** (opération d'ordre : mandat en 6811 et titre en 2801511) **et cet amortissement** fera l'objet d'une neutralisation (opération d'ordre : mandat en 198 et titre en 7768) à l'instar de l'Attribution de compensation d'investissement (ACI).

#### **ARTICLE 4 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties auront recherché un accord amiable.

Fait à ....., le ....., en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Saint-Aubin de Médoc,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Christophe Duprat

**Avenant n°4 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave**

**Révisions de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n° 2018/XXX en date du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune d'Ambarès-et-Lagrave représentée par son Maire, Monsieur Michel Héritié, dûment habilité par la délibération n° XXXX en date du XXXX

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération n° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave signée en date du 15 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 concernant le cycle 2 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave signé en date du 9 décembre 2016,

Vu l'avenant n°2 concernant les révisions de niveaux de service 2016-2017 entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave signé en date du 22 janvier 2018,

Vu l'avenant n°3 concernant le cycle 4 entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave signé en date du XXXXXX,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de service en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveau de service,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune d'Ambarès-et-Lagrave et Bordeaux Métropole, entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de service concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Numérique et systèmes d'information	<ul style="list-style-type: none"><li>- Déploiement pour les écoles 2018</li><li>- Solution de recensement des jeunes</li></ul>
Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"><li>- Suppression de l'activité « acquisition, cession du foncier communal »</li><li>- Nouvelles répartitions des missions dans la gestion des autorisations d'occupation des sols entre la commune et le service commun</li></ul>
Domaine public - Propreté	<ul style="list-style-type: none"><li>- Entretien de deux sanitaires publics</li><li>- Augmentation de la fréquence d'entretien de la zone de pique-nique du lac de la Blanche</li></ul>
Parc matériel roulant	<ul style="list-style-type: none"><li>- Extension de la flotte : un véhicule utilitaire Berlingo, un vélo à assistance électrique</li></ul>

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »**

Par le présent avenant, il est décidé, l'évolution des effectifs mutualisés par la commune d'Ambarès-et-Lagrave tel que détaillé ci-dessous :

Domaines concernés par une révision de niveaux de services	Equivalents temps plein (ETP) des agents mutualisés*	ETP compensés sans agent mutualisé
Cadre de vie - foncier		- 0.2
Cadre de vie - AOS		- 0.3
Domaine public propriété		0.04
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>- 0.46</b>

### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »**

Le paragraphe « 6.2 : Autres biens » reste inchangé.

L'annexe 3 du présent avenant recense les évolutions de parc intervenues dans le cadre des révisions de niveaux de services. Elle vient compléter la liste des matériels transférés lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Les révisions de niveau de service concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ».

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de service.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

**ARTICLE 6 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 7 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune d'Ambarès-et-Lagrave,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Michel Héritié

**ANNEXE 3 : Bâtiments et matériels****A L'AVENANT N°4 A LA CONVENTION CADRE  
POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS  
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE D'AMBARES-ET-LAGRAVE****Matériels :**

Dans le cadre des révisions de niveaux de services 2017-2018, les véhicules suivants ont été ajoutés au parc mutualisé :

- 1 vélo à assistance électrique pour les services techniques
- 1 véhicule utilitaire Berlingo

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE D'AMBAIRES-ET-LAGRAVE**

**Parc****Variations**

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>92</b>					
Station de travail agents - Basique	91					91
Station de travail agents - Avancée	1					1
<b>PC Portable</b>	<b>98</b>					
PC Portable - Basique	98					98
PC Portable - Ultra-portable	0					0
PC Portable - Station de travail	0					0
<b>MAC</b>	<b>0</b>					
MAC Portables	0					0
Imac	0					0
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>35</b>					
Téléphones mobiles	35					35
<b>Smartphone</b>	<b>6</b>					
Smartphones basiques	6					6
Smartphones milieu gamme	0					0
<b>Smartphone</b>	<b>2</b>					
Smartphones haut de gamme	2					2
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
Tablettes	0					0
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>13</b>					

## Parc

## Variations

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
Imprimantes individuelles (dont écoles)	13					13
<b>Multifonctions</b>	<b>0</b>					
Multifonctions	0					0
<b>Ecoles</b>	<b>107</b>					
Postes écoles (portable)	0			9	Projet : 805 *8 VPI + 8 PC Portable *1 PC Portable	9
Postes écoles (fixe)	97					97
Tablette Ecole	0					0
VPI et TNI	10			8	Projet : 805 *8 VPI + 8 PC Portable *1 PC Portable	18
<b>Petit matériel</b>	<b>21</b>					
Fax	0					0
Vidéo-projecteur	17					17
Clés 4G	4					4
Bornes Wifi	5					5
<b>Radio TETRA</b>	<b>0</b>					
Terminaux radio	0					0
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>152</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	119					119
Téléphones fixes IP et analogique + extension	0					0
DECT (terminaux)	33					33
DECT (bornes IP)	0					0
<b>Logiciels CAO/DAO</b>	<b>3</b>					
Autocad	3					3

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE D'AMBAIRES-ET-LAGRAVE**

			Parc logiciel mutualisé		Variations suite à mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 09/10/2018		Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
<b>Productivité / transverses</b>						
	Corecal Windows					
	Bureautique					
	Espaces collaboratifs		Intranet	Développement interne		
	Visio conférence					
	Suite créative		Adobe Creative Suite CS5	Adobe		2 licences
	Soft Phone					
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)					
	Dématérialisation					
<b>Métiers</b>						
	Finances	Oui	CIRIL Finances	CIRIL		
	Commande publique	Oui				
	Affaires juridiques	Oui				
	Ressources humaines	Oui	CIRIL RH	CIRIL		2013 Achat module logiciel RH CIRIL - Extraction de paye – création tableaux de bords 6 400,00 € Achat module Gestion de la formation 4 800,00 €  2014 Achat module décideur R.H 4 831,20 €
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui				
	Fonctions transversales	Oui				
	Espaces verts	Oui				
	Propreté	Oui				
	Voirie et DP	Oui				
	Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui				
	Animation économique et Emploi	Oui				
	Transports	Oui				

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	<b>Domaine mutualisé par la commune</b>	<b>Nom / titre de l'application</b>	<b>Editeur ou Développement interne</b>	<b>Evolution</b>	<b>Commentaire</b>
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui				
Social		Logiciel Aide à domicile	Implicit		(2012) : 4700€ TTC (dont formations) (2014) Implicit achat du logiciel statistique + module domiciliation : 3000€
Solidarités et citoyenneté	Non	Maestro OPUS	Arpège	Ajout	Recensement des jeunes
Communication	Non	Adobe Creative Suite CS5	Adobe		
Education	Non	FUSHIA facturation scolaire / petite enfance	SISTEC		
		Logiciel Pédagogique ActivInspire			6 Licences
Police Municipale	Non	Canis + Municipol			664.98€ TTC + 592.02€ TTC + (Formation 1485€ TTC)
		proces Verbal Electronique			
Sport	Non				
Société	Non				
Culture	Non	AFI NANOOK BIBLIOTHEQUE	AFI		
		Pack logiciels multimédia (cubase, CS4 master collection, final cut...)	-		
		Millumin 2 (mapping)	Anomes		
Population	Non	Arpege			
		Election	Logitud		

#### Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data					
Bases de données		ORACLE / Mysql			
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques					
Sauvegarde (50 To)		NAS 4 To			
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Gestion des annuaires techniques					
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs		Vsphere			
Supervision réseau					
Virtualisation d'applications					
Gestion des impressions					
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc					
Administration des postes, télédistribution		VNC viewer (gratuit)			

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Firewall NetAsq	netasq		
Pilotage de l'activités et des projets					

*Nouveauté*



## Ville de AMBARES-ET-LAGRAVE

Chiffrage Total		
Nombre d'ETP mutualisés	-0,46	Base CA

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
Coûts réels des ETP	1	Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI		
		Cadre de vie - Foncier		-7 384
		Cadre de vie - AOS		-11 076
		Numérique et systèmes d'information		0
		Propreté		1 078
		Parc matériel roulant		0
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...		
		Cadre de vie - Foncier		0
		Cadre de vie - AOS		0
		Numérique et systèmes d'information		3 375
		Propreté		404
		Parc matériel roulant		2 171
Coûts de renouvellement des immobilisations	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)		
		Cadre de vie - Foncier		0
		Cadre de vie - AOS		0
		Numérique et systèmes d'information		6 123
		Propreté		0
		Parc matériel roulant		1 134
		Frais financiers (AC de fonctionnement)		83
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).		
		Cadre de vie - Foncier		0
		Cadre de vie - AOS		0
		Numérique et systèmes d'information		0
		Propreté		0
		Parc matériel roulant		0
Forfait charges de structure	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.		
			3,39%	-388

<b>Total révision AC</b>	<b>-4 480</b>
AC Fonctionnement	-11 737
AC Investissement	7 257

# Avenant n°4

## Contrat d'engagement entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave

### Révision de niveaux de services 2017-2018

#### Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération, n° 2018/XXX en date du 21 décembre 2018

d'une part,

#### Et

La commune d'Ambarès-et-Lagrave représentée par son Maire, Monsieur Michel Héritié, dûment habilité par délibération n° XXX en date du XXX

d'autre part,

**VU** le contrat d'engagement signé en date du 15 février 2016 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Michel Héritié, Maire d'Ambarès-et-Lagrave,

**VU** l'avenant n°1 au contrat d'engagement concernant le cycle 2 signé en date du 23 février 2017 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Michel Héritié, Maire d'Ambarès-et-Lagrave,

**VU** l'avenant n°2 au contrat d'engagement concernant la mise en application du Règlement général de protection des données signé en date du 22 août 2018 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Michel Héritié, Maire d'Ambarès-et-Lagrave,

**VU** l'avenant n°3 au contrat d'engagement concernant le cycle 4 signé en date du XXXX par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Michel Héritié, Maire d'Ambarès-et-Lagrave,

**Considérant** la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 6 du contrat d'engagement,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

## ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant est de faire évoluer le contrat d'engagement afin d'y intégrer l'impact des révisions de niveaux de services 2017-2018 arrêtées entre la commune de Ambarès-et-Lagrave et Bordeaux Métropole.

## ARTICLE 2 : MODIFICATION DES ANNEXES

L'annexe du domaine concerné par ces révisions de niveau de services est :

Domaines	Objet de la révision de niveau de service
Cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"><li>- Suppression de l'activité « acquisition, cession du foncier communal »</li><li>- Nouvelles répartitions des missions dans la gestion des autorisations d'occupation des sols entre la commune et le service commun</li></ul>

Cette annexe est modifiée et remplace celle établie précédemment.

## ARTICLE 3 :

Les autres articles et annexes au contrat d'engagement et ses avenants restent inchangés.

## ARTICLE 4 :

Cet avenant entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le \_\_\_\_\_, en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune d'Ambarès-et-Lagrave,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Michel Héritié

**ANNEXE POUR LE DOMAINE CADRE DE VIE, URBANISME, AOS et ~~FONCIER~~ – CONTRAT  
D'ENGAGEMENT**

**COMMUNE D'AMBARES-ET-LAGRAVE**

**DOMAINE : CADRE DE VIE, URBANISME, AUTORISATION D'OCCUPATION DES SOLS ~~ET FONCIER~~**

**SOUS-DOMAINES :**

**A- AUTORISATION D'OCCUPATION DES SOLS (AOS)**

~~**B- FONCIER COMMUNAL**~~

**C- URBANISME AMENAGEMENT (OPERATIONS D'INTERET COMMUNAL)**

**I/ Moyens consacrés par la commune au domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols ~~et foncier~~**

Les **moyens consacrés** par la commune au domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols ~~et foncier~~ sont détaillés dans la **convention de création des services communs** liée au contrat d'engagement. Les objectifs poursuivis par la Métropole et la commune dans le cadre de ce contrat seront définis au regard des moyens inscrits dans les conventions.

**II/ Missions et activités mutualisées**

**Activités mutualisées par la commune**

**A- Autorisation d'occupation des sols (AOS)**

Information des pétitionnaires et du public sur les AOS

Conseil des pétitionnaires et du public sur les AOS

Pré-instruction des AOS

Instruction complète des AOS

Qualité architecturale et environnementale des AOS (prestation externe)

Gestion administrative et fiscale des autorisations d'urbanisme

Contrôle de la régularité des constructions et des aménagements réalisés

Gestion et traitement du contentieux lié à l'urbanisme

Concertation sur les projets de permis de construire

~~**B- Foncier communal**~~

~~Stratégie foncière communale~~

~~Signature du document de bornages de terrains~~

~~Réalisation des acquisitions foncières, cessions communales~~

~~Gestion du foncier communal non-affecté~~

~~Déclaration d'intention d'aliéner (DIA) : saisi, enregistrement, traitement et avis~~

**C- Urbanisme, Aménagement (opérations d'intérêt communal)**

Etudes et opérations d'aménagement d'intérêt communal (études urbaines et paysagères, mise au

point)
Communication sur les projets urbains
Participation citoyenne sur les projets urbains
Valorisation du patrimoine bâti, naturel et paysager
Suivi du projet urbain (territoire communal) en particulier planification urbaine
Prévention des risques et nuisances (ex : suivi des plans d'exposition aux risques, suivi des enquêtes publiques...)

### III/ Modalités de mise en œuvre

**III-a/** Les responsables en charge des activités du domaine Cadre de vie, urbanisme, AOS [et foncier](#) du service **commun s'engagent à mettre en œuvre** une organisation en conformité avec **les obligations et délais réglementaires en vigueur, les schémas directeurs adoptés par la commune, et le cas échéant les certifications obtenues par la commune :**

- Pas de certification identifiée à ce jour.

### III-b/ Les modes de fonctionnement :

Les modes de fonctionnement ont pour objectif de décrire les interfaces entre les services de la commune et le service commun de la Métropole concernant le domaine.

- **Identification des référents** (commune, service commun) :

Rôles et responsabilités pour le domaine Cadre de vie, urbanisme, AOS <a href="#">et foncier</a>	
Responsable thématique pour le service commun	Directeur du développement et de l'aménagement du Pôle territorial rive droite en lien avec le Directeur urbanisme patrimoine et paysages et le <a href="#">Directeur foncier Pôle valorisation du territoire</a>
Responsable thématique pour la commune	Cadre interface « urbanisme »

Types de saisines pour le sous-domaine AOS	
Saisine ordinaire	<b>Service commun :</b> Chef de service droit des sols du Pôle territorial rive droite <b>Commune :</b> Cadre interface « urbanisme »
Saisine en urgence	<b>Service commun :</b> Directeur du développement et de l'aménagement du Pôle territorial rive droite <b>Commune :</b> Directeur de pôle aménagement urbain
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun :</b> Adjoint au directeur général en charge du Pôle territorial rive droite <b>Commune :</b> Le Maire ou adjoint au maire urbanisme ou le Directeur général des services

Types de saisines pour le sous-domaine FONCIER COMMUNAL	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chargé d'opération foncière du Pôle territorial rive droite, en lien avec la direction du foncier en fonction du type d'opération (pour les dossiers fonciers complexes et impactant le bâti : Directeur du foncier, Direction du foncier) <b>Commune</b> : Cadre interface « urbanisme »
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur du développement et de l'aménagement du Pôle territorial rive droite en lien avec la Direction du foncier en fonction du type d'opération (pour les dossiers fonciers complexes et impactant le bâti : Directeur du foncier, Direction du foncier) <b>Commune</b> : Directeur de pôle aménagement urbain
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directeur du foncier, Direction générale valorisation du territoire <b>Commune</b> : Le Maire ou adjoint au maire urbanisme ou le Directeur général des services

Types de saisines pour le sous-domaine URBANISME ET AMENAGEMENT	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chef de projet du service Aménagement urbain de la Direction du développement et de l'aménagement, Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : Cadre interface « urbanisme »
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur du développement et de l'aménagement du Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : Directeur de pôle aménagement urbain
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Adjoint au directeur général en charge du Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : Le Maire ou adjoint au maire urbanisme ou le Directeur général des services

- **Interfaces commune/service commun :**

Bordeaux Métropole et la commune s'engagent à définir, à la mise en place des services communs, les interfaces décrivant les principaux points de contacts (points d'entrée et points de sortie) ainsi que les grandes étapes d'interaction entre la commune et le service commun métropolitain.

Concernant les missions d'envoi des arrêtés en Préfecture et aux pétitionnaires	
Missions réalisées par le service commun	Missions réalisées par la commune
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en parapheur des arrêtés</li> <li>- Saisie dans l'application métier et sur la chemise du dossier de la date d'envoi à la mairie</li> <li>- Envoi des arrêtés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation des lettres recommandées avec accusé réception et des enveloppes pétitionnaires</li> <li>- Tamponnage des arrêtés</li> <li>- Inscription de la date de signature et du N° de permis</li> <li>- Envoi au pétitionnaire et à la Préfecture</li> </ul>

### ~~— Conditions spécifiques concernant les Systèmes d'information —~~

La commune ayant fait le choix de ne pas mutualiser le domaine Numérique et systèmes d'information, elle assure la responsabilité du SI sur les domaines mutualisés jusqu'à que la convergence applicative soit réalisée. Ainsi, les engagements sur les domaines mutualisés seront soumis aux conditions suivantes :

- ~~▪ Tous les contrats de licences, droits d'usages et matériels sont contractés et financés par la commune ;~~
- ~~▪ Tous les contrats de maintenance sont contractés et financés par la commune conformément aux préconisations du fournisseur (éditeur ou intégrateur), ils intègrent a minima la maintenance corrective, un support technique et la notification de failles de sécurité ;~~
- ~~▪ La commune est responsable de la maintenance corrective : elle assure les mises à jour correctives et de sécurité conformément aux recommandations de l'éditeur/fournisseur ;~~
- ~~▪ La commune est responsable de la maintenance évolutive : en particulier, elle assure la mise en œuvre des évolutions réglementaires obligatoires ;~~
- ~~▪ La commune assure le support fonctionnel et technique auprès des utilisateurs des applications ;~~
- ~~▪ La commune est responsable des niveaux de service : elle en effectue la supervision et le suivi au regard des engagements pris ;~~
- ~~▪ La commune est responsable de l'administration du SI et de ses applications : elle réalise les traitements et paramétrages nécessaires et est en charge de la gestion des comptes et des droits d'accès ;~~
- ~~▪ La commune formalise les points de contacts, rôle et responsabilités sur chaque SI des domaines mutualisés (exemple : finance, RH, ...) ;~~
- ~~▪ La commune fournit aux agents des domaines mutualisés un poste de travail installé et configuré sur son SI. Elle en assure l'acquisition, la maintenance et le support matériel, logiciel et applicatif ;~~
- ~~▪ La commune est interconnectée par Fibre sur le réseau métropolitain aux frais de la Métropole afin de permettre aux agents mutualisés d'accéder avec le poste de travail communal aux SI de la commune depuis un site métropolitain ;~~
- ~~▪ La commune est facilitatrice pour la convergence applicative : elle établit un plan de réversibilité de façon à ce que soient assurées les reprises dans les meilleures conditions possibles (historiques, ...).~~

## IV/ Les engagements de service

### IV-a/ Les engagements de service généraux et les priorités

Les principales priorités / dossiers prioritaires du domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols **et foncier** :

- Association des élus de la commune en amont des projets d'AOS

- Souhait de la commune de ne pas avoir d'AOS tacites
- Prise en charge systématique du risque inondation dans les avis
- Qualité architecturale des constructions
- Organisation d'un point hebdomadaire sur le suivi des AOS et la pré-instruction avec le Maire et son adjoint à l'urbanisme

#### **IV-b/ Les indicateurs et valeurs cibles**

Des éléments de volumétrie seront à identifier pour disposer d'une référence de volume d'activités transférées. Si le volume de dossiers traités par an augmente en année N, cette variation sera à prendre compte dans l'analyse de l'atteinte des niveaux d'engagement.

Sous-domaine de mutualisation	Engagements de service	Indicateurs de mesure (Définition/Mode de calcul de l'indicateur)	Périodicité de suivi	Source de suivi*	Niveau de service constaté (et volumétrie correspondante)	Conditions de réalisation de l'engagement
Urbanisme, aménagement et foncier	<b>Engagement 1 :</b> Réaliser les études urbaines (opérations d'aménagement d'intérêt communal) dans le calendrier de mise en œuvre préalablement fixé	<b>Indicateur 1 :</b> Taux réalisation dans les délais et coûts de l'étude/ prévu	Mensuelle	Plannings tableaux de suivi des coûts (fiches opération)	<b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b>	Définition précise du besoin de la commune, des échanges réguliers puis une validation par la commune de l'étude (comités de pilotage par phase du projet). Pré-requis : disposer d'une enveloppe financière pour réaliser l'étude.
	<b>Engagement 2 :</b> <del>Assurer la production des actes (cessions, acquisitions foncières) en garantissant la sécurité juridique et dans les délais des projets</del>	<b>Indicateur 2 :</b> <del>Délai de finalisation de l'acte compatible avec le projet.</del>	Mensuelle	<del>Voir la faisabilité d'un suivi mensuel des actes Absence de tableau de bord spécifique car absence de contentieux actuels en communes</del>	<b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b>	<del>Disposer de temps d'échanges entre la commune et les services communs pour définir le foncier stratégique et les outils à mettre en œuvre. Transmission des dossiers de déclarations d'intention d'aliéner (DIA) dans les meilleurs délais / de l'avis de la commune sur les DIA.</del>
AOS	<b>Engagement 3 :</b> Garantir la sécurité juridique et la légalité des actes	<b>Indicateur 3 :</b> Taux de décisions expresses = taux de réponses dans les délais	Mensuelle	Absence de tableau de bord spécifique car absence de contentieux actuels en communes	<b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b>	Délais à convenir entre service commun et commune, par exemple : Respect des délais de transmission des dossiers AOS par les communes (dans un maximum de 5 jours ouvrés après dépôt par le pétitionnaire). Respect de l'ensemble de la procédure et des délais respectifs (commune/service commun). En cas de litige : s'assurer que la commune fait le choix de faire défendre ses intérêts par le service commun.
	<b>Engagement 4 :</b> Assurer une qualité de la relation à l'usager dans le domaine des AOS	<b>Indicateur 4 :</b> Nombre de rendez-vous de pré-instruction avec les pétitionnaires	Mensuelle	Tableau de suivi Logiciel métier	<b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b>	

\*Sources : la commune justifie ici de la valeur du niveau de service atteint en année N (suivi d'activité automatisé, manuel, enquête de satisfaction, certification...). Cf. article 2 du contrat d'engagement.



**Avenant n°4 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Bègles**

**Révisions de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n° 2018/XXX en date du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Bègles représentée par son Maire, Monsieur Clément Rossignol Puech, dûment habilité par délibération n°XXX en date du XXX 2018,

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération n° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bègles signée en date du 17 décembre 2015 ainsi que l'avenant n°1 à la convention cadre signé en date du 9 décembre 2016, l'avenant n°2 signé en date du 21 décembre 2017 et l'avenant n°3 en date du 28 février 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Numérique et systèmes d'information	Logiciels et équipements supplémentaires pour les écoles, les offices de restauration et les services municipaux Accompagnement du projet « Châpito »
Cadre de vie – prévention des risques et nuisances	Retour à la commune de l'activité de démoustication

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »**

L'article 6 est complété comme suit :

La liste des biens matériels présentée en annexe 3 du présent avenant vient compléter et s'additionner à la liste des matériels transférés dans les cycles précédents.

### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Les révisions de niveaux de services concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ».

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

#### **ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2018 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

#### **ARTICLE 6 :**

Les autres articles restent inchangés.

#### **ARTICLE 7 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bègles,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Clément Rossignol Puech

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BEGLES**

		Variations				
<b>Parc</b>						
<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>272</b>					
Station de travail agents - Basique	224	4				258
Client léger	38					
Station de travail agents - Avancée	10					10
<b>PC Portable</b>	<b>39</b>					
PC Portable - Basique	38					38
PC Portable - Ultra-portable	1					1
PC Portable - Station de travail	0					0
<b>MAC</b>	<b>35</b>					
MAC Portables	35					35
Imac	0					0
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>67</b>					
Téléphones mobiles	67					67
<b>Smartphone</b>	<b>64</b>					
Smartphones basiques	64					64
Smartphones milieu gamme	0					0
<b>Smartphone</b>	<b>13</b>					
Smartphones haut de gamme	13					13

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	<b>Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat</b>	<b>Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés</b>	<b>Commentaires mutualisation 2018</b>	<b>Variations liées aux RNS 2018</b>	<b>Commentaires RNS 2018</b>	<b>Nouveau périmètre de référence 2019</b>
<b>Tablette</b>	<b>14</b>					
Tablettes	14					14
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>87</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	87					87
<b>Multifonctions</b>	<b>15</b>					
Multifonctions	15					15
<b>Ecoles</b>	<b>112</b>					
Postes écoles (portable)	0					0
Postes écoles (fixe)	110					110
Tablette Ecole	0					0
VPI et TNI	2					2
<b>Petit matériel</b>	<b>24</b>					
Fax	13					13
Vidéo-projecteur	11					11
Clés 4G	0					0
Bornes Wifi	0					0
<b>Radio TETRA</b>	<b>0</b>					
Terminaux radio	0					0
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>331</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	331					331
Téléphones fixes IP et analogique + extension	0	4				-4
DECT (terminaux)	0					0
DECT (bornes IP)	0					0
<b>Logiciels ADOBE</b>	<b>2</b>					
Suite créatives Adobe complètes	0					0
<b>Autre Matériel</b>	<b>15</b>					
Liseuse	15					15

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BEGLES**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
<b>Productivité / transverses</b>					
Windows Server		Windows Server Datacenter 2 proc	Microsoft		
Windows Server		Windows Server standard	Microsoft		
Corecal Windows		Windows Server Cal	Microsoft		
Windows Exchange		Windows Exchange Serveur Standard	Microsoft		
Cal Exchange		Exchange cal	Microsoft		
Bureautique		Office Standard	Microsoft		
Bureautique		Office Pro	Microsoft		
Bureautique		Office Standard Education	Microsoft		
Bureautique		Office MAC	Microsoft		
Bureautique		Project	Microsoft		
Bureautique		Publisher	Microsoft		
Windows Remote		Windows remote dsktp service user cal	Microsoft		
Espaces collaboratifs		Sharepoint Foundation	Microsoft		
Suite créative		Adobe photoshop	Adobe		
Analyse de données (Data mining, BI, ...)		Business Object XI	BO		
Dématérialisation		Documind (dematerialisation du courrier)	Novadys/JVS		
<b>Métiers</b>					
Finances	Non	ASTRE GF	GFI		
	Non	Sage Financement / Patrimoine	Sage /salvia		
Ressources humaines	Non	Astre RH	GFI		
	Non	Gestion du temp	Dev interne		
	Non	GECCO	GFI		
	Non	Formasoft	GFI		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Non	ATAL	Adductis Berger Levrault		
	Non	Autocad	Autodesk		

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	<b>Domaine mutualisé par la commune</b>	<b>Nom / titre de l'application</b>	<b>Editeur ou Développement interne</b>	<b>Evolution</b>	<b>Commentaire</b>
	Non	SIS-Prev (gestion de commission de sécurité)	SIS		
Fonctions transversales	Non	Keepeek (photothèque)	Keepeek		
	Non	RezRepas	Dev Interne		
	Non	Saveris (logiciel cuisine centrale)	TESTO		
	Non	ATAL (cuisine centrale)	Adductis Berger Levrault		
	Non	Salamandre (cuisine centrale)	Salamandre		
Espaces verts	Non	ATAL	Adductis Berger Levrault		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Non	Droit de cité	Appia		
	Non	APIC (SIG)	Star-Apic		
	Non	VisDGI (information cadastrales)	Appia		
Solidarités et citoyenneté	Non	ASWEB (gestion aide sociale)	Berger Levrault		
	Non	Telegestion Nomand (Planning aide a domicile)	Berger Levrault		
Education	Non	Concertos OPUS	Arpege		
	Non	Espace citoyen	Arpege		
Sport	Non	GMA (gestion des associations)	GMA Consulting		
	Non	Elisath (gestion caisse piscine)	Elisath		
Société	Non	GMA (gestion des associations)	GMA Consulting		
	Non	Panterga (Gestion de marché forain)	Panterga system		
Culture	Non	Concertos OPUS (ecole de musique)	Arpege		
	Non	Finale 2015 (ecole de musique)			
	Non	GMA (gestion des associations)	GMA Consulting		
	Non	Actimuséo (musée)	AA-PARTNERS		
	Non	Existenz (bibliothèque)	Gminvent /Exiztenz		
Population	Non	Melodie (acte d'etat civil)	Arpege		
	Non	Maestro (recensement militaire)	Arpege		
	Non	Requiem (Gestion Cimetierre)	Arpege		
	Non	Image	Arpège		
	Non	Alto (Demandes de passport et cartes d'identité)	Arpège		
	Non	Alto (Demandes de passport et cartes d'identité)	Arpège	Retrait 2017	Formalités désormais suivies dans outils de l'Etat
	Non	Phase Web Election	GFI		
	Non	Acte Web (Demande d'acte depuis internet)	Arpege		
	Non	KAWA			
	Non	API Commerces			
	Non	WebMuséo			
	Non	Solution Etat Civil			

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
<b>Middleware et logiciels supports</b>					
Messagerie		Exchange 2010	Microsoft		
Bases de données		Oracle	Oracle		
Supervision des applications et des composants techniques		Zabbix	Zabbix		
Sauvegarde		Time Navigator	ASG		
Gestion des annuaires techniques		Active Directory 2008	Microsoft		
Virtualisation de serveurs		Vshpere 5.5	Vmware		
Supervision réseau		Zabbix	Zabbix		
Monitoring, pilotage et supervision		Zabbix	Zabbix		
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc		GLPI	GLPI		
		MERAKI	CISCO		
Administration des postes, télédistribution		HP DEVICE MANAGER	HP		
		VUEM	Norskale		
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Sophos Antivirus	Sophos		
		lookatguard (olfeo saas)	Scriba /olfeo		

Nouveauté



## Ville de BEGLES

### Chiffrage Total

Base CA

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP</b> <b>0</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
		Cadre de vie - prévention des risques et nuisances		0
		Numérique et systèmes d'information		0
<b>Charges directes réelles de fonctionnement</b> <b>-26 149</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
		Cadre de vie - prévention des risques et nuisances		-30 857
		Numérique et systèmes d'information		4 708
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations</b> <b>6 879</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
		Cadre de vie - prévention des risques et nuisances		0
		Numérique et systèmes d'information		6 853
		<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		<b>26</b>
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments</b> <b>0</b>	<b>4</b>	<b>Dépenses d'entretien par mètre carré (pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
		Cadre de vie - prévention des risques et nuisances		0
		Numérique et systèmes d'information		0
<b>Forfait charges de structure</b> <b>-1 995</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1, 2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
			7,63%	-1 995

<b>Total révision AC</b>	<b>-21 266</b>
AC Fonctionnement	-28 119
AC Investissement	6 853



# Avenant n°4

## Contrat d'engagement entre Bordeaux Métropole et la commune de Bègles

### Révisions de niveaux de services 2017-2018

#### Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018-XXX en date du 21 décembre 2018,

D'une part,

#### Et

La commune de Bègles représentée par son Maire, Monsieur Clément Rossignol Puech, dûment habilité par délibération n° ..... du ..... 2018,

D'autre part,

**VU** le schéma de mutualisation adopté le 29 mai 2015,

**VU** le contrat d'engagement signé le 15 février 2016 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Clément Rossignol Puech, Maire de Bègles,

**VU** l'avenant n°1 au contrat d'engagement signé le 10 mars 2017 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Noël Mamère, Maire de Bègles,

**VU** l'avenant n°2 au contrat d'engagement signé le 21 décembre 2017 et l'avenant n°3 signé le 14 septembre 2018 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Clément Rossignol Puech, Maire de Bègles,

**Considérant** la volonté des parties, de réviser les niveaux de services en application de l'article 6 du contrat d'engagement, pour se conformer à ces nouvelles dispositions légales,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

## ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant est de faire évoluer le contrat d'engagement afin d'y intégrer l'impact des révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole.

## ARTICLE 2 : MODIFICATION DES ANNEXES

L'annexe du domaine concerné par ces révisions de niveaux de services est :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Cadre de vie – prévention des risques et nuisances	Retour à la commune de l'activité de démoustication

Cette annexe est modifiée et remplace celle établie précédemment.

## ARTICLE 3 :

Les autres articles et annexes au contrat d'engagement restent inchangés.

## ARTICLE 4 :

Cet avenant entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le , en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bègles,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Clément Rossignol Puech

# ANNEXE

- Cadre de vie, urbanisme, AOS et foncier

**ANNEXE POUR LE DOMAINE CADRE DE VIE – URBANISME-AOS et FONCIER****AVENANT AU CONTRAT D'ENGAGEMENT****COMMUNE DE BEGLES****DOMAINE : CADRE DE VIE, URBANISME, AOS et FONCIER****SOUS DOMAINE :****A- SANTE ENVIRONNEMENT****I/ Moyens consacrés par la commune au domaine Fonctions transversales**

**Les moyens consacrés** par la commune au domaine cadre de vie sont détaillés dans la **convention de création des services communs** liée au contrat d'engagement. Les objectifs poursuivis par la Métropole et la commune dans le cadre de ce contrat seront définis au regard des moyens inscrits dans les conventions.

**II/ Missions et activités mutualisées**

Activités mutualisées par la commune	Volumétrie
<b>A- SANTE-ENVIRONNEMENT</b>	
Inspection sur le domaine habitat (insalubrité et périls)	30
Risques sanitaires (bruits, déchets, contrôle hygiène alimentaire, contrôle des ondes électromagnétiques, pollution de l'air intérieur, pollution des sols, suivi des eaux de baignade).	45
Emettre l'avis de la commune sur les dossiers d'enquêtes publiques (instruction du dossier et proposition au conseil municipal pour avis) Suivi des dossiers Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	3
Dératisation, désinsectisation, désinfection sur bâtiments municipaux, pour les associations à caractère social et les particuliers en difficulté*	150
Gestion de la faune urbaine – enquêtes et captures hors pigeons	120
Suivi des permis de détention de chiens dangereux	5
Enregistrement et suivi des déclarations pour catastrophe naturelle	10

\* La démoustication reste du ressort de la commune.

### III/ Modalités de mise en œuvre

**III-a/** Les responsables en charge des activités du domaine Cadre de vie du **service commun s'engagent à mettre en œuvre** une organisation en conformité avec **les obligations et délais réglementaires en vigueur, les schémas directeurs adoptés par la commune, et le cas échéant les certifications obtenues par la commune.**

#### **III-b/ Les modes de fonctionnement :**

Les modes de fonctionnement ont pour objectif de décrire les interfaces entre les services de la commune et le service commun de la Métropole concernant le domaine Cadre de vie.

- **Identification des référents** (commune, service commun) :

#### **SANTE ENVIRONNEMENT**

<b>Rôles et responsabilités pour le domaine Prévention Santé-environnement</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Chefs de service santé-environnement, direction de la prévention, direction générale des territoires
Responsable thématique pour la commune	Responsable urbanisme et santé publique

<b>Types de saisines pour le domaine Prévention Santé-environnement</b>	
Saisine ordinaire	<b>Service commun :</b> Chefs de centre habitat, thématiques émergentes, dératisation, désinfection, désinsectisation <b>Commune :</b> Responsable urbanisme et santé publique
Saisine en urgence	<b>Service commun :</b> Chef de service santé-environnement, direction de la prévention, direction générale des territoires <b>Commune :</b> Responsable urbanisme et santé publique
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun :</b> Directeur de la prévention, direction générale des territoires <b>Commune :</b> Directeur général adjoint du pôle aménagement et stratégie territoriale

- **Interfaces commune/service commun :**

Bordeaux Métropole et la commune s'engagent à définir, à la mise en place des services communs, les interfaces décrivant les principaux points de contacts (points d'entrée et points de sortie) ainsi que les grandes étapes d'interaction entre la commune et le service commun métropolitain.

### IV/ Les engagements de service

#### **IV-a/ Les engagements réciproques dans le sous-domaine santé-environnement :**

- Répondre aux sollicitations et demandes (inspection habitat, péril, risques sanitaires, hygiène alimentaire et déchets alimentaires, catastrophes naturelles, etc.).

#### **IV-b/ Les indicateurs et valeurs cibles**

Des éléments de volumétrie seront à identifier pour disposer d'une référence de volume d'activités transférées. Si le volume de dossiers traités par an augmente en année N, cette variation sera à prendre compte dans l'analyse de l'atteinte des niveaux d'engagement.

La production de ces indicateurs est soumise à l'existence et la mise à disposition des données permettant leur calcul.

Une étude de faisabilité sera réalisée et partagée avec la commune lors des 1ères revues de contrat d'engagement afin de préciser les modalités et les délais de livraison des différents indicateurs contractualisés des services communs.

<b>Sous-domaines de mutualisation</b>	<b>Engagements de service</b> du domaine Cadre de vie, urbanisme, AOS et foncier	<b>Indicateurs</b> (Définition/Mode de calcul de l'indicateur)	<b>Périodicité de suivi</b>	<b>Source de suivi*</b>	<b>Niveau de service constaté</b> (et volumétrie correspondante)	<b>Conditions de réalisation de l'engagement</b>
Prévention et gestion des risques (santé/environnement, prévention)	<b>Engagement 1 :</b> Respect des procédures réglementaires (décliné par activité)	<b>Indicateur 1 :</b> Suivi de la volumétrie des plaintes	Annuelle	IDOS	<b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2017.</b>	

*\*Sources : la commune justifie ici de la valeur du niveau de service atteint en année N (suivi d'activité automatisé, manuel, enquête de satisfaction, certification...). Cf. article 2 du contrat d'engagement.*

**Avenant n°4 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort**

**Révisions de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Blanquefort représentée par son Maire, Madame Véronique Ferreira, dûment habilitée par délibération n° ..... du ..... 2018,

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort, signé en date du 9 décembre 2016,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort concernant les révisions de niveaux de service 2016-2017 signé en date du 30 janvier 2018,

Vu l'avenant n°3 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort concernant la mutualisation des archives signé le .....,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

#### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveau de service
Propreté	Tonte des trottoirs (1 passage supplémentaire)
Espaces verts	Mise à disposition de bâtiments
Numérique et systèmes d'information	Déploiement 2018 pour les écoles Verbalisation électronique

#### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »**

Le paragraphe « 6.1 Locaux » est modifié comme suit :

La liste des bâtiments mis à disposition (annexe 3) vient compléter la liste des bâtiments mis à disposition dans le cadre du cycle 1.

#### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 7 « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 reste inchangé.

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

#### **ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de service.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

#### **ARTICLE 6 :**

Les autres articles restent inchangés.

#### **ARTICLE 7 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Blanquefort,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Véronique Ferreira

### **ANNEXE 3 : BÂTIMENTS ET MATÉRIELS**

#### **AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT**

##### **1. Locaux**

Dans le cadre de l'entretien des stades et des équipements sportifs de plein air, la commune de Blanquefort propose à la mutualisation les espaces suivants :

- Vestiaires, bureau, salle de détente (41,15 m<sup>2</sup>), stade Miart
- 1 hangar matériels (60 m<sup>2</sup>), stade Miart
- 1 atelier technique (12 m<sup>2</sup>), stade Miart
- Garages, stades Miart et Delhomme
- Locaux d'arrosage, stades Miart et Port du Roy

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT**

**Parc****Variations**

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>145</b>					
Station de travail agents - Basique	135					135
Station de travail agents - Avancée	10					10
<b>PC Portable</b>	<b>8</b>					
PC Portable - Basique	8					8
PC Portable - Ultra-portable	0					0
PC Portable - Station de travail	0					0
<b>MAC</b>	<b>24</b>					
MAC Portables	19					19
I Mac	5					5
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>36</b>					
Téléphones mobiles	36					36
<b>Smartphone</b>	<b>43</b>					
Smartphones basiques	43					43
Smartphones milieu gamme	0					0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme	0					0
<b>Tablette</b>	<b>10</b>					
Tablettes	10					10
<b>Tablette</b>	<b>34</b>					

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	<b>Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat</b>	<b>Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés</b>	<b>Commentaires mutualisation 2018</b>	<b>Variations liées aux RNS 2018</b>	<b>Commentaires RNS 2018</b>	<b>Nouveau périmètre de référence 2019</b>
Ipad - Elus	34					34
<b>Imprimantes</b>	<b>13</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	13					13
<b>Multifonctions</b>	<b>19</b>					
Multifonctions	19					19
<b>Ecoles</b>	<b>207</b>					
Postes écoles (portable)	18			21	Projet : 806 *12 VPI fixes + PC Portable *9 EB-675WI + PC Portable	39
Postes écoles (fixe)	73					73
Tablette Ecole	100					100
VPI et TNI	16			21	Projet : 806 *12 VPI fixes + PC Portable *9 EB-675WI + PC Portable	37
<b>Petit matériel</b>	<b>18</b>					
Fax	3					3
Vidéo-projecteur	15					15
Clés 4G	0					0
Bornes Wifi	23					23
<b>Radio TETRA</b>	<b>3</b>					
Terminaux radio	3					3
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>140</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	138					138
Téléphones fixes IP et analogique + extension	0					0
DECT (terminaux)	2					2
DECT (bornes IP)	0					0
<b>Autre Matériel</b>	<b>1</b>					
Presse numérique	1					1

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
SE Serveur	Oui	Windows Serveur 2008	Microsoft		
	Oui	Windows serveur 2012 - 10 M	Microsoft		
Corecal Windows	Oui	Windows Serveur 2012 - 20 CCAS	Microsoft		
Corecal Windows	Oui	Windows Serveur 2008 - 165 VILLE	Microsoft		
Echange	Oui	Exchange serveur 2000 + SA	Microsoft		
Cal Exchange	Oui	Exchange 2010 - 22 CCAS	Microsoft		
Cal Exchange	Oui	Exchange 2007 - 165 ville	Microsoft		
Bureautique	Oui	MS Office 2010 - 22 CCAS - 46 M	Microsoft		
	Oui	Ms Office 2008 Mac	Microsoft		
Espaces collaboratifs	Non				
Suite créative	Non	Adobe CS	Adobe		
Soft Phone	Non				
Analyse de données (Data mining, BI, ...)	Oui	BO	GFI		
Dématérialisation					
<b>Métiers</b>					
Finances	Oui	ASTRE GF	GFI		
		IMONET	GFI		
		INSITO et ALLIANCE	Finance Active		
		REGARDS	Ressources Consultants		
Commande publique	Oui				
Centre Communal d'action Sociale (ccas)	-	Elissar	Concept		
		Buisness Object	oracle		
		Apologic Web	Apologic		
Affaires juridiques	Oui				
Ressources humaines	Oui	ASTRE RH	GFI		
		Formasoft	GFI		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	ADUCTIS/ATAL	BERGER LEVRAULT		
		AutoCAD	AutoDesk		

Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Fonctions transversales	Oui	ArchICAD	Graphisoft		
		Clarilog	Clarilog		
		Espace citoyen Premium	Arpege		
Espaces verts	Oui	JardiCAD/Jardi soft	Médiasoft		
		Tboss	Rainbird		
Propreté	Oui				
Voirie et DP	Oui	ATAL (cf plus haut)	Berger Levraut		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	VisDGI			
		APIC	OPERIS		
Animation économique et Emploi	Oui				
Transports	Oui				
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui				
Solidarités et citoyenneté	Non	Melodie+Image	Arpege		
		Soprano	Arpege		
		Adagio	Arpege		
		GESCIM	Gescim		
		IBMOL			
		MAESTRO	Arpege		
		COMEDDEC	Arpege		
Education	Non	Concerto OPUS	Arpege		
		NoteBook			
		DeepFreez			
Sport	Non	ATAL (cf plus haut)	Berger Levraut		
Société	Non				
Culture	Non	Orphee	C3RB		
		DUO	Ars Data		
Population	Non				
Police Municipale	Non	YPOK - Site pilote			
	Non	iPVE - Site pilote	Premier		
		Verbalisation électronique (Licence)			
Entretien Ménager	Non	APINEGOCE			

#### Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data	Oui	IP Office			
Bases de données		Oracle	Oracle		
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques	Oui				
Sauvegarde (50 To)		Veeam	Veeam Software		
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles					

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Gestion des annuaires techniques	Non				
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs	Oui	VM Ware	AKTEA		
Supervision réseau	Non				
Virtualisation d'applications	Non				
Gestion des impressions	Oui	Equitrac Office Manager	Nuance Communications		
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc	Oui	Meraki	Cisco Meraki		
Administration des postes, télédistribution					
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).	Oui	Officescan	Trend Micro		
Pilotage de l'activités et des projets					



## Ville de BLANQUEFORT

### Chiffrage Total

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

Base CA

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
Coûts réels des ETP <b>0</b>	<b>1</b>	Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI		
		Numérique et systèmes d'information		0
		Propreté		0
Charges directes réelles de fonctionnement <b>32 613</b>	<b>2</b>	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...		
		Numérique et systèmes d'information		7 683
		Propreté		24 930
Coûts de renouvellement des immobilisations <b>16 497</b>	<b>3</b>	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)		
		Numérique et systèmes d'information		16 497
		Propreté		0
		Frais financiers (AC de fonctionnement)		0
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments <b>0</b>	<b>4</b>	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).		
		Numérique et systèmes d'information		0
		Propreté		0
Forfait charges de structure <b>978</b>	<b>5</b>	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.		
			3,00%	978

<b>Total révision AC</b>	<b>50 088</b>
AC Fonctionnement	33 591
AC Investissement	16 497



**Avenant n°3 à la Convention cadre pour la création de services  
communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bordeaux**

**Révisions de niveaux de services 2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018- du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Bordeaux représentée par le Maire-adjoint, Monsieur Nicolas Florian, dûment habilité par délibération n° 2018- du 19 décembre 2018, ci-après dénommée « la commune »

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération n° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bordeaux signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune, concernant le rattachement du service commun des archives à Bordeaux Métropole, signé en date du 23 avril 2018,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune, concernant les révisions de niveau de services 2016/2017, signé en date du 23 avril 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Vu l'avis du Comité technique de Bordeaux Métropole en date du 18 octobre 2018,

Vu l'avis du Comité technique de la commune de Bordeaux en date du 17 octobre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services 2018 arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

Le cas échéant, ces évolutions se traduisent également dans les fiches annexes des domaines concernés du contrat d'engagement.

#### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

<b>Domaines</b>	<b>Objet de la révision de niveau de service</b>
Finances	Arrêt des activités remplies pour le compte de l'école des beaux-arts de Bordeaux (EBABX)
Ressources humaines	Intégration de la régie des tickets restaurant à la direction des ressources humaines ; Arrêt des activités

	remplies pour le compte de l'école des beaux-arts de Bordeaux (EBABX) ;
Archives	Gestion par le service commun de 60 mètres linéaires nouveaux d'archives définitives de la Ville de Bordeaux
Parc matériel - Logistique	Evolution du parc de véhicules (véhicules légers, véhicules utilitaires, vélos, vélos à assistance électrique, scooters...) pour la Ville et le centre communal d'action sociale (CCAS) ; mise en œuvre du plan de déplacement d'entreprise avec la mise à disposition de vélos à assistance électrique pour les agents de la Ville et du CCAS
Numérique et systèmes d'information	Projets de logiciel et évolution de parc pour la Ville et le CCAS
Fonctions transversales – Evaluation des politiques publiques	Mutualisation de nouvelles activités au sein du sous-domaine « Evaluation des politiques publiques » : missions de l'inspection générale
Espaces verts	Gestion du patrimoine arboré des parcelles mises à disposition du CCAS Transfert à la Métropole du matériel du jardin botanique (gestion déjà mutualisée)
Domaine public - Propreté	Collecte des déchets verts en porte à porte à Caudéran
Mobilité	Régularisation financière du transfert à Bordeaux Métropole de la compétence « Vélo »

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »**

Par le présent avenant, il est décidé, après recueil des avis des instances consultatives, l'évolution des effectifs mutualisés par la commune de Bordeaux tel que détaillé ci-dessous :

<b>Domaines concernés par une révision de niveaux de services</b>	<b>Equivalents temps plein (ETP) des agents mutualisés*</b>	<b>ETP compensés sans agent mutualisé</b>
Ressources humaines		1
Fonctions transversales – Evaluation des politiques publiques et audit		1
<b>Total</b>		<b>2</b>

### **ARTICLE 4 : « BIENS MATERIELS »**

L'annexe 3 du présent avenant recense les évolutions de parc intervenues dans le cadre des révisions de niveaux de services. Elle vient modifier la liste des matériels transférés lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 5 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

Les nouveaux services et matériels déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

**ARTICLE 6 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

**ARTICLE 7 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 8 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le \_\_\_\_\_, en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bordeaux,

Le Président,

Le Maire-adjoint,

Alain Juppé

Nicolas Florian

### **ANNEXE 3 : Bâtiments et matériels**

#### **A L'AVENANT N°3 A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BORDEAUX**

##### **Matériels :**

Dans le cadre des révisions de niveaux de services 2018, les véhicules suivants ont été ajoutés au parc mutualisé :

- 6 véhicules légers, 2 motos et 14 vélos tout terrain pour la police municipale ;
- 6 vélos de Ville (5 pour la Direction générale de la proximité, 1 pour la Direction générale de l'action culturelle) ;
- 9 vélos à assistance électrique (4 pour la Direction générale de l'action culturelle, 5 pour la Direction générale de la proximité) ;
- 17 vélos à assistance électrique avec remisage à domicile dans le cadre du plan de déplacement d'entreprise (14 pour la Ville et 3 pour le CCAS) ;
- Les matériels du jardin botanique : 1 tracteur, 1 pelle mécanique, 6 tondeuses, 2 tronçonneuses, 2 motoculteurs, 2 broyeurs, 2 remorques, 3 rotatifs, 1 taille-haie et un sécateur électrique.

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLÉ ET LA COMMUNE DE BORDEAUX**

	Parc	Variations					
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Quantité totale mutualisée	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>2939</b>	<b>2249</b>					
Station de travail agents - Basique	2297	1935	46	Mutualisation Archive (WKS+CLG)	14	Projet : 918 & Projet 311	2217
Client léger	642	314					
Station de travail agents - Avancée			6	Mutualisation Archive			-6
<b>PC Portable</b>	<b>467</b>	<b>299</b>					
PC Portable - Basique	350	277	10	Mutualisation Archive	6	Projet : 918 & Projet : 874	273
PC Portable - Ultra-portable	117	22					22
PC Portable - Station de travail							0
<b>MAC</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
MAC Portables							0
Imac					1	Projet : 918	1
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>616</b>	<b>432</b>					
Téléphones mobiles	616	432	4	Mutualisation Archive			428
<b>Smartphone</b>	<b>652</b>	<b>388</b>					
Smartphones basiques	652	388	3	Mutualisation Archive			385
Smartphones milieu gamme							0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme							0
<b>Tablette</b>	<b>495</b>	<b>465</b>					
Tablettes	495	465			10	Projet : 918	475
<b>Tablette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>560</b>	<b>530</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	560	530	13	Mutualisation Archive			517
<b>Multifonctions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
Multifonctions			3	Mutualisation Archive			-3
<b>Ecoles</b>	<b>1651</b>	<b>1648</b>					
Postes écoles (portable)							0
Postes écoles (fixe)	1236	1236					1236

## Parc

## Variations

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Quantité totale mutualisée	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
Tablette Ecole					180	Projet : 809	180
VPI et TNI	415	412	2	Mutualisation Archive	36	Projet : 809	446
<b>Petit matériel</b>	<b>334</b>	<b>334</b>					
Fax							0
Vidéo-projecteur	31	31	1	Mutualisation Archive	4	Projet : 171	34
Clés 4G							0
Bornes Wifi	303	303			5	Projet : 673	308
<b>Radio TETRA</b>	<b>380</b>	<b>370</b>					
Terminaux radio	380	370					370
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>4550</b>	<b>3872</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	4327	3649	80	Mutualisation Archive			3569
Téléphones fixes IP et analogique + extension							0
DECT (terminaux)	223	223					223
DECT (bornes IP)							0
<b>Autre Matériel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>					
Table Tactile	0	0			1	Projet : 123	1
Copybook	0	0			1	Projet : 650	
Kit Robot Thymio	0	0			3	Projet : 809	
<b>Logiciels ADOBE</b>	<b>140</b>	<b>89</b>					
	55	29					29
	85	60					60
Suite créatives Adobe complètes	29	21					21

\* Les annexes 4 et 4bis ne référencent pas les éléments matériels et logiciels mis en place concernant les projet 631 et 673

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 25/10/17	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
<b>Productivité / transverses</b>					
Microsoft : Corecal Windows, bureautique, espaces collaboratifs		Licences Microsoft intégrant Windows, office et les services collaboratifs de microsoft	Microsoft		
Visio conférence					
Suite créative			Audéo		reventilé dans l'onglet 1
Soft Phone					
Analyse de données (Data mining, BI, ...)					
<b>Métiers</b>					
Finances	Oui	DVP / Gestion des virements régisseurs vers la DGFP	DGFP - ESI TOULOUSE DISI SUD-OUEST		
Finances	Oui	GDA / Grand Angle	CGI		
Finances	Oui	Nergie Recav / Tenue des comptabilités des régies	SFEIR		
Finances	Oui	Observatoire fiscal	Fininde		
Finances	Oui	REGARDS 4.10 / Finances - Analyse et Simulation	Ressources Consultants Finances		
Finances	Oui	Taxe de Séjour	Interne		
Finances	Oui	Windette Expert	Seldin Finance		
Commande publique	Oui	Plate-forme de Dématérialisation des marchés	achatpublic.com		
Commande publique	Oui	MARCO / Rédaction Procédures Marchés Publics	AGYSOFT		
Commande publique	Oui	Plateforme de suivi des attestations fiscales	Mezoream		
Affaires juridiques	Oui	Attestations d'Assurance / Attestations d'Assurance	Interne		
Affaires juridiques	Oui	CINDOC / Gestion documentaire	CINCOM		
Affaires juridiques	Oui	DIR AJ 3.9 / Gestion des dossiers contentieux et assurances	DIR (Dimension Informatique Réalisations)		
Affaires juridiques	Oui	Registre Réglementaire / Registre Réglementaire	Interne		
Ressources humaines	Oui	BULTEX / BULLTEX	Interne		
Ressources humaines	Oui	Emploi / Ressources Humaines - Demandes d'emploi	Interne		
Ressources humaines	Oui	GALPE / Ressources Humaines - Allocations chômage	Sté INFO DECISION		
Ressources humaines	Oui	GESPLAN / Ressources Humaines - Optimisation de plannings	GFI Progiels		
Ressources humaines	Oui	GESTOR / Ressources Humaines - Gestion du temps GESTOR	GFI Progiels		
Ressources humaines	Oui	Gestor Web / Ressources Humaines - Gestion du temps Module web	GFI Progiels		
Ressources humaines	Oui	Gestor Web / Ressources Humaines - Gestor v5.6, Webservices et Infocentres	GFI Progiels		
Ressources humaines	Oui	MovvID / Cartes professionnelles, droits, déménagements, annuaire Movv/IRS	Steria		
Ressources humaines	Oui	NEEVA / Gestion de la formation	Neeva		
Ressources humaines	Oui	PLEIADES NG / Pleiades RH - Gestion des ressources humaines	SOPRA RH		
Ressources humaines	Oui	PLEIADES NG / Pleiades RH - REPC et ODM	SOPRA RH		
Ressources humaines	Oui	Saisonniers / Ressources humaines - Gestion des saisonniers	Interne		
Ressources humaines	Oui	SMILE / Simulation bulletin de paie	Développement ATOS		
Ressources humaines	Oui	STAGAIRES / Ressources humaines - Stagiaires non diplômés	Interne		
Ressources humaines	Oui	CHIMED32 / Gestion de l'activité de la Médecine du travail	WOLTERS KLUWER		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	ABILVIDAGE - ABILRAPPORT / Gestion de la prise de carburant au Parc Auto	Madic (repreneur de Lafon)		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	ALLPLAN FT / CAO Architecture	Nemetscheck		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Produits Autodesk : AUTOCAD FT / LT / Civil / DS et viewer	Autodesk - Prodware		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	DESCARTES / Supervision des équipements de la DCP	Codra		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	ENERGIE PATRIMONE (PATRIMONIA ID BAT) / Gestion des énergies et des contrats d'entretien	ID BAT		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Exguard Pro / Contrôle des accès aux lieux de travail			
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	GIR Titan-Hyperion / Système de réservation / armoires à clés	GIR		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	GPME / Parcs matériels et engins	Interne		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	GR CONVERSION / Conversion fichier de données Total	Total		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	ICar (Carl source) / GMAO des véhicules du parc auto	Carl software		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	LISA / Logiciel d'Information et de Suivi d'Affaires	Développement STERIA		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	LOCASYST / Gestion de prêt de matériel	Progissoftware		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Multidoc / Logiciel de octp, quantitatif, estimatif Travaux	ECIBAT		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	REEFA / Référentiel des normes techniques du bâtiment	CSTB		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Sage - Ligne 100 A DANÉY / Snack A.Danay - Ligne 100	DEFI		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Vente des tickets de snack / Vente des tickets de Snack A. Danay	Interne		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	SEE ELECTRICAL / CAO armoires électriques	IGE+XAO		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	SKETCHUP PRO V6 / Dessin d'architecture	Google		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	STRADACARD / Gestion des chronotachygraphes	STRADA		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	TOPSOLID / CAO MENSUSERIE et SERRURERIE	Missler		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	TR CIEL LIGHT / CAO d'installation électriques moyenne tension	Trace Software		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Boris / GMAO éclairage public	Citégestion		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	DIALUX / Logiciel de calcul d'intensité d'éclairage	DIAL		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	EXPEDITOR Inet / Gestion des colis poste - COLIPOSTE	Laposte - Coliposte		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Winloc / Gestion locative	Seldin Finance		
Fonctions transversales	Oui	AinDette / Gestion des délibérations	Digitach		
Fonctions transversales	Oui	SDELUS / Elys - Base de données	Interne		
Fonctions transversales	Oui	BOREGAR / BOREGAR - Gestion du registre des arrêtés	Interne		
Fonctions transversales	Oui	BTS / Gestion du Courrier (BTS)	Interne		
Fonctions transversales	Oui	FIPEPI / Gestion des financements de partenaire	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Gestion du classement SG / Gestion du classement SG	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Convocation / Convocations des Elus	SRCI		

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 25/10/17	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
Fonctions transversales	Oui	Inventaire pro / Inventaire du mobilier de bureau	Eurosoft		
Fonctions transversales	Oui	Pelurier / Peluriers envoyé et reçu	Interne		
Fonctions transversales	Oui	VOIE / Réglementaire Voie/Canton/Quartier	Interne		
Fonctions transversales	Oui	VoiesConsult / Consultation du référentiel Voies	Interne		
Fonctions transversales	Oui	ins2.0 - Portail intranet / ins2.0 - Portail intranet	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Micro-sésame / Contrôles d'accès bâtiments municipaux (Bio FT, Cité Mu, Archives...)	SEMSAT ESI		
Fonctions transversales	Oui	RESA / Organisation des réunions, réservation des salles, accueil des visiteurs	LUCCA		
Fonctions transversales	Oui	CABJET / Gestion du courrier (CABJET)	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Cave / Stocks de la cave à vin	Interne		
Fonctions transversales	Oui	GIR / Invitations et Représentations du Maire	Interne		
Fonctions transversales	Oui	ManPub / Manifestations Publiques (ManPub)	Interne		
Fonctions transversales	Oui	XBUS / Serveur de télétransmission tiers de confiance	SRCI		
Fonctions transversales	Oui	Sphinx Plus / Gestion d'enquêtes - Conception analyse	Sphinx Développement (distributeur Optima)		
Fonctions transversales	Oui	Agape / Agape - SEDA 1.0	logiciel libre - licence GPL		
Fonctions transversales	Oui	Agenda mobile / Agenda mobile	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Aigle	Business Geographic		
Fonctions transversales	Oui	BlogSpirit			
Fonctions transversales	Oui	Business Objects XI / Outil d'infocentre	Business Objets - SAP		
Fonctions transversales	Oui	C3PO - Project Monitor / Gestion de projet	VIRAGE		
Fonctions transversales	Oui	CARTIRIS / Intranet cartographique de la ville	CUB		
Fonctions transversales	Oui	CATALOGUE / Catalogue des Produits	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Confluence / [Wiki] - Confluence	Atlassian		
Fonctions transversales	Oui	CONSOLE GC / Console d'administration de GeoConcept	GeoConcept		
Fonctions transversales	Oui	FACTEL / Gestion des lignes téléphoniques de la Mairie	Interne		
Fonctions transversales	Oui	FME / FME	SafeSoftware		
Fonctions transversales	Oui	GEOBI / Géodécisionnel	Business Geographic		
Fonctions transversales	Oui	GEOCONCEPT / Système d'Information Géographique	GéoConcept SA		
Fonctions transversales	Oui	GEOCONCEPT - transversalis / Convertisseur AutoCad-GeoConcept	Groupe ELABOR		
Fonctions transversales	Oui	Gestion des consommables / Gestion des consommables	Atelier Reprographie		
Fonctions transversales	Oui	INFOMAKER / Version light de powerbuilder			
Fonctions transversales	Oui	Infoserv / Outil de taxation téléphone	CIEME		
Fonctions transversales	Oui	ITAM / Outillage Service Desk	ASG		
Fonctions transversales	Oui	Jira / Jira	Atlassian		
Fonctions transversales	Oui	Plateforme de contenu qr-codes / Plateforme de contenu qr-codes	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Plateforme de redirection qr-codes / Plateforme de redirection qr-codes	Interne		
Fonctions transversales	Oui	Patrat / Projets stratégiques	NOI		
Fonctions transversales	Oui	Rapport Activité / Rapport Activité	Interne		
Fonctions transversales	Oui	www.bordeaux.fr / site web de la mairie de Bordeaux			
Fonctions transversales	Non	SEVALPRO / Evaluation des politiques	MGDIS		
Espaces verts	Oui	Application mobile des arbres / Application mobile des arbres	Interne		
Espaces verts	Oui	Carl GIPJ / Gestion des stocks et interventions (GIPJI)	Carl Software		
Espaces verts	Oui	Melade / GMAO du patrimoine arboré	Alien		
Espaces verts	Oui	Pronote / ENT Lycée Horticole			
Propreté	Oui	COLLECT+ / COLLECT+ - gestion de la propreté urbaine			
Propreté	Oui	Bordeaux Proximité / Bordeaux Proximité	Interne		
Propreté	Oui	Gestion des demandes citoyens / E-care Citoyen	CRM Soft / SPIE		
Voirie et DP	Oui	Descartes / Gestion des certificats de numérotage	Interne		
Voirie et DP	Oui	GePVoirie / Gestion de l'enveloppe voirie CUB	Interne		
Voirie et DP	Oui	Calimco / Calimco	Ministère de la Santé		
Voirie et DP	Oui	CHIMED32 / Gestion de l'activité de la Médecine du travail	WOLTERS KLUWER		
Voirie et DP	Oui	CitAccess / Gestion du stationnement résident	société Logitud Solutions		
Voirie et DP	Oui	Coordination des travaux / Coordination des travaux	Interne		
Voirie et DP	Oui	Unification des taxes de l'occupation du domaine public	ILTR		
Voirie et DP	Oui	Dossiers CCMP - CS & Intranet / Instruction des données pour la CCMP	Interne		
Voirie et DP	Oui	Dossiers CCMP - Intranet / Instruction des données pour la CCMP - Intranet	Interne		
Voirie et DP	Oui	Epidata - EpiInfo / Epidata - EpiInfo	EpiConcept et l'ENSP		
Voirie et DP	Oui	ERP21 / Gestion Etablissements Recevant du Public	Concept Développement		
Voirie et DP	Oui	GASTAD / GASTAD - Arrêtés Déménagement	Interne		
Voirie et DP	Oui	GET / Taxis	Interne		
Voirie et DP	Oui	INTERDOSS DVP / INTERDOS - Gestion des dossiers DVP	SILOXANE		
Voirie et DP	Oui	INTERDOSS SCHS / Gestion des Dossiers d'Hygiène	SILOXANE		
Voirie et DP	Oui	INTERVAX / Gestion des dossiers de Vaccination	SILOXANE		
Voirie et DP	Oui	Micro-sésame / Contrôles d'accès : GA et GTC	TIL		
Voirie et DP	Oui	Municipel / Gestion de l'activité de la Police Municipale	LOGITUD		
Voirie et DP	Oui	Pve / PV électroniques	ANTAI / Edicia		
Voirie et DP	Oui	REBEC@ / Gestion des Arrêtés de circulation	Interne		
Voirie et DP	Oui	RSP / Registre des syndicats professionnels	Interne		
Voirie et DP	Oui	IHM Seal System	OMNITECH		
Voirie et DP	Non	R2T - Gestion des taxes / Gestion des taxes du Service STP	Analogon		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Car@ds et Intra@o / Gestion des dossiers d'urbanisme et OA	GFI Progiiciels		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Logement / Logement	Interne		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Login / Gestion de l'habitat indigne	Interne		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Luchta / Suivi des programmes de construction	Interne		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Maison éco-citoyenne - consultation de la cartographie de bordeaux / Viewer GeoConcept - Maison éco-citoyenne	GeoConcept		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Mission Recensement + IPAUP / Mission recensement - Architecture et Urbanisme	Interne - Générale d'Infographie		
Animation économique et Emploi	Oui				
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui				
Solidarités et citoyenneté	Non	E-action sociale / E-action sociale	Berger-Levrault		
Solidarités et citoyenneté	Non	Globule	Kilab		
Solidarités et citoyenneté	Non	Médisic / Médisic	Médyss		
Solidarités et citoyenneté	Non	BABORD / Statistiques Insee pour le DSU	COMPAS		
Solidarités et citoyenneté	Non	Plateforme d'engagement citoyen	Je Participe		
Solidarités et citoyenneté	Non	ACCEO	Acceo	2018	Solution d'accessibilité pour personnes sourdes ou malentendantes
Solidarités et citoyenneté	Non	Netsoins	Teranga	2018	Logiciel médical pour les EHPAD
Population	Non	CookEthic / Economat La Dune	CookEthic		

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 25/10/17	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
Education	Non	Guichet Unique / Dématérialisation des inscriptions à l'école			
Education	Non	MAGSCOL / Gestion des stocks magasin scolaire	Interne		
Education	Non	MAGSCOL - WEB / Gestion des stocks magasin scolaire - Saisie Ecole	Interne		
Education	Non	SAMTB - Conseillers / SAMTB - Conseillers			
Education	Non	SAMTB - Crèches / SAMTB - Crèches			
Education	Non	SID Ecoles / SID Ecoles			
Education	Non	TRANSPSCOL / Demande de transports scolaires	Interne		
Education	Non	TRANSPSCOL - WEB / Demande de transports scolaires - Saisie Ecole	Interne		
Education	Non	SAM / Multi Services - SAM	SOPRA		
Education	Non	SAMP / Suivi collecte Bornes IP pour SAM	Interne		
Education	Non	Smart Crèche / Smart Crèche			
Education	Non	Statistiques La Parentele / Statistiques La Parentele	Interne		
Education	Non	ANNUAIRE_CRECHE / Suivi des effectifs des structures pour décideur	Interne		
Sport	Non	LOGISPORT / Contrôle des équipements sportifs	Sportest		
Sport	Non	OXYGENE / Billetteries CMI Accés Piscines - Site et admin	APPLICAM		
Sport	Non	PLANITEC / PLANITEC - Gestion des équipements	BODET		
Société	Non	CIVICRM / Gestion des cartes Jeunes et Pass Senior	Interne		
Société	Non	Téléalerte / Téléalerte	CIJ Industrielle		
Société	Non	Vie des Quartiers / Vie des Quartiers	Interne		
Société	Non	Ma Ville En Poche V2 - Quartier	Interne		
Société	Non	WEBASSO / Portail - Annuaire et extranet des associations	Sopra Group/Interne		
Culture	Non	Arkheia / Arkheia - Gestion des Archives Municipales	Anaphore SARL		
Culture	Non	Contacts / Contacts	Interne		
Culture	Non	ECHANGE / Gestion des échanges	Interne		
Culture	Non	GCOLL / CAPC - GCOLL - Videomuseum	Association Vidéomuseum - Musées de France		
Culture	Non	GTS Caisse / Billetterie des équipements culturels - Caisse	IREC		
Culture	Non	GTS Supervision / Billetterie des équipements culturels- Supervision	IREC		
Culture	Non	Hanwell / Hanwell - Sondes climatiques dans les musées	Hanwell		
Culture	Non	INMEDIA / Portail documentaire des bibliothèques			
Culture	Non	JURY / Gestion des Jurys du CNR	Interne		
Culture	Non	Le Jardin Botanique / Jardin Botanique - Collections des plantes	Interne		
Culture	Non	Micromusée-Sn-Base / Gestion des collections des musées	Mobydoc (Toulouse)		
Culture	Non	MOBYDOC Micromusée / Consultation des gestions de collection Micromusée	MOBYDOC		
Culture	Non	Mobytext / Gestion de bibliothèque	Mobydoc (Toulouse)		
Culture	Non	MONDOPOC / Ermes - Espace multimédia de la BM			
Culture	Non	Navigart / Navigart - CAPC - Videomuseum	Videomuseum		
Culture	Non	Phrasanet / Photothèque	Société Alchemy		
Culture	Non	Rhapsodie / Gestion pédagogique du conservatoire	RDL		
Culture	Non	SIQB : ABSYS version 6.1 / Système informatique de Gestion de Bibliothèque	SINORG ,distributeur de BARATZ		
Culture	Non	Solyan / Gestion des rondes	Entreprise Score MB		
Culture	Non	Visiosense / Gestion des écrans tactiles du CIAP	BVProd		
Culture	Non	www.archives.bordeaux.fr / Site internet du musée des Archives municipales			
Culture	Non	www.capc-bordeaux.fr / Site internet du CAPC	Société Clever Age		
Culture	Non	www.musbe-bordeaux.fr / Site internet du musée des Beaux-Arts			
Culture	Non	www.musee-aquitaine-bordeaux.fr / Site internet du Musée d'Aquitaine			
Culture	Non	Licence Intulab		2018	Evolution : Ajout de 2 Licences
Culture	Non	Site internet du MADD			
Culture	Non	Portail de la bibliothèque municipale			
Culture	Non	IREC-GTS	Global Ticketing Systems	2018	Billetterie Musée des Beaux Arts et Base sous-marine de Bordeaux
Population	Non	Canicule / Plan Canicule	Interne		
Population	Non	CITY / Etat Civil	DIGITECH		
Population	Non	CITYPASS / City Passports, CNI, Courriers	DIGITECH		
Population	Non	CITYSTAT / Statistiques mensuelles état civil	Interne		
Population	Non	CIVLNET Elections / Elections - Tenue des listes électorales	CIRIL		
Population	Oui	eSRIUS / eSRIUS - Gestion de Fiches d'Attesta	ESII	2018	Evolution : Ajout de 3 Licences
Population	Oui	GESCIME / Gestion des cimetières	Société Gesland		
Population	Oui	Je participe - Plateforme de Consultation / Je participe - Plateforme de Consultation	Interne		
Population	Non	JET - Journaux électroniques / Journaux électroniques	DECAUX		
Population	Non	K2 AFM / Affaires Militaires Gestion des Recrues	K2 Informatique		
Population	Non	PARKFOLIO Office / PARKFOLIO Office	PARKEON		
Population	Non	Places handicapés - réalité augmentée / Places handicapés - réalité augmentée	Interne		
Population	Oui	PROGOS / Outil transversal de Gestion des associations	MGDIS		
Population	Non	RECENSEMENT - Gestion / Recensement	Interne		
Population	Non	Résultats Electoraux / Election - traitement des résultats électoraux	Interne		
Population	Oui	Annuaire des activités associatives	Interne	2018	
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Non	Maison du vélo / Ville Vélo Bordeaux	Interne		
Fonctions transversales	Oui	VDOC / Plateforme urbanisée de gestion du cycle de vie documentaire	interne		
Middleware et logiciels supports					
Réseaux, voix, data		Call serveur Divers Licences Call serveur Licences IP Centre de Gestion Centre d'appel Messagerie Vocale Taxation Logiciel Operateur Standard Logiciel Analyse SIP Serveur de Fax			
Ordonnanceur / automate d'exploitation		SUniverse			
Supervision des applications et des composants techniques		Tivoli			
Sauvegarde (50 To)		NetBackup			
Gestion / supervision des données et droits associés		Varonis			
Système de gestion de bases de données relationnelles		Oracle			
Système de gestion de bases de données relationnelles		SQL *Server			
Gestion des annuaires techniques		UMRA			

Parc logiciel mutualisé				Variations suite à la mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 25/10/17	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaire
Gestion des éditions		StreamServe			
Virtualisation de serveurs		VMWare			
Supervision réseau		Orion			
Virtualisation d'applications		Citrix			
Gestion des impressions		Pcounter			
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc					
Administration des postes, télédistribution					
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...)					
Pilotage de l'activités et des projets					

Nouveauté 2018

\* Les annexes 4 et 4bis ne référencent pas les éléments matériels et logiciels mis en place concernant les projet 631 et 673

**Ville de BORDEAUX**

**Chiffrage Total**

Nombre d'ETP mutualisés

2,00

Base CA

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP 113 460</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
		Domaine public		0
		Espaces verts		0
		Fonctions transversales		65 639
		Numérique et systèmes d'information		0
		Ressources humaines		42 433
		Archives		5 388
		Parc matériel roulant		0
<b>Charges directes réelles de fonctionnement 346 034</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
		Domaine public		20 525
		Espaces verts		15 000
		Fonctions transversales		38 690
		Numérique et systèmes d'information		289 542
		Ressources humaines		-44 980
		Archives		2 559
		Parc matériel roulant		24 698
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations 172 144</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
		Domaine public		0
		Espaces verts		10 115
		Fonctions transversales		0
		Numérique et systèmes d'information		141 512
		Ressources humaines		0
		Archives		0
		Parc matériel roulant		19 707
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments 494</b>	<b>4</b>	<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		<b>810</b>
		<b>Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
		Domaine public		0
		Espaces verts		0
		Fonctions transversales		340
		Numérique et systèmes d'information		0
		Ressources humaines		154
		Archives		0
		Parc matériel roulant		0
<b>Forfait charges de structure 9 172</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
			2,00%	<b>9 172</b>

<b>Total révision AC</b>	<b>641 303</b>
AC Fonctionnement	469 969
AC Investissement	171 334



# Avenant n°4

## Contrat d'engagement entre Bordeaux Métropole et la commune de Bordeaux

### Révisions de niveau de services 2018

#### Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération, n° ..... du 21 décembre 2018,

d'une part,

#### Et

La commune de Bordeaux représentée par son Maire-adjoint, Monsieur Nicolas Florian, dûment habilité par délibération n° ..... du 19 décembre 2018,

**VU** le contrat d'engagement signé en date du 15 février 2016 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Nicolas Florian, Maire-adjoint de Bordeaux.

**VU** l'avenant n°1 au contrat d'engagement relatif à la métropolisation des archives signé en date du 23 avril 2018 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Nicolas Florian, Maire-adjoint de Bordeaux.

**VU** l'avenant n°2 au contrat d'engagement relatif aux révisions de niveau de service 2016-2017 signé en date du 23 avril 2018 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Nicolas Florian, Maire-adjoint de Bordeaux.

**VU** l'avenant n°3 au contrat d'engagement relatif au règlement général de protection des données (RGPD) signé en date du 20 juillet 2018 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Nicolas Florian, Maire-adjoint de Bordeaux.

**Considérant** la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 6 du contrat d'engagement,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

## ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant est de faire évoluer le contrat d'engagement afin d'y intégrer l'impact des révisions de niveau de service 2018 arrêtées entre la commune de Bordeaux et Bordeaux Métropole.

## ARTICLE 2 : MODIFICATION DES ANNEXES

Les annexes concernées par ces révisions de niveaux de services sont :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Fonctions transversales	Nouvelles activités au sous-domaine « Evaluation des politiques et audit » : inspection générale
Espaces verts	Gestion du patrimoine arboré sur les parcelles mises à disposition du centre communal d'action sociale (CCAS)

Ces annexes sont modifiées et remplacent celles établies précédemment.

## ARTICLE 3 :

Les autres articles et annexes au contrat d'engagement et ses avenants restent inchangés.

## ARTICLE 4 :

Cet avenant entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le \_\_\_\_\_, en deux exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bordeaux,

Le Président,

Le Maire-adjoint,

Alain Juppé

Nicolas Florian

## **ANNEXE POUR LE DOMAINE FONCTIONS TRANSVERSALES – CONTRAT D'ENGAGEMENT**

### **COMMUNE DE BORDEAUX**

**DOMAINE : FONCTIONS TRANSVERSALES**

**SOUS-DOMAINES :**

**A- SANTE ENVIRONNEMENT  
B- SECURITE ET ASTREINTES  
C- PILOTAGE ET PERFORMANCE  
D- EVALUATION DES POLITIQUES/AUDIT  
E- DEVELOPPEMENT DURABLE  
F- CONSEIL EN ORGANISATION, DEMARCHE QUALITE, CERTIFICATION  
G- COMMUNICATION INTERNE  
H- ASSEMBLEES  
I- RELATIONS INTERNATIONALES**

#### **I/ Moyens consacrés par la commune au domaine Fonctions transversales**

**Les moyens consacrés** par la commune au domaine Fonctions transversales sont détaillés dans la **convention de création des services communs** liée au contrat d'engagement. Les objectifs poursuivis par la Métropole et la commune dans le cadre de ce contrat seront définis au regard des moyens inscrits dans les conventions.

#### **II/ Missions et activités mutualisées**

<b>Activités <u>mutualisées</u> par la commune</b>
<b>A- Santé-Environnement</b>
Inspection sur le domaine habitat (insalubrité et périls)
Risques sanitaires (bruits, déchets, contrôle hygiène alimentaire, contrôle des ondes électromagnétiques, pollution de l'air intérieur, pollution des sols, suivi des eaux de baignade).
Emettre l'avis de la commune sur les dossiers d'enquêtes publiques (instruction du dossier et proposition au conseil municipal pour avis)
Suivi des dossiers Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Dératisation, Désinsectisation, Désinfection sur bâtiments municipaux, pour les associations à caractère social et les particuliers en difficulté
Gestion de la faune urbaine-enquête et capture
Suivi des permis de détention de chiens dangereux
Gestion des admissions en soins psychiatriques d'urgence
Veille réglementaire et suivi des vaccinations
Enregistrement et suivi des déclarations pour catastrophe naturelle
<b>B- Sécurité et Astreintes</b>

<b>Sécurité incendie accessibilité Etablissements recevant du public (ERP) et manifestations publiques</b>
Commissions Communales de sécurité et d'accessibilité Instruction dossiers (demande de permis de construire, autorisations de travaux, aménagements) Planification des commissions Visite des établissements Aide à l'élaboration de dossiers Information du public
Avis technique sur dossiers manifestations publiques
<b>Sécurité civile</b>
Prévention et gestion des risques (naturels, technologiques, de civilisation) : Amélioration de la connaissance des risques prévisibles, Contribution à l'élaboration et au suivi des plans de gestion des risques (Plan de prévention des risques naturels (PPRn), Plan de prévention des risques technologiques (PPRt), Programmes d'actions de prévention contre les inondations (PAPI) et Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour risque inondation, expertise des projets de manifestations publiques d'envergure
Préparation et gestion opérationnelle (Soutien technique et méthodologique aux communes en matière d'élaboration ou d'adaptation des Plans communaux de sauvegarde (PCS), Elaboration du Plan intercommunal de sauvegarde (PICS), Préparation à la gestion de crise, Coordination de la sécurité des manifestations publiques d'envergure, au profit de l'autorité de police administrative)
Post-opérationnel : Exploiter le retour d'expérience opérationnel et assurer l'actualisation des documents de planification opérationnelle
<b>Astreintes</b>
Organiser et optimiser le dispositif d'astreintes permanentes métropolitaines et communales (24h/24, 7J/7, 365j/an) Exploiter le retour d'expérience opérationnel et assurer l'actualisation des plans
<b>C- Pilotage et performance – Missions et activités également mutualisées avec le Centre communal d'action sociale (CCAS)</b>
<b>Contrôle de gestion interne</b>
Dialogue de gestion et analyse des écarts
Suivi de l'activité et de la performance (Projet annuel de performance/Rapport annuel de performance) (PAP/RAP)
Analyse des coûts
<b>Contrôle de gestion externe</b>
Contrats complexes (Délégation de service public (DSP), partenariats public-privé (PPP),...) : création, renouvellement, avenant, fin de contrats, contrôle financier
Suivi et contrôle des organismes satellites (Sociétés d'économie mixte, Sociétés publiques locales, associations...), élaboration des rapports annuels CCSPL et commission de contrôle
Conseils et expertises financiers (grands projets, associations,...)
<b>D- Evaluation des politiques et audit<sup>1</sup> Missions et activités également mutualisées avec le CCAS</b>
<b>Evaluation des politiques publiques (recours à un prestataire externe)</b>
Préparation et cadrage
Piloter, superviser les missions

<sup>1</sup> Les missions identifiées aujourd'hui à la ville de Bordeaux en tant qu'Audit sont maintenues dans les activités C- Pilotage et performance et F- Conseil en organisation.

<b>Inspection générale</b>
Audits, enquêtes administratives et missions de contrôle
Expertises particulières
Référent déontologie et laïcité / traitement des alertes éthiques
Analyse des déclarations d'intérêts des agents soumis à cette obligation
<b>E- Développement durable</b>
Définition et mise en œuvre/animation de la stratégie de développement durable
Pilotage et suivi de l'agenda 21 et du plan climat
Élaboration des différents documents ou études (ingénierie) : rapports annuels développement durable, bilans carbone, audits énergétiques.
Pilotage de projets de développement durable et réalisation d'actions spécifiques dans le domaine du développement durable.
Production d'outils d'animation pour le compte de la commune : organisation de manifestations développement durable, élaboration de kits de communication (éco gestes, aides financières), animation des maisons éco citoyennes /du développement durable Accompagnement des changements de comportement
Expertise transversale sur les projets ville (ex : Projet éducatif territorial)
<b>F- Conseil en organisation, démarche qualité, certification - Missions et activités également mutualisées avec le CCAS</b>
<b>Conseil en organisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic organisationnel</li> <li>- Accompagnement des directions sur les projets d'évolution et de recherche de performance : amélioration des modes de fonctionnement, des processus de travail, des procédures</li> <li>- Accompagnement dans la mise en œuvre de projet de direction</li> <li>- Mise en place d'un séminaire</li> </ul>
<b>Démarches de progrès ou amélioration continue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement à la mise en place d'une écoute clients internes</li> <li>- Accompagnement méthodologique : analyse de processus, définition et formalisation,</li> <li>- Amélioration continue</li> <li>- Accompagnement vers des certifications</li> <li>- Accompagnement et animation de réseaux</li> </ul>
<b>Animation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aide à la mise en place et l'animation d'un réseau</li> <li>- Séminaire</li> </ul>
<b>Accompagnement à l'animation et diffusion de la culture managériale</b>
<b>G- Communication interne - Missions et activités également mutualisées avec le CCAS</b>
Médias papier : journal interne, lettre d'information Ressources Humaines type <i>Zoom Rh</i> , guide d'accueil, guide d'information Ressources Humaines
Médias techniques : mise à jour des contenus de la page d'accueil de l'intranet <i>IRIS</i> et des rubriques existantes, campagnes d'emailings
Événementiel : accueil des nouveaux agents, cérémonie des vœux, cérémonie des médailles (en lien avec la Direction des Ressources Humaines)

Communication managériale : réunions des directeurs, réunions des cadres, support d'information destiné aux managers
Conseil en communication interne/animation auprès des directions
Coordination des grandes campagnes de communication interne/volet interne de campagnes globales
Animation des réseaux de contributeurs
<b>H- Assemblées</b>
Préparation matérielle et réglementaire des instances (Conseil, réunion des adjoints,...)
Participation aux instances et rédaction compte rendu
Suivi des travaux après conseil (recueil des délibérations, tenues des registres...)
Gestion des moyens des groupes politiques, gestion des données relatives aux élus
Gestion des représentations et des arrêtés
<b>I- Relations internationales</b>
-Maintenance du niveau de service actuel en matière de jumelage et d'accords de coopération
-Travail conjoint sur l'élargissement métropolitain des jumelages suivants : Wuhan, Lima et St Pétersbourg
-Travail conjoint au développement d'une priorité géographique "Afrique" métropolitaine

### III/ Modalités de mise en œuvre

III-a/ Les responsables en charge des activités du domaine Fonctions transversales du **service commun s'engagent à mettre en œuvre** une organisation en conformité avec **les obligations et délais réglementaires en vigueur, les schémas directeurs adoptés par la commune, et le cas échéant les certifications obtenues par la commune :**

- L'accompagnement méthodologique des démarches de certifications existantes et suivies actuellement par la direction évaluation et performance de la ville (Qualiville et Certicrèche) relèvera de la direction Conseil et organisation de la Métropole.
- Maintien du plan communal de sauvegarde
- Maintien du processus de validation des délibérations (Airs délib)

### III-b/ Les modes de fonctionnement :

Les modes de fonctionnement ont pour objectif de décrire les interfaces entre les services de la commune et le service commun de la Métropole concernant le domaine.

- **Identification des référents** (commune, service commun) :

### PREVENTION (Santé-environnement et Sécurité-astreintes)

<b>Rôles et responsabilités pour le sous-domaine Prévention (Santé-environnement et Sécurité-astreintes)</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Chefs de service (sécurité, santé-environnement et administration, Direction Prévention, Direction Générale des Territoires)
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

<b>Types de saisines pour le sous-domaine Prévention (Santé-environnement et Sécurité-astreintes)</b>	
Saisine ordinaire	<b>Service commun :</b> Chefs de centre (habitat, thématiques émergentes, dératisation, désinfection, désinsectisation) ou chef de centre sécurité incendie ou sécurité civile <b>Commune :</b> les 4 Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux
Saisine en urgence	<b>Service commun :</b> Chef de service (sécurité, santé-environnement et administration, Direction Prévention, Direction Générale des Territoires) <b>Commune :</b> les 4 Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun :</b> Directeur de la prévention, Direction Générale des Territoires <b>Commune :</b> les 4 Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux

## PILOTAGE ET PERFORMANCE

<b>Rôles et responsabilités pour le sous-domaine Pilotage et performance</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Directeur du contrôle de gestion
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

<b>Types de saisines pour le sous-domaine Pilotage et performance</b>	
Saisine ordinaire	<b>Service commun :</b> Pour les dossiers en cours ou récurrents : Chargés de dossiers au sein de la direction contrôle de gestion Pour les nouveaux dossiers : Chef du service pilotage et gestion interne et chef du service contrôle de gestion externe <b>Commune :</b> les Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux et de son CCAS ou les directions concernées
Saisine en urgence	<b>Service commun :</b> Chef du service pilotage et gestion interne ou Chef du service contrôle de gestion externe <b>Commune :</b> les 4 Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux ou les directions concernées
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun :</b> Directeur du contrôle de gestion <b>Commune :</b> les Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux et de son CCAS ou les directions concernées

## EVALUATION DES POLITIQUES/AUDIT

<b>Rôles et responsabilités pour le sous-domaine Evaluation des politiques /audit</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Chef de service performance, évaluation et audit <a href="#">Inspecteur général pour les dossiers le concernant</a>
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

<b>Types de saisines pour le sous-domaine Evaluation des politiques/audit</b>	
Saisine ordinaire	<b>Service commun :</b> - Pour les dossiers en cours ou récurrents : chargés de

	dossiers - Pour les nouveaux dossiers : Chef de service performance, évaluation et audit ou <a href="#">Inspecteur général pour les dossiers le concernant</a> <b>Commune</b> : les Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux et de son CCAS ou les directions concernées
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Chef de service performance, évaluation et audit ou <a href="#">Inspecteur général pour les dossiers le concernant</a> <b>Commune</b> : les 4 Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux ou les directions concernées
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Chef de service performance, évaluation et audit ou <a href="#">Inspecteur général pour les dossiers le concernant</a> <b>Commune</b> : les Directeurs administratifs et financiers de la ville de Bordeaux et de son CCAS ou les directions concernées

## DEVELOPPEMENT DURABLE

Rôles et responsabilités pour le sous-domaine Développement durable	
Responsable thématique pour le service commun	Directeur de l'Energie, l'Ecologie et Développement durable
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

Types de saisines pour le sous-domaine Développement durable	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chargé(e) de projet, direction de l'Energie, l'Ecologie et Développement durable <b>Commune</b> : chargé(e) de dossier ou référents métier des directions
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Chef de service référent, direction de l'Energie, l'Ecologie et Développement durable <b>Commune</b> : chargé(e) de dossier ou référents métier des directions
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directeur de l'énergie, de l'écologie et du développement durable sous couvert du Directeur Général, direction Haute qualité de vie <b>Commune</b> : chargé(e) de dossier ou référents métier des directions

## CONSEIL EN ORGANISATION, DEMARCHE QUALITE, CERTIFICATION

Rôles et responsabilités pour le sous-domaine Conseil en organisation, démarche qualité, certification	
Responsable thématique pour le service commun	Directeur de la direction Conseil et Organisation
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

Types de saisines pour le sous-domaine Conseil en organisation, démarche qualité, certification	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chargé de dossiers si dossier en cours, ou Directeur conseil et organisation si nouveau dossier Responsable du service Qualité pour les démarches Qualité <b>Commune</b> : les directeurs concernés
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur conseil et organisation Responsable du service Qualité pour les démarches Qualité

	<b>Commune</b> : les directeurs concernés
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directeur conseil et organisation <b>Commune</b> : les directeurs concernés avec validation de leurs directeurs généraux

## COMMUNICATION INTERNE

<b>Types de saisines pour le sous-domaine Communication interne</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Directrice de la communication interne
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

<b>Types de saisines pour le sous-domaine Communication interne</b>	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Pour les dossiers en cours : chargés de dossier Pour de nouveaux dossiers : Directrice de la communication interne <b>Commune</b> : référents communication interne, directions concernées ou les agents
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directrice de la communication interne <b>Commune</b> : référents communication interne, directions concernées
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directrice de la communication interne <b>Commune</b> : directions concernées sous couvert de leurs directions générales

## ASSEMBLEES

<b>Rôles et responsabilités pour le sous-domaine Assemblées</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Directeur des instances politiques de la ville de Bordeaux
Responsable thématique pour la commune	Les DAF en lien avec le responsable du suivi du contrat

<b>Types de saisines pour le sous-domaine Assemblées</b>	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Directeur des instances de la ville de Bordeaux <b>Commune</b> : directions concernées
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur des instances de la ville de Bordeaux <b>Commune</b> : directions concernées
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directeur des instances de la ville de Bordeaux <b>Commune</b> : directions concernées

### - Interfaces commune/service commun :

Bordeaux Métropole et la commune s'engagent à définir, à la mise en place des services communs, les interfaces décrivant les principaux points de contacts (points d'entrée et points de sortie) ainsi que les grandes étapes d'interaction entre la commune et le service commun métropolitain.

La direction Conseil et organisation communiquera auprès des directions de la ville de Bordeaux sur les modalités de saisine et les prestations de services possibles.

#### **IV/ Les engagements de service**

##### **IV-a/ Les principales orientations et priorités de la commune dans le domaine Fonctions transversales :**

###### **Pour Prévention-sécurité :**

- Optimiser le niveau de prestation en matière de périodicité du contrôle des Etablissements Recevant du Public (avec une priorité pour les locaux de sommeil et les établissements communaux type écoles et crèches)
- Mise en œuvre du plan d'action triennal hôtels meublés : évaluer, auditer et mettre en conformité la totalité du parc

###### **Pour Sécurité civile et astreintes :**

- Mise en œuvre du Plan communal de sauvegarde
- Organiser et structurer le dispositif d'astreintes commun

###### **Pour Santé-environnement :**

- Maintenir le niveau d'activité (inspection habitat, péril, risques sanitaires, hygiène alimentaire et déchets alimentaires, catastrophes naturelles, etc.) et notamment la participation aux actions coordonnées de lutte contre les incivilités et nuisances.

##### **Les principales priorités / dossiers prioritaires du sous-domaine Pilotage et performance :**

###### **Pour le contrôle de gestion interne :**

- Maintenir et adapter la démarche de pilotage de la ville, et la production des indicateurs existants (coûts consolidés transversaux, coût analytique d'un équipement)
- Assistance méthodologique aux services pour la définition des indicateurs d'activité
- Maintenir et développer le dialogue de gestion

###### **Pour le contrôle de gestion externe :**

- Contrôle financier des organismes partenaires de la ville et de ses contrats dits complexes : délégation de service public (DSP), partenariat public-privé (PPP) (possibilité de différents niveaux de contrôle)
- Analyse de la santé financière des organismes subventionnés (associations, sociétés d'économie mixte...), élaboration des rapports annuels
- Défense des intérêts financiers de la ville dans le cadre de ses relations partenariales

##### **Les principales priorités / dossiers prioritaires du sous-domaine Evaluation des politiques /audit :**

- Maintenir le dispositif d'évaluation des politiques publiques selon le programme de travail arrêté par le Comité de direction générale, sur proposition des directions générales.

- Maintenir l'accompagnement des directions dans l'analyse de la performance de leurs processus.
- Pour l'inspection générale :
  - Veiller à la bonne application des diverses réglementations et des procédures.
  - S'assurer de la bonne utilisation des fonds communaux et des subventions versées par la ville.

#### **Les principales priorités / dossiers prioritaires du sous-domaine Développement durable :**

- Préparer et rédiger le rapport annuel de développement durable
- Poursuivre et aller au terme du plan climat énergie territorial 2012-2016
- Maintenir l'expertise transversale développement durable dans les projets internes et externes de la ville

#### **Les principales priorités / dossiers prioritaires du sous-domaine Conseil en organisation, démarche qualité, certification :**

- Accompagner le changement lié à la réorganisation des services municipaux (mutualisation et transferts de compétences) d'un point de vue organisationnel et des processus.
- Maintenir l'accompagnement méthodologique dans les démarches de certification (Certicrèche et Qualiville).

#### **Les principales priorités / dossiers prioritaires du sous-domaine Communication interne :**

- Accompagner à la mise en place d'une nouvelle culture en veillant à associer en permanence les services municipaux
- Maintenir les médias techniques (en particulier l'information RH) sous réserve de la contribution du réseau des correspondants opérationnels
- Maintenir les réseaux métiers

#### **Les principales priorités / dossiers prioritaires du sous-domaine Assemblées :**

- Sécuriser le processus décisionnel et la légalité formelle des actes délibératifs
- Veiller à la bonne tenue et au bon déroulement des instances politiques municipales

#### **Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du sous-domaine Pilotage et performance sont :**

##### ~~Pour le contrôle de gestion interne :~~

- Maintenir la production des indicateurs existants (coûts consolidés transversaux, coût analytique d'un équipement)
- Apporter une assistance méthodologique dans la définition des indicateurs

##### ~~Pour le contrôle de gestion externe :~~

- Devoir d'alerte sur la santé financière des organismes subventionnés en amont du versement (associations,...)
- Contrôle d'organismes/contrats (possibilité de différents niveaux de contrôle)

**Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du sous-domaine**

**Evaluation des politiques /audit sont :**

- Réalisation et suivi d'évaluations de politiques publiques
- Pour l'inspection générale :
  - Mettre en place des méthodes d'investigation pour garantir le bon fonctionnement de la ville ainsi que des organismes satellites.
  - Mener des audits financiers, organisationnels et de processus afin de repérer et/ou de prévenir les dysfonctionnements.
  - Rédiger des rapports d'analyse permettant d'anticiper les dérèglements grâce à des préconisations précises et novatrices.
  - Suivre en lien étroit avec le cabinet et la direction générale des services la mise en place des préconisations effectuées.
  - Participer au système de gestion des risques en coopération avec la direction du contrôle du gestion.

**Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du sous-domaine**

**Développement durable sont :**

- Piloter et suivre la politique de développement durable (Agenda 21, Plan climat...)
- Réaliser des actions en matière de développement durable (études, projets, rapports, ...)
- Animer la politique de développement durable sur la commune et accompagner les changements de comportements des différents publics (collectivité, partenaire, ménage, entreprise, agent, scolaire, ...)

**Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du sous-domaine**

**Conseil en organisation, démarche qualité, certification sont :**

- Accompagner les services municipaux dans leurs demandes d'appui méthodologique (aide à l'élaboration du cahier des charges, à l'organisation de groupes de travail, à l'animation de groupes de travail, apport d'outils méthodologiques, ...) conformément au cahier des charges défini conjointement.

**Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du sous-domaine communication interne sont :**

- Elaboration et réalisation de la stratégie de communication interne et élaboration des messages internes
- Diffusion de l'information reçue définie par les directions demandeuses
- Conseil en communication interne auprès des directions : s'engager à étudier toutes les demandes

**Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du sous-domaine Assemblées** sont :

- Assurer la sécurisation (procédure et forme) de la prise de décision politique (délibérations)
- Assurer la tenue des instances politiques selon une périodicité régulière et dans de bonnes conditions

#### **IV-b/ Les indicateurs et valeurs cibles**

Des éléments de volumétrie seront à identifier pour disposer d'une référence de volume d'activités transférées. Si le volume de dossiers traités par an augmente en année N, cette variation sera à prendre compte dans l'analyse de l'atteinte des niveaux d'engagement.

Sous-domaines de mutualisation	Engagements de service du domaine Fonctions transversales	Indicateurs (Définition/Mode de calcul de l'indicateur)	Périodicité de suivi	Source de suivi*	Niveau de service constaté (et volumétrie correspondante)	Conditions de réalisation de l'engagement
Prévention et gestion des risques (santé/environnement, prévention/sécurité)	<b>Engagement 1 :</b> Respect des délais réglementaires (décliné par activité)	<b>Indicateur 1 :</b> Périodicité des contrôles par type d'établissements (en %)	Trimestrielle	Etablissement recevant du public : 21 dossiers traités	> 80%	Disponibilité des élus
Communication interne, Pilotage et performance, Développement durable, Conseil en organisation, démarche qualité, certification, Evaluation des politiques, audit <a href="#">Inspection générale</a>	<b>Engagement 2 :</b> Réalisation d'un bilan annuel	<b>Indicateur 2 :</b> Discussion sur la base de ce bilan annuel	Annuelle		<i><b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b></i>	
	<b>Engagement 3 :</b> Formalisation d'une réponse aux demandes	<b>Indicateur 3 :</b> Nombre de demandes restées sans réponses	Annuelle		<i><b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b></i>	

*\*Sources : la commune justifie ici de la valeur du niveau de service atteint en année N (suivi d'activité automatisé, manuel, enquête de satisfaction, certification...). Cf article 2 du contrat d'engagement.*

**ANNEXE POUR LE DOMAINE « DOMAINE PUBLIC/ESPACES VERTS » – CONTRAT  
D'ENGAGEMENT**

**COMMUNE DE BORDEAUX**

<b>DOMAINE : DOMAINE PUBLIC/ESPACES VERTS</b>
---

<b>I/ Moyens consacrés par la commune au domaine Espaces verts</b>
--

Les **moyens consacrés** par la commune au **domaine Espaces Verts** sont détaillés dans la **convention de création des services communs** liée au contrat d'engagement. Les objectifs poursuivis par la Métropole et la commune dans le cadre de ce contrat seront définis au regard des moyens inscrits dans les conventions.

<b>II/ Missions et activités mutualisées ou régularisées dans le domaine Espaces verts</b>
--

**Espaces verts** : plantations, parcs, jardins publics, rives, espaces naturels, forêts, cimetières communaux, équipements sportifs de plein air.

Le jardin botanique est une direction de la Ville non mutualisée. La direction des espaces verts n'intervenant sur ce jardin que pour la gestion des arbres.

Tout ce qui concerne le statuaire et le bâti des fontaines classées ou historiques ne fait pas parti du périmètre de mutualisation.

Activités <u>régularisées</u> par la commune
<b>A- Aménagement et entretien des espaces verts sur le <u>domaine public métropolitain</u></b>
Aménagement des espaces verts sur le domaine public routier métropolitain (alignement, plantations, équipements (ex : arrosage)).
Entretien des espaces verts sur domaine public routier métropolitain (y compris trottoirs plantés)
Gestion et entretien des espaces verts
Tonte, taille, renouvellement de végétaux, arrosage et maintenance
Propreté des espaces verts
Désherbage des espaces verts
Déclaration de travaux (DT) et Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) espaces verts

Activités <u>mutualisées</u> par la commune
<b>B- Aménagement et entretien des espaces verts sur <u>domaine public communal</u></b>
Aménagement des espaces verts, terrains sportifs de plein air et aires de jeux
Aménagement des parcs, jardins publics, rives et espaces naturels : conception, aménagement,

réhabilitation d'espaces verts
Aménagement d'aires de jeux : conception, aménagement, réhabilitation
Aménagement des terrains sportifs de plein air
Gestion et entretien des espaces verts et aires de jeux y compris espaces verts des établissements communaux (sauf espaces verts des stades et jardin botanique)
Tonte, taille, renouvellement de végétaux, arrosage et maintenance
Propreté des parcs et jardins et des aires de jeux (sauf aires de jeux des établissements de petite enfance et éducation et équipements sportifs)
Propreté des espaces verts
Désherbage des parcs et jardins et espaces verts
Déclaration de travaux (DT) et Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) espaces verts
Gestion et contrôle des équipements des espaces verts
Gestion des mobiliers spécifiques de jardins sauf statuaire (bancs...)
Gestion de la signalétique jardin
Gestion et contrôle de conformité des aires de jeux (sauf écoles et crèches)
Gestion et contrôle de conformité des agrès sportifs dans les parcs et jardins (hors établissements publics communaux petite enfance et écoles)
Gestion des systèmes hydrauliques (bassins, stations de pompage, forages, fontaineries...)
Gestion des allées
Gestion des clôtures
Gestion des grilles d'arbres
Ouverture et fermeture des parcs (continuité de service sur la base de l'existant)
Surveillance des parcs et jardins
Gestion des parcs animaliers
Vie des jardins
Relations contractuelles avec les concessionnaires
Suivi de la réglementation et de la sécurité
Gestion de l'arbre sur l'ensemble du territoire communal – y compris sur les parcelles gérées par le centre communal d'action sociale
Elagage, soin aux arbres
Gestion et expertise du patrimoine arboré
Renouvellement du patrimoine et nouvelles plantations
Gestion des espaces naturels, forestiers et boisés – y compris sur les parcelles gérées par le centre communal d'action sociale
<b>C- Décor évènementiel/mise en scène paysagère</b>
<b>D- Expertise espaces verts</b>
Politique et stratégie paysagère communale
Ingénierie verte, génie écologique
Gestion des données patrimoniales espaces verts (construction et alimentation d'un Système d'Information Géographique) – y compris sur les parcelles gérées par le centre communal d'action sociale
Pilotage de l'amélioration continue et des démarches qualité, des démarches de certification/labellisation

<b>E- Approvisionnement et matériel</b>
Entretien courant du matériel utilisé, (ateliers de proximité)
Contrôle du matériel (ateliers de proximité)
Approvisionnement/gestion des stocks
Centres de cultures (serres, fleuristeries, collections)
Veille technique dans le cadre des procédures d'achat
<b>F- Construction de la trame verte sociale – activité mutualisée y compris avec le centre communal d'action sociale</b>
Cheminements doux, végétalisation collective, jardins partagés, familiaux et/ou pédagogiques
Animation, sensibilisation et projets d'accompagnement des résidents du centre communal d'action sociale

### III/ Modalités de mise en œuvre

**III-a/** Les responsables en charge des activités du domaine Espaces verts du service **commun s'engagent à mettre en œuvre** une organisation en conformité avec **les obligations et délais réglementaires en vigueur, les schémas directeurs adoptés par la commune, et le cas échéant les certifications obtenues par la commune :**

- Eco jardin
- Jardin remarquable de France (jardin public et parc bordelais)
- Villes et villages fleuris (2 fleurs, obtention de la troisième fleur : résultat à confirmer en décembre)
- Label refuge Ligue de protection des oiseaux
- Arbres remarquables de France (7 arbres)

Préparation de la certification ISO 14001 en cours.

### **III-b/ Les modes de fonctionnement :**

Les modes de fonctionnement ont pour objectif de décrire les interfaces entre les services de la commune et le service commun de la Métropole concernant le domaine Espaces verts.

- **Identification des référents** (commune, service commun) :

<b>Rôles et responsabilités pour le domaine Espaces Verts</b>	
Responsable thématique pour le service commun	Directeur des espaces verts, pôle haute qualité de vie avec la contribution des Directeur gestion de l'espace public et Développement aménagement du Pôle Territorial de Bordeaux (pour les activités en régularisation de compétence)
Responsable thématique pour la commune	Directeur de la Proximité, Direction générale de la Proximité et des relations avec la population avec la contribution des directions générales de la ville de Bordeaux en lien avec le responsable du suivi du contrat

Pour la ville de Bordeaux une organisation spécifique est mise en place au sein du Pôle Haute Qualité de Vie :

Types de saisines pour le domaine Espaces Verts		
	Pour les activités faisant l'objet d'une <u>régularisation</u> de compétence (sauf les arbres) :	Pour les <u>autres activités mutualisées</u> du service commun métropole :
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chef de centre concerné de la Direction de la gestion de l'espace public et Direction du développement et de l'aménagement du Pôle Territorial de Bordeaux <b>Commune</b> : Chargé de dossier ou référents de direction	<b>Service commun</b> : Coordinateur de secteur, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie <b>Commune</b> : Chargé de dossier ou référents de direction
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Chef de centre espaces verts sous couvert du chef de service territorial, Direction de la gestion de l'espace public, Pôle Territorial de Bordeaux <b>Commune</b> : Chargés de dossier, chef de service	<b>Service commun</b> : Coordinateur de secteur, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie <b>Commune</b> : Chargés de dossier, chef de service
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directeur de la Gestion de l'Espace Public, Pôle Territorial ou Directeur du Développement et de l'Aménagement, Pôle Territorial de Bordeaux, sous-couvert de l'Adjoint au Directeur Général en charge du Pôle Territorial de Bordeaux <b>Commune</b> : Directeurs des directions concernés	<b>Service commun</b> : Directeur des espaces verts, pôle haute qualité de vie <b>Commune</b> : Directeurs des directions concernés

- **Interfaces commune /service commun :**

Les principales interfaces ont été travaillées avec la commune et sont décrites paragraphe V.

Bordeaux Métropole et la commune s'engagent à finaliser sur la base de ces éléments les processus pour la mise en place des services communs.

#### IV/ Les engagements de service

##### IV-a/ Les principales priorités et orientations de la commune dans le domaine Espaces Verts :

- Mettre en œuvre une gestion des espaces verts adaptée à la politique de la commune (gestion différenciée, prise en compte environnementale, gestion du patrimoine arboré,

développement de la trame verte sociale) permettant de maintenir les certifications déjà obtenues par la Ville dans le domaine des espaces verts.

- Poursuivre le développement de la trame verte sociale : jardins partagés, végétalisation des rues, etc
- Maintenir les activités de décor évènementiel et de mise en scène paysagère pour le compte de la commune sur la base de l'existant 2014.

#### **IV-b/ Les indicateurs et valeurs cibles**

Des éléments de volumétrie seront à identifier pour disposer d'une référence de volume d'activités transférées. Si le volume de dossiers traités par an augmente en année N, cette variation sera à prendre en compte dans l'analyse de l'atteinte des niveaux d'engagement.

<b>Engagements de service</b> du domaine Espaces Verts	<b>Indicateurs</b> (définition/mode de calcul)	<b>Périodicité de suivi</b>	<b>Source de suivi*</b>	<b>Niveau de service constaté</b> (et volumétrie correspondante)	<b>Conditions de réalisation de l'engagement</b> (pré-requis)
<b>Engagement 1 :</b> Conforter en 2016 le projet d'embellissement durable de la commune (« fleurissement vivaces » en particulier)	<b>Indicateur 1 :</b> Proportion des points de fleurissements transformés.	Trimestrielle (saisons)	Suivi par la commune	<b><i>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</i></b>	Communication par la commune de sa politique paysagère ( <i>a minima</i> d'une saison sur l'autre) et de la liste des points d'embellissement.
<b>Engagement 2 : Développement de la trame verte sociale</b> *2.1 : développement des jardins partagés, pédagogiques et autres ; *2.2 : poursuite de la démarche de végétalisation des rues.	<b>Indicateur 2.1 :</b> Nombre de jardins partagés créés dans l'année. <b>Indicateur 2.2 :</b> Nombre de demandes de riverains satisfaites dans l'année	Trimestrielle	Tableaux de bord	<b><i>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</i></b>	Communication par la commune de sa politique dans ce domaine et de ses objectifs.

\*Sources : la commune justifie ici de la valeur du niveau de service atteint en année N (suivi d'activité automatisé, manuel, enquête de satisfaction, certification...). Cf article 2 du contrat d'engagement.

## V/ Interfaces commune et services communs

### 1. Aménagement des espaces verts

		Quoi	A qui (Pour les activités faisant l'objet d'une régularisation de compétence)	A qui (Pour les autres activités du service commun métropole)	Comment	Quand
Modalités de programmation et de suivi	« Point d'entrée » des demandes de la Commune	Programmation annuelle ou pluriannuelle des travaux d'aménagement des espaces verts à réaliser sur le DP proposée par le service commun à la commune	Chef de service aménagement, Direction du développement et de l'aménagement, PT	Directeur, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	Réunions de négociation	Annuel
	Principales étapes d'interactions Commune/Service commun Métropole	Validation du programme proposé par le service commun sur la base des priorités techniques	Elus communaux consultés par le cadre interface de la commune	Directeur, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	Délibération si nécessaire	Annuel (gros projet), fréquence plus soutenue pour les petits projets (à définir)
		Information, concertation avec le public sur décision de l' élu communal	Préparation, organisation et animation de la concertation : le service commun (service métropolitain concerné) avec le cadre interface de la commune	Le responsable du bureau d'études et d'expertises paysagères pour Bordeaux, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	Réunion de concertation	En fonction de la programmation, de l'opportunité décidée par les élus, et des conseils de quartiers organisés par les communes.
	Point de « sortie »/ restitution à la Commune	Suivi de la mise en œuvre	Gros travaux : Chef de service MOE, DDA, PT Petits travaux : Chef de centre espaces verts, DGEP, PT	Chargé de mission « suivi-évaluation des objectifs » Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	Tableaux de bord, plannings	Mensuel

### 2. Gestion et entretien des espaces verts et approvisionnement

		Quoi	A qui (Pour les activités faisant l'objet d'une régularisation de compétence)	A qui (Pour les autres activités du service commun métropole)	Comment	Quand
Saisine ordinaire	« Point d'entrée » des demandes de la Commune	Demande d'intervention liée aux espaces verts ou à l'approvisionnement	Chef de centre espaces verts, DGEP, PT	*Coordinateur concerné pour la gestion, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie *Chef du Centre de cultures mutualisé pour l'approvisionnement, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	mail, téléphone... + à terme outil de gestion des demandes	Au fil de l'eau
	Point de « sortie »/ restitution à la	Délais d'intervention et confirmation de la	Chef de centre espaces verts, DGEP, PT	Chargé de mission « suivi-évaluation des objectifs » Direction des espaces	Mail, téléphone... + à terme outil de gestion des	Au fil de l'eau

	<b>Commune</b>	réalisation		verts, pôle haute qualité de vie	demandes	
Saisine en urgence	<b>« Point d'entrée » des demandes de la Commune</b>	Demande d'intervention d'urgence sur espaces verts liée à un signalement (vandalisme, accident)	Chef d'équipe sous couvert du chef de centre espaces verts, DGEP, PT	*Coordinateur concerné pour la gestion, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	Téléphone, mail + tracer des demandes dans un tableau de suivi	Au fil de l'eau
	<b>Point de « sortie »/ restitution à la Commune</b>	Délais d'intervention et confirmation de la réalisation	Chef d'équipe sous couvert du chef de centre espaces verts, DGEP, PT	*Coordinateur concerné pour la gestion, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	mail, téléphone... + à terme outil de gestion des demandes	Au fil de l'eau
	<b>Point de « sortie »/ restitution à la Commune</b>	Confirmation de mise en œuvre	Chef de centre espaces verts, DGEP, PT sous couvert du chef de service territorial	*Coordinateur concerné pour la gestion, Direction des espaces verts, pôle haute qualité de vie	Mail ou courrier de réponse	Au fil de l'eau

**Avenant n°3 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Bruges**

**Révision de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n° 2018/XXX en date du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Bruges représentée par son Maire, Madame Brigitte Terraza, dûment habilitée par délibération XXXXXXXX du XXXX 2018

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération n° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bruges signée en date du 17 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bruges, concernant le rattachement du service commun des archives à Bordeaux Métropole, signé en date du 7 mars 2018,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bruges, concernant les révisions de niveau de service 2016-2017, signé en date du 7 mars 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de service en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune de Bruges et Bordeaux Métropole du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

#### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

<b>Domaines</b>	<b>Objet de la révision de niveau de service</b>
Numérique et systèmes d'information	Déploiement 2017-2018 pour les écoles

#### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Les révisions de niveau de service concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ». Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

#### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services 2017-2018,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

#### **ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

#### **ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Bruges,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Brigitte Terraza

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BRUGES**

**Parc****Variations**

<i><b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b></i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Détails mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Détails RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>142</b>					
Station de travail agents - Basique	138					138
Station de travail agents - Avancée	4					4
<b>PC Portable</b>	<b>10</b>					
PC Portable - Basique	9					9
PC Portable - Ultra-portable	1					1
PC Portable - Station de travail						0
<b>MAC</b>	<b>0</b>					
MAC Portables						0
I Mac						0
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>33</b>					
Téléphones mobiles	33					33
<b>Smartphone</b>	<b>29</b>					
Smartphones basiques	29					29
Smartphones milieu gamme						0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme						0
<b>Tablette</b>	<b>18</b>					
Tablettes	18					18
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					

## Parc

## Variations

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Détails mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Détails RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>Imprimantes</b>	<b>43</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	43					43
<b>Multifonctions</b>	<b>34</b>					
Multifonctions	11					11
Copieurs départementaux	23					23
<b>Ecoles</b>	<b>78</b>					
Postes écoles (portable)						0
Postes écoles (fixe)	37			5	Projet 813	42
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	41			2	Projet 813	43
<b>Petit matériel</b>	<b>3</b>					
Fax						0
Vidéo-projecteur	3					3
Clés 4G						0
Bornes Wifi	5					5
<b>Radio TETRA</b>	<b>8</b>					
Terminaux radio	8					8
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>202</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	192					192
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	10					10
DECT (bornes IP)						0
<b>Autre Matériel</b>	<b>1</b>					
Traceur A0	1					1
Classe école mobile	1					1

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BRUGES**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
Contrat de licences Microsoft	Oui	Tous les logiciel Microsoft (Serveurs et stations) (systèmes et environnement numérique de travail)	Microsoft		
Espaces collaboratifs	Oui	Audacity Mon Album Photo Picassa Scribus VLC	Microsoft Audacity  Google The Scribus Team VideoLan		
Visio conférence					
Reconnaissance vocale		Captioo	Spécinov		
Suite créative		Adobe After Effect Adobe Lightroom Adobe Premiere Pro Adobe InDesign	Adobe		
Analyse de données (Data mining, BI, ...)					
Dématérialisation					
<b>Métiers</b>					
Finances	Oui	MAX GF	Berger-Levrault		
	Oui	SAGE PATRIMOINE	SALVIA		
	Oui	SAGE FINANCEMENTS	SALVIA		
	Non	MAGISTER - GCSMS	Berger-Levrault		
Commande publique	Oui	MARCO	AGYSOFT		
Affaires juridiques	Oui				
Ressources humaines	Oui	eSEDIT	Berger-Levrault		
	Oui	MAX Confrère	Berger-Levrault		
	Oui	EMC3	C3 Consultants		
	Non	MAGNOLIA - GCSMS	Berger-Levrault		

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
	Non	UNASSIS - GCSMS	PYREWEB		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	COSWIN7i	ASC		
	Oui	AGROTHERMO	SN MICROLIDE		
	Oui	SALTO	SALTO SYSTEMS		
Fonctions transversales	Oui	GestD	Développement interne		
	Oui	MNESYS	NAONED SYSTEM		
	Non	Webville	IMAGIS		
Espaces verts	Oui				
Propreté	Oui				
Voirie et DP	Oui				
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	DDC	OPERIS		
Animation économique et Emploi	Oui				
Transports	Oui				
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui				
Solidarités et citoyenneté	Non	MILLESIME	IMPLICIT		
	Non	MENESTREL - GCSMS	APOLOGIC		
	Non	DOMATEL - GCSMS	IMPLICIT		
Education	Non	COGITO	Abelium		
	Non	DIABOLO	Abelium		
	Non	DOMINO	Abelium		
	Non	MIKADO	Abelium		
	Non	TACTILO	Abelium		
	Non	Solution de pointage dans les ALSH			
Sport	Non				
Société	Non				
Culture	Non	MA PLACE	Simple Clic		
	Non	LASIDO	Abelium		
Population	Non	AVENIR	LOGITUD		
	Non	ETERNITE	LOGITUD		
	Non	SIECLE	LOGITUD		
	Non	SUFFRAGE	LOGITUD		
	Non	MUNICIPOL	LOGITUD		
<b>Middleware et logiciels supports</b>					
Réseaux, voix, data					
Systèmes d'exploitation serveurs physiques	Oui	Licence Open Value Gouv WINDOWS SERVEUR STANDARD (SA)	Microsoft		

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Systèmes d'exploitation serveurs virtuels	Oui	Licence Open Value Gouv SA STEP-UP WIN SERV DATA CENTER (SA)	Microsoft		
Bases de données	Oui	Licence Open Value Gouv SQL SERVEUR STAND CPU (SA)	Microsoft		
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques					
Sauvegarde (50 To)		TIME NAVIGATOR BACKUP EXEC SYSTEM RECOVERY FreeNASS	ASG SYMANTEC Open source		
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Gestion des annuaires techniques					
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs	Oui	Licence Open Value Gouv SYSTEM CENTER DATACENTER SE MA (SA)	Microsoft		
Supervision réseau		Console PRTG Network Monitor	Paessler AG		
Virtualisation d'applications	Oui	Dsktp Optmztn Pk for SA SubsVL OLV 1Mth AP PerDvc for Win SA (MDOP)	Microsoft		
Gestion des impressions					
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc					
Administration des postes, télédistribution					
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Antivirus ESET NOD32 Business Edition	ESET		
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Antispam Mail In Black	MailInBlack		
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Certificat public générique	GEOTRUST		
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		TMG	Microsoft		
Pilotage de l'activités et des projets					

Nouveauté



## Ville de BRUGES

### Chiffrage Total

Base CA

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
Coûts réels des ETP	1	Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI		
		Numérique et systèmes d'information		0
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...		
		Numérique et systèmes d'information		1 287
Coûts de renouvellement des immobilisations	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)		
		Numérique et systèmes d'information		2 191
		Frais financiers (AC de fonctionnement)		10
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).		
		Numérique et systèmes d'information		0
Forfait charges de structure	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.		
49			3,78%	49

<b>Total révision AC</b>	<b>3 537</b>
AC Fonctionnement	1 346
AC Investissement	2 191



## **Avenant n°2 à la Convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Carbon-Blanc**

### **Révisions de niveaux de services 2017-2018**

#### **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018/..... en date du 21 décembre 2018

d'une part,

#### **Et**

La commune de Carbon-Blanc représentée par son Maire, Monsieur Alain Turby, dûment habilité par délibération n° .....du .....,

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 de janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Carbon-Blanc signée en date du 9 décembre 2016,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Carbon-Blanc, concernant les révisions de niveau de service 2016-2017, signé le 1<sup>er</sup> mars 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveau de service
Numérique et systèmes d'information	Déploiement 2018 pour les écoles

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 reste inchangé.

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

**ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Carbon-Blanc,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Alain Turby

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC**

<b>Parc</b>		<b>Variations</b>				
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>72</b>					
Station de travail agents - Basique	72					72
Station de travail agents - Avancée	0					0
<b>PC Portable</b>	<b>20</b>					
PC Portable - Basique	20					20
PC Portable - Ultra-portable	0					0
PC Portable - Station de travail						0
<b>MAC</b>	<b>0</b>					
MAC Portables						0
I Mac						0
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>13</b>					
Téléphones mobiles	13					13
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones basiques	0					0
Smartphones milieu gamme						0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme						0
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
Tablettes	0					0
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>4</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	4					4

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>Multifonctions</b>	<b>0</b>					
Multifonctions	0					0
<b>Ecoles</b>	<b>64</b>					
Postes écoles (portable)						0
Postes écoles (fixe)	16			2	Projet : 807 *2 Ecoles - Projection Standard VPI + Poste de Travail	18
Tablette Ecole	30					30
VPI et TNI	18			2	Projet : 807 *2 Ecoles - Projection Standard VPI + Poste de Travail	20
<b>Petit matériel</b>	<b>8</b>					
Fax	0					0
Vidéo-projecteur	8					8
Clés 4G						0
Bornes Wifi	3					3
<b>Radio TETRA</b>	<b>0</b>					
Terminaux radio	0					0
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>0</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	0					0
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	0					0
DECT (bornes IP)						0

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
	Corecal Windows				
	Bureautique				
	Espaces collaboratifs				
	Visio conférence				
	Suite créative				
	Soft Phone				
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)				
	Dématérialisation	démat des actes			
<b>Métiers</b>					
	Finances	Oui	E-Magnus paye	Magnus-Berger Levrault	
			E-magnus - Gestin financière	Magnus-Berger Levrault	
	Commande publique	Oui	Solon suivi	Magnus-Berger Levrault	
	Affaires juridiques	Oui	non		
	Ressources humaines	Non	E-Magnus paye	Magnus Berger -levrault	
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Non			
	Fonctions transversales	Non			
	Espaces verts	Non	Espaces verts		
	Propreté	Non	non		
	Voirie et DP	Non	non		
	Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Non	Logiciel de la métropole		
	Animation économique et Emploi	Non	non		
	Transports	Non	non		
	Logement, Habitat et Politique de la ville	Non	non		
	Solidarités et citoyenneté	Non			
	Education	Non	Logiciel Adagio	Société Arpège	
	Sport	Non			
	Société	Non			

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Culture	Non				
Population	Non	Logiciel Adagio	Société Arpège		

#### Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data					
Bases de données					
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques					
Sauvegarde (50 To)					
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Gestion des annuaires techniques					
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs					
Supervision réseau					
Virtualisation d'applications					
Gestion des impressions					
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc					
Administration des postes, télédistribution					
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).					
Pilotage de l'activités et des projets					

Nouveauté



## Ville de CARBON BLANC

### Chiffrage Total

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

Base CA

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
Coûts réels des ETP <b>0</b>	<b>1</b>	Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI		
		Numérique et systèmes d'information		0
Charges directes réelles de fonctionnement <b>636</b>	<b>2</b>	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...		
		Numérique et systèmes d'information		636
Coûts de renouvellement des immobilisations <b>1 144</b>	<b>3</b>	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)		
		Numérique et systèmes d'information		1 138
		Frais financiers (AC de fonctionnement)		6
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments <b>0</b>	<b>4</b>	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).		
		Numérique et systèmes d'information		0
Forfait charges de structure <b>76</b>	<b>5</b>	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.		
			12,00%	76

<b>Total révision AC</b>	<b>1 856</b>
AC Fonctionnement	718
AC Investissement	1 138



**Avenant n°4 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Floirac  
Révision de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018/ du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Floirac représentée par son Maire, Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, dûment habilité par la délibération du XXX

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac, signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 concernant l'intégration du service commun des domaines « Logement, Habitat » et « Animation économique et emploi » (cycle 2) entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac, signé en date du 9 décembre 2016,

Vu l'avenant n°2 concernant l'intégration du service commun du domaine « Parc matériel » et (cycle 3) entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac, signé en date du 28 décembre 2017,

Vu l'avenant n°3 concernant les révisions de niveau de service 2016-2017 entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac, signé en date du 22 janvier 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

#### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de service concernent les domaines suivants :

<b>Domaines</b>	<b>Objet de la révision de niveaux de services</b>
Numérique et systèmes d'information	Evolutions de parc, déploiement 2018 pour les écoles, nouveaux matériels de l'offre de service déployés auprès des équipes de la ville
Cadre de vie – urbanisme - AOS	Retour des frais de prestation pour études urbaines

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Les révisions de niveaux de services concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ».

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2018 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

### **ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

### **ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Floirac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Jean-Jacques Puyobrau

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE FLOIRAC**

		<b>Parc</b>				<b>Variations</b>			
<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>		Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019		
<b>PC Fixe</b>		<b>168</b>							
Station de travail agents - Basique		150	1		6	Projet : 1132	155		
Station de travail agents - Avancée		18					18		
<b>PC Portable</b>		<b>11</b>							
PC Portable - Basique		8			2	Projet : 1132	10		
PC Portable - Ultra-portable		1					1		
PC Portable - Station de travail		2			1	Projet : 1132	3		
<b>MAC</b>		<b>1</b>							
MAC Portables		1					1		
Imac							0		
<b>Téléphonie mobile</b>		<b>82</b>							
Téléphones mobiles		82					82		
<b>Smartphone</b>		<b>39</b>							
Smartphones basiques		39			11	Projet : 1132	50		
Smartphones milieu gamme							0		
			1				-1		
<b>Smartphone</b>		<b>0</b>							
Smartphones haut de gamme							0		
<b>Tablette</b>		<b>199</b>							
Tablettes		199			3	Projet : 1132	202		
<b>Tablette</b>		<b>0</b>							
<b>Imprimantes</b>		<b>11</b>							

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
Imprimantes individuelles (dont écoles)	11					11
<b>Multifonctions</b>	<b>39</b>					
Multifonctions	39					39
<b>Ecoles</b>	<b>199</b>					
Postes écoles (portable)	6					6
Postes écoles (fixe)	142			-8	Projet 812 Ecole Pasteur Vider la salle informatique (PSI) – 8 PC, 8 écrans + claviers, souris	134
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	51					51
<b>Petit matériel</b>	<b>9</b>					
Fax	0					0
Vidéo-projecteur	9					9
Clés 4G						0
Bornes Wifi	0			5	Projet 1072 *Wifi site M270 (5 bornes)	5
<b>Radio TETRA</b>	<b>0</b>					
Terminaux radio	0			14	Projet : 1132	14
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>244</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	241					241
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	3					3
DECT (bornes IP)						0
<b>Autre Matériel</b>	<b>1</b>					
Traceur	1					1

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE FLOIRAC**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
	Windows Server	Windows Server Datacenter 2 proc (SA)	Microsoft		
	Windows Server	Windows Server standard	Microsoft		
	Corecal Windows	Windows Server Cal	Microsoft		
	Corecal Windows	Windows Server Cal (acquisition + SA)	Microsoft		
	Windows Exchange	Windows Exchange Serveur Standard (SA)	Microsoft		
	Cal Exchange	Exchange cal	Microsoft		
	Cal Exchange	Exchange cal (acquisition + SA)	Microsoft		
	Bureautique	Office Standard	Microsoft		
	Bureautique	Office Standard (acquisition + SA)	Microsoft		
	Bureautique	Office Pro	Microsoft		
	Bureautique	Office Standard Education	Microsoft		
	Bureautique	Office Standard Education (acquisition + SA)	Microsoft		
	Bureautique	Project	Microsoft		
	Bureautique	Visio	Microsoft		
	Windows Remote	Windows remote dsktp service user cal	Microsoft		
	Espaces collaboratifs	Sharepoint	Microsoft		
	Visio conférence				
	Suite créative	Adobe crative suite 6 désign Standard	Adobe		
	Webmaster	Adobe CS6 Design Web	Adobe		
	Soft Phone	Airwatch	Vmware		
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)				
	Dématérialisation	Fast	Chambre de Commerce		
	Dématérialisation	Signature électronique (licence + clé)	Chambersign		
	Police municipale	Logipol	Agelid		
	Ecran multimédia	Ensemble d'applications	UGAP		
	Gestion électronique du courrier	Elise	Archimed		
<b>Métiers</b>					
	Finances	Oui	ASTRE GF	GFI	
	Commande publique	Oui	Marco	Agysoft	
	Ressources humaines	Oui	Astre RH	GFI	
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Autocad	Autodesk	

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Autocad bibliothèque architecture et bâtiments	Autodesk		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Illustrator CS4	Autodesk		
Espaces verts	Oui	Jardicad	Jardisoft		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Droits de cités + APPIC	Opéris		
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui	Illustrator CS4	Adobe		
Culture	Non	Aloes	Archimed		
Police municipale	Non	Logipol	Agelid		
Population	Non	ASWEB (action sociale)	Berger Levraut		
	Non	REQUIEM		Ajout	
	Non	Réactualisation de prix ASWEB			
Culture	Non	Finale 2012	Edinote		
Population	Non	Mélodie (état-civil)	Arpège		
Population	Non	Concerto + Espace Citoyen (resto, clsh, école musique et danse, RAM...)	Arpège		
Police municipale	Non	Verbalisation électronique		Ajout	
	Non	TAP (Temps d'accueil périscolaire) - Nouveau module de concerto			
Population	Non	Adagio (Election)	Arpège	Ajout / Extension	
	Non	ATAL (gestion des services techniques)			
	Non	ATAL/ASTRE GF Interface de gestion des bons de commandes			

#### Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data					
Bases de données		Windows SQL Server Std Core	Microsoft		
Windows SQL		SQL servercStd Education	Microsoft		
Windows SQL		Cal SQL Server Std Education	Microsoft		
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques					
Sauvegarde (50 To)		Backup Exec	Symantec		
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Gestion des annuaires techniques					
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs		VMWare			
Supervision réseau					
Virtualisation d'applications					
Gestion des impressions					
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc		Clarilog	Clarilog		
Administration des postes, télédistribution					

<b><i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i></b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Office Scan	Trend Micro		
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Office Scan Education	Trend Micro		
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).		Drivelock	Query		
Pilotage de l'activités et des projets					
<i>Nouveauté</i>					



## Ville de FLOIRAC

### Chiffrage Total

Base CA

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP</b> <b>0</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
		Cadre de vie - Urbanisme - AOS		<b>0</b>
		Numérique et systèmes d'information		<b>0</b>
<b>Charges directes réelles de fonctionnement</b> <b>2 691</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
		Cadre de vie - Urbanisme - AOS		<b>-15 000</b>
		Numérique et systèmes d'information		<b>17 691</b>
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations</b> <b>11 862</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
		Cadre de vie - Urbanisme - AOS		<b>0</b>
		Numérique et systèmes d'information		<b>11 743</b>
		<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		<b>119</b>
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments</b> <b>0</b>	<b>4</b>	<b>Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
		Cadre de vie - Urbanisme - AOS		<b>0</b>
		Numérique et systèmes d'information		<b>0</b>
<b>Forfait charges de structure</b> <b>54</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
			2,00%	<b>54</b>

<b>Total révision AC</b>	<b>14 607</b>
AC Fonctionnement	2 864
AC Investissement	11 743



## Avenant n°4

### Contrat d'engagement entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac

## Révision de niveaux de services 2017-2018

### Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018/ du 21 décembre 2018,

d'une part,

### Et

La commune de Floirac représentée par son Maire, Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, dûment habilité par délibération n° XXX, en date du

d'autre part,

**VU** le contrat d'engagement signé en date du 15 février 2016 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, Maire de Floirac.

**VU** l'avenant n°1 au contrat d'engagement signé en date du 5 avril 2017 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, Maire de Floirac.

**VU** l'avenant n°2 au contrat d'engagement signé en date du 28 décembre 2017 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, Maire de Floirac.

**VU** l'avenant n°3 au contrat d'engagement signé en date du 22 janvier 2018 par Monsieur Alain Juppé, Président de Bordeaux Métropole et Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, Maire de Floirac.

**Considérant** la volonté des parties, de réviser les niveaux de services en application de l'article 6 du contrat d'engagement, pour se conformer à ces nouvelles dispositions légales,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

## ARTICLE 1 : OBJET

L'objet du présent avenant est de faire évoluer le contrat d'engagement afin d'y intégrer l'impact des révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole.

## ARTICLE 2 : MODIFICATION DES ANNEXES

L'annexe du domaine concerné par ces révisions de niveaux de services est :

Domaines	Objet de l'avenant
Cadre de vie, urbanisme, AOS et foncier	Retour des frais de prestation pour études urbaines

Cette annexe est modifiée et remplace celle établie précédemment.

## ARTICLE 3 :

Les autres articles et annexes au contrat d'engagement restent inchangés.

## ARTICLE 4 :

Cet avenant entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le , en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Floirac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Jean-Jacques Puyobrau

# ANNEXES

- Cadre de vie, urbanisme, AOS et foncier.

**ANNEXE POUR LE DOMAINE CADRE DE VIE, URBANISME, AOS ET FONCIER – CONTRAT  
D'ENGAGEMENT**

**COMMUNE DE FLOIRAC**

**DOMAINE : CADRE DE VIE, URBANISME, AUTORISATION D'OCCUPATION DES SOLS ET FONCIER**

**SOUS-DOMAINES :**

**A- AUTORISATION D'OCCUPATION DES SOLS (AOS)**

**B- FONCIER COMMUNAL**

**C- URBANISME AMENAGEMENT**

**D- AUTRES ACTIVITES**

**I/ Moyens consacrés par la commune au domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols et foncier**

**Les moyens consacrés** par la commune au domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols et foncier sont détaillés dans la **convention de création des services communs** liée au contrat d'engagement. Les objectifs poursuivis par la Métropole et la commune dans le cadre de ce contrat seront définis au regard des moyens inscrits dans les conventions.

**II/ Missions et activités mutualisées**

**Activités mutualisées par la commune**

**A- Autorisation d'occupation des sols (AOS)**

Accueil des pétitionnaires et du public et enregistrement du dossier

Information des pétitionnaires et du public sur les AOS

Conseil des pétitionnaires et du public sur les AOS

Pré-instruction des AOS

Instruction complète des AOS

Qualité architecturale et environnementale des AOS (prestations externes : mission architecte conseil dans le cadre des opérations de renouvellement urbain + Bordeaux Métropole intervention sur la Zone d'aménagement concerté (ZAC))

Gestion administrative et fiscale des autorisations d'urbanisme/préparation et participation à la commission communale des impôts directs

Veille terrain liée aux travaux

Contrôle de la régularité des constructions et des aménagements réalisés

Gestion et traitement du contentieux lié à l'urbanisme

Concertation (avec la population) sur les projets de permis de construire

**B- Foncier communal**

Bornages de terrains et relevés topographiques

Réalisation des acquisitions foncières, cessions communales

Déclaration d'intention d'aliéner (DIA) : saisie, enregistrement, traitement et avis

<b>C- Urbanisme, Aménagement</b>
<del>Etudes et opérations d'aménagement (études urbaines et paysagères, mise au point)</del>
Communication sur les projets urbains
Participation citoyenne sur les projets urbains
Valorisation du patrimoine bâti
Suivi du projet en particulier planification urbaine
Prévention des risques et nuisances (ex : suivi des plans d'exposition aux risques, suivi des enquêtes publiques...)
<b>D- Autres activités</b>
Instruction des autorisations de travaux et d'aménagement dans les Etablissements recevant du public (ERP)
Instruction des demandes de poses d'enseignes et d'affichages publicitaires

### III/ Modalités de mise en œuvre

**III-a/** Les responsables en charge des activités du domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols et foncier du service **commun s'engagent à mettre en œuvre** une organisation en conformité avec **les obligations et délais réglementaires en vigueur, les schémas directeurs adoptés par la commune, et le cas échéant les certifications obtenues par la commune** :

- Projet de ville (charte esthétique...)

### III-b/ Les modes de fonctionnement :

Les modes de fonctionnement ont pour objectif de décrire les interfaces entre les services de la commune et le service commun de la Métropole concernant le domaine.

- **Identification des référents** (commune, service commun) :

<b>Rôles et responsabilités pour le domaine Cadre de vie, Urbanisme, Autorisation d'occupation des sols et Foncier</b>	
Responsable thématique pour le service commun Métropole	Directeur du Développement et de l'aménagement du Pôle territorial ouest en lien avec le Directeur urbanisme patrimoine et paysages et le Directeur foncier du Pôle valorisation du territoire
Responsable thématique pour la commune	Directeur général des services techniques (DGST)

## AUTORISATION D'OCCUPATION DES SOLS (AOS)

Types de saisines pour le sous-domaine AOS	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chef de service droit des sols du Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : Directeur général des services techniques
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur du développement et de l'aménagement du Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : Directeur général des services techniques ou Directeur général des services
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Adjoint au directeur général en charge du Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : le Maire ou l'adjoint au Maire en charge de l'urbanisme ou le Directeur général des services

## FONCIER COMMUNAL

Le Pôle territorial intervient en lien direct avec la Direction du foncier métropolitaine, notamment chargée de proposer la stratégie foncière et de mettre en œuvre toute opération complexe d'acquisition.

Types de saisines pour le sous-domaine FONCIER COMMUNAL	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chargé d'opération foncière du Pôle territorial rive droite, en lien avec la direction du foncier en fonction du type d'opération (pour les dossiers fonciers complexes et impactant le bâti : Directeur du foncier, Direction du foncier) <b>Commune</b> : Directeur général des services techniques
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur du développement et de l'aménagement du Pôle territorial rive droite, en lien avec la Direction du foncier en fonction du type d'opération (pour les dossiers fonciers complexes et impactant le bâti : Directeur du foncier, Direction du foncier) <b>Commune</b> : Directeur général des services techniques ou Directeur général des services
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Directeur du foncier, Direction générale valorisation du territoire <b>Commune</b> : le Maire ou l'adjoint au Maire en charge de l'urbanisme ou le Directeur général des services

## URBANISME, AMENAGEMENT

Types de saisines pour le sous-domaine URBANISME ET AMENAGEMENT	
Saisine ordinaire	<b>Service commun</b> : Chef de projet du service Aménagement urbain de la Direction du développement et de l'aménagement, Pôle territorial

	rive droite <b>Commune</b> : Directeur général des services techniques
Saisine en urgence	<b>Service commun</b> : Directeur du développement et de l'aménagement, Pôle territorial rive droite, <b>Commune</b> : Directeur général des services techniques ou Directeur général des services
Saisine exceptionnelle	<b>Service commun</b> : Adjoint au directeur général en charge du Pôle territorial rive droite <b>Commune</b> : Le Maire ou les adjoints délégués ou le Directeur général des services

- **Interfaces commune/service commun :**

Bordeaux Métropole et la commune s'engagent à définir, à la mise en place des services communs, les interfaces décrivant les principaux points de contacts (points d'entrée et points de sortie) ainsi que les grandes étapes d'interaction entre la commune et le service commun métropolitain.

#### IV/ Les engagements de service

##### IV-a/ Les engagements de service généraux et les priorités

**Les principales priorités / dossiers prioritaires du domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols et foncier :**

- Prendre en compte et porter les priorités et enjeux communaux dans la construction des projets métropolitains
- Maintenir des échanges réguliers avec les élus sur l'ensemble des thématiques du domaine
- Prendre en charge de façon systématique le risque inondation dans les avis
- Prendre en charge systématiquement la qualité architecturale et paysagère dans les projets AOS

**Les engagements de service réciproques poursuivis grâce à la mutualisation du domaine Cadre de vie, urbanisme, autorisation d'occupation des sols et foncier sont :**

- Respecter les délais réglementaires d'instruction des dossiers AOS pour les dossiers reçus dans les délais convenus

##### IV-b/ Les indicateurs et valeurs cibles

Des éléments de volumétrie seront à identifier pour disposer d'une référence de volume d'activités transférées. Si le volume de dossiers traités par an augmente en année N, cette variation sera à prendre compte dans l'analyse de l'atteinte des niveaux d'engagement.

Sous-domaine de mutualisation	Engagements de service	Indicateurs de mesure (Définition/Mode de calcul de l'indicateur)	Périodicité de suivi	Source de suivi*	Niveau de service constaté (Volumétrie correspondante)	Conditions de réalisation de l'engagement
Urbanisme, aménagement et foncier	Engagement 1 : Réaliser les études urbaines (opérations d'aménagement d'intérêt communal) dans le calendrier de mise en œuvre préalablement fixé	Indicateur 1 : Taux réalisation dans les délais et coûts de l'étude/ prévu	Mensuelle	Plannings tableaux de suivi des coûts (fiches opération)  Absence d'indicateur de suivi pour les études	- Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.	Définition précise du besoin de la commune, des échanges réguliers puis une validation par la commune de l'étude (comités de pilotage par phase du projet). Pré-requis : disposer d'une enveloppe financière pour réaliser l'étude.
	Engagement 2 1 : Assurer la production des actes (cessions, acquisitions foncières) en garantissant la sécurité juridique et dans les délais des projets	Indicateur 2 1 : Délai de finalisation de l'acte compatible avec le projet.	Mensuelle	Voir la faisabilité d'un suivi mensuel des actes  Absence de Tableau de bord spécifique car absence de contentieux actuels en commune  Absence d'indicateur de suivi	Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.	Disposer de temps d'échanges entre la commune et les services communs Métropole pour définir le foncier stratégique et les outils à mettre en œuvre. Transmission des dossiers Déclaration d'intention d'aliéner (DIA) dans les meilleurs délais / de l'avis de la commune sur les Déclaration d'intention d'aliéner (DIA).

AOS	<b>Engagement 3 2 :</b> Garantir la sécurité juridique et la légalité des actes	<b>Indicateur 3 2 :</b> Taux de décisions expresses = taux de réponses dans les délais	Mensuelle	Logiciel droits de cités	99,9%	Délais à convenir entre service commun et commune, par exemple : Respect des délais de transmission des dossiers AOS par les communes (dans un maximum de 5 jours ouvrés après dépôt par la pétitionnaire). Respect de l'ensemble de la procédure et des délais respectifs (commune/service commun).
	<b>Engagement 4 3 :</b> Assurer une qualité de la relation à l'usager dans le domaine des AOS	<b>Indicateur 4 3 :</b> Nombre de RV de pré-instruction avec les pétitionnaires	Mensuelle	Tableau de suivi Logiciel métier	<b>Le niveau de service de référence sera celui constaté en 2016.</b>	Indicateur qui s'inscrit dans la démarche relation à l'usager

*\*Sources : la commune justifie ici de la valeur du niveau de service atteint en année N (suivi d'activité automatisé, manuel, enquête de satisfaction, certification...). Cf. article 2 du contrat d'engagement.*

**Avenant n°2 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Le Haillan**

**Révision de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018/ du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Le Haillan représentée par son Maire, Madame Andréa Kiss, dûment habilitée par délibération n°XXX, en date du

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Le Haillan signée en date du 9 décembre 2016,

Vu l'avenant n°1 concernant les révisions de niveau de service 2016-2017 entre Bordeaux Métropole et la commune de Le Haillan, signé en date du 10 septembre 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Numérique et systèmes d'information	Déploiement dans les écoles 2018

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Les révisions de niveaux de services concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ».

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2018 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des

attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

**ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Le Haillan,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Andréa Kiss

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN**

<b>Parc</b>		<b>Variations</b>				Nouveau périmètre de référence 2019
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	
<b>PC Fixe</b>	<b>111</b>					
Station de travail agents - Basique	98					98
Station de travail agents - Avancée	13					13
<b>PC Portable</b>	<b>25</b>					
PC Portable - Basique	16					16
PC Portable - Ultra-portable	9					9
PC Portable - Station de travail						0
<b>MAC</b>	<b>0</b>					
MAC Portables						0
I Mac						0
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>34</b>					
Téléphones mobiles	34					34
<b>Smartphone</b>	<b>5</b>					
Smartphones basiques	5					5
Smartphones milieu gamme						0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme						0
<b>Tablette</b>	<b>12</b>					
Tablettes	12					12
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	<b>Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat</b>	<b>Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés</b>	<b>Commentaires mutualisation 2018</b>	<b>Variations liées aux RNS 2018</b>	<b>Commentaires RNS 2018</b>	<b>Nouveau périmètre de référence 2019</b>
<b>Imprimantes</b>	<b>10</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	10					10
<b>Multifonctions</b>	<b>21</b>					
Multifonctions	21					21
<b>Ecoles</b>	<b>58</b>					
Postes écoles (portable)						0
Postes écoles (fixe)	32			1	Projet : 811 - 1 pc fixe	33
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	26			1	Projet : 811 - 1 vpi	27
<b>Petit matériel</b>	<b>7</b>					
Fax	0					0
Vidéo-projecteur	7					7
Clés 4G						0
Bornes Wifi	5					5
<b>Radio TETRA</b>	<b>2</b>					
Terminaux radio	2					2
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>99</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	99					99
Téléphones fixes IP et analogique + extension	0					0
DECT (terminaux)	0					0
DECT (bornes IP)	0					0

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
	Corecal Windows				
	Bureautique				
	Espaces collaboratifs				
	Visio conférence				
	Suite créative	SUITE ADOBE PHOTOSHOP, INDESIGN, ILLUSTRATOR	editeur		
	Soft Phone				
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)				
	Dématérialisation	suivant procédés certificats cdc fast sylae helios dgfp	Editeur		
<b>Métiers</b>					
	Finances	oui	cegid finances/arpege concerto pr la régie	Editeur	
	Commande publique	oui	cegid finances	Editeur	
	Ressources humaines	Oui	cegid rh	editeur	
	Affaires juridiques	non			
	Ressources humaines	oui	kelio bodet	Editeur	
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	oui	telephonie/console pabx/batiments/afi/	Editeur	
	Fonctions transversales	Oui	en partie informatique et archives/vmware et veeam	archives rien/informatique editeurs	
	Espaces verts	oui	espaces verts/afi	Editeur	
	Propreté	non			
	Voirie et DP	non	voirie/logiciels radars	Editeur	
	Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	urbanisme/apic et livre foncier	Editeur	
	Animation économique et Emploi	Oui	en partie		
	Transports	non			
	Logement, Habitat et Politique de la ville	non	arpege sonate ms pas géré par la ville	Editeur	
	Solidarités et citoyenneté	Oui	citoyennete /Arpege adagio	Editeur	

Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
Education	Oui	Arpège concerto (education restauration jeunesse portail famille)	Editeur		
Population	oui	arpege mélodie	Editeur		
cimetiere	Oui	requien (Arpege)	editeur		
Sport	Oui	booky bodet/acces salles	Editeur		
Société	Non				
Culture	oui	Salle de spectacles/Logiciel de gestion spectacles TIS	Editeur		
communication	oui	site de la ville externalisé Vernalis	Editeur		
bibliotheque	Non	Cassiopée	CRescendo		
	Non	Cassioweb	CRescendo		
police	Non	agelid	editeur		
cyberbase	Non	ryxeo	editeur		
ludotheque	Non	dyade	editeur		
<b>Middleware et logiciels supports</b>					
Réseaux, voix, data					
Bases de données	Oui	oracle			
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques					
Sauvegarde (50 To)		veeam			
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Gestion des annuaires techniques					
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs	Oui	VMWARE			
Supervision réseau					
Virtualisation d'applications					
Gestion des impressions					
Monitoring, pilotage et supervision					
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc	Oui	GLPI			
Administration des postes, télédistribution					
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).	Oui	Fsecure//licence parefeux sophos			
Pilotage de l'activités et des projets					

Nouveauté



## Ville de LE HAILLAN

### Chiffrage Total

Base CA

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP</b> <b>0</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
		Numérique et systèmes d'information		0
<b>Charges directes réelles de fonctionnement</b> <b>333</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
		Numérique et systèmes d'information		333
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations</b> <b>865</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
		Numérique et systèmes d'information		865
		<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		0
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments</b> <b>0</b>	<b>4</b>	<b>Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
		Numérique et systèmes d'information		0
<b>Forfait charges de structure</b> <b>0</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
			14,29%	48

<b>Total révision AC</b>	<b>1 247</b>
AC Fonctionnement	382
AC Investissement	865

**Avenant n°3 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Le Taillan-Médoc**

**Révisions de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°..... du 21 décembre 2018.

d'une part,

**Et**

La commune de Le Taillan-Médoc représentée par son Maire, Madame Agnès Versepuy, dûment habilitée par délibération n°.....du .....

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Le Taillan-Médoc signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Le Taillan-Médoc concernant le cycle 2 de la mutualisation, signée en date du 28 décembre 2017,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux et la commune de Le Taillan-Médoc concernant les révisions de niveaux de service 2016-2017, signé en date du 1<sup>er</sup> février 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

#### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

<b>Domaines</b>	<b>Objet de la révision de niveau de service</b>
Numérique et systèmes d'information	Verbalisation électronique Logiciel de réservation des salles Wifi dans l'extension de l'école Jean Pometan

#### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 reste inchangé.

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

#### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

#### **ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

#### **ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Le Taillan-Médoc,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Agnès Versepuy

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE TAILLAN-MEDOC**

		<b>Parc</b>				<b>Variations</b>			
<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>		<b>Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat</b>		<b>Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés</b>	<b>Commentaires mutualisation 2018</b>	<b>Variations liées aux RNS 2018</b>	<b>Commentaires RNS 2018</b>	<b>Nouveau périmètre de référence 2019</b>	
<b>PC Fixe</b>		<b>69</b>							
Station de travail agents - Basique		69						69	
Station de travail agents - Avancée		0						0	
<b>PC Portable</b>		<b>6</b>							
PC Portable - Basique		5						5	
PC Portable - Ultra-portable		1						1	
PC Portable - Station de travail								0	
<b>MAC</b>		<b>0</b>							
MAC Portables								0	
Imac								0	
<b>Téléphonie mobile</b>		<b>13</b>							
Téléphones mobiles		13						13	
<b>Smartphone</b>		<b>5</b>							
Smartphones basiques		5						5	
Smartphones milieu gamme								0	
<b>Smartphone</b>		<b>0</b>							
Smartphones haut de gamme								0	
<b>Tablette</b>		<b>19</b>							
Tablettes		19						19	
<b>Tablette</b>		<b>0</b>							

Parc		Variations				
<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>Imprimantes</b>	<b>1</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	1					1
<b>Multifonctions</b>	<b>20</b>					
Multifonctions	20					20
<b>Ecoles</b>	<b>74</b>					
Postes écoles (portable)	32					32
Postes écoles (fixe)	15					15
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	27					27
<b>Petit matériel</b>	<b>6</b>					
Fax	1					1
Vidéo-projecteur	5					5
Clés 4G						0
Bornes Wifi	7			1	Projet : 1226	8
<b>Radio TETRA</b>	<b>1</b>					
Terminaux radio	1					1
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>57</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	56					56
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	1					1
DECT (bornes IP)	0					0

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE TAILLAN-MEDOC**

Parc logiciel mutualisé				Variations suite à la mutualisation				
Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Année d'acquisition	Coûts complets de réalisation : études, conception, réalisation, qualification et recette, reprise de données, licences, évolutions	Coût de fonctionnement annuel	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>								
	Corecal Windows	Ø	Ø					
	Bureautique	Ø	Ø		les suites bureautiques sont acquises en OEM			
	Espaces collaboratifs	Ø	Ø					
	Visio conférence	Ø	Ø					
	Suite créative	Ø	Ø					
	Soft Phone	Ø	Ø					
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)	Ø	Ø					
	Dématérialisation	Ø	Ø					
<b>Métiers</b>								
	Finances	Oui	GFI Phase WEB finances	GFI NEMAUSIC	2013	3 540 €		
		Oui	Appl 2					
	Commande publique	Oui	Ø	Ø				
	Affaires juridiques	Oui	Ø	Ø				
	Ressources humaines	Oui	GFI Phase WEB finances	GFI NEMAUSIC	2013	3 540 €		
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Ø	Ø				
		Oui						
	Fonctions transversales	Oui	Accès Mairie	Bodet	2006	2 953 €	420	
	Espaces verts	Oui	Ø	Ø				
	Propreté	Oui	Ø	Ø				
	Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	APIC -SIG	Spatial	2002	9 317 €	1536	
		Oui	Droit de cité - permis construire	Opéris	2006	11 121 €	2508	
	Animation économique et Emploi	Oui	Ø	Ø				
	Transports	Oui	Ø	Ø				
	Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui	Ø	Ø				
	Solidarités et citoyenneté	Non	Ø	Ø				
	Education	Non	Technocarte	Technocarte	2002	33 055 €	8592	
	Sport	Non	Ø	Ø				
	Société	Non	Ø	Ø				
	Culture (hors médiathèque)	Non	Ø	Ø				
	Population	Non	elections/etat civil	Berger levraut	2011	6 692 €	1857	
		Non	pm	Logitud	2014	1 914 €	259	
		Non	cimetière	Berger levraut	2015	7 824 €	1451	
	Population	Non	3D Ouest		2018		378 €	Ajout / reprise de maintenance
	police	Non	Verbalisation électronique		2018	356 €	215 €	Ajout
<b>Middleware et logiciels supports</b>								
	Réseaux, voix, data	Ø	Ø					
	Bases de données	Ø	Ø					
	Ordonnanceur / automate d'exploitation	Ø	Ø					
	Supervision des applications et des composants techniques	Ø	Ø					
	Sauvegarde (50 To)		veeam backup + avamar	veeam backup and recovery + EMC	2014	1 100 €		
	Gestion / supervision des données et droits associés	Ø	Ø					
	Système de gestion de bases de données relationnelles	Ø	Ø					
	Système de gestion de bases de données relationnelles	Ø	Ø					

Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Année d'acquisition	Coûts complets de réalisation : études, conception, réalisation, qualification et recette, reprise de données, licences, évolutions	Coût de fonctionnement annuel	Evolution	Commentaires
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		Ø	Ø					
		sophos	editeur	2014	3 152 €			
		Ø	Ø					

Nouveauté



## Ville de LE TAILLAN-MEDOC

Chiffrage Total	
Nombre d'ETP mutualisés	0,00

Base CA

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
Coûts réels des ETP <b>0</b>	<b>1</b>	Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI		
		Numérique et systèmes d'information		0
Charges directes réelles de fonctionnement <b>693</b>	<b>2</b>	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...		
		Numérique et systèmes d'information		693
Coûts de renouvellement des immobilisations <b>502</b>	<b>3</b>	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)		
		Numérique et systèmes d'information		490
		Frais financiers (AC de fonctionnement)		12
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments <b>0</b>	<b>4</b>	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).		
		Numérique et systèmes d'information		0
Forfait charges de structure <b>14</b>	<b>5</b>	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.		
			2,00%	14

Total révision AC	1 209
AC Fonctionnement	719
AC Investissement	490

**Avenant n°2 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Mérignac**

**Révision de niveaux de services 2017 - 2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018/ du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Mérignac représentée par son Maire, Monsieur Alain Anziani, dûment habilité par délibération n°XXX, en date du

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Mérignac, signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 concernant les révisions de niveau de service 2016-2017 entre Bordeaux Métropole et la commune de Mérignac, signé en date du 03 avril 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

Le cas échéant, ces évolutions se traduisent également dans les fiches annexes des domaines concernés du contrat d'engagement.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Numérique et systèmes d'information	Nouveaux besoins mobilité 2017, extension Wifi, nouveaux matériels 2018, déploiement 2018 pour les écoles...
Domaine public - voirie	Renvoi à la commune du montant consacré pour le remplacement des candélabres accidentés.

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage.

Les révisions de niveaux de services concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ».

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

**ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2018 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

**ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Mérignac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Alain Anziani

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE MERIGNAC**

	Parc	Variations				
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>638</b>					
Station de travail agents - Basique	584			12	Projet : 1140	629
Client léger	33					
Station de travail agents - Avancée	21					21
<b>PC Portable</b>	<b>42</b>					
PC Portable - Basique	34			11	Projet : 1140	45
PC Portable - Ultra-portable	8			1	Projet : 1140	9
PC Portable - Station de travail						0
<b>MAC</b>	<b>0</b>					
MAC Portables						0
I Mac				1	Projet : 1140	1
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>163</b>					
Téléphones mobiles	163			4	Projet : 1140	167
<b>Smartphone</b>	<b>134</b>					
Smartphones basiques	134			7	Projet : 1140	141
Smartphones milieu gamme				1	Projet : 1140	1
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme						0
<b>Tablette</b>	<b>77</b>					
Tablettes	77			26	(à déduire des données ASAP) Projet : 572 & Projet : 887 & Projet : 1140	103
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>111</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	111					111

Parc		Variations				Nouveau périmètre de référence 2019
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	
<b>Multifonctions</b>	<b>72</b>					
Multifonctions	72			1	Projet : 1140	73
<b>Ecoles</b>	<b>458</b>					
Postes écoles (portable)				20	Projet 815 Classe mobile de 2*8 PC portables école élémentaire A.Lafon 4 PC Portables pour enfants allophones	20
Postes écoles (fixe)	301			-15	Projet 815 Décommissionnement de 15 PC salle TICE de l'élémentaire A. Lafon	286
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	157			4	Projet 815 2 VPI à l'école élémentaire A. Lafon 2 VPI à l'école élémentaire J. Macé	161
<b>Petit matériel</b>	<b>44</b>					
Fax	29					29
Vidéo-projecteur	15					15
Clés 4G						0
Bornes Wifi	70					70
<b>Radio TETRA</b>	<b>27</b>					
Terminaux radio	27					27
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>847</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	793			8	Projet : 1140	801
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	52					52
DECT (bornes IP)	2					2
<b>Logiciels ADOBE</b>	<b>2</b>					
Suite créatives Adobe complètes	2					2

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE MERIGNAC**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
Corecal Windows		Windows Serveur			
Bureautique		Office			
Suite créative		Adobe Cs			
<b>Métiers</b>					
Finances	Oui	SEDIT-Finances	BERGER-LEVRAULT		
	Oui	INFOTH INFOTF INFOCADA	A6CMO		
	Oui	SAGE Financements	SALVIA		
	Oui	SAGE Patrimoine	SALVIA		
	Oui	Regards	Ressources Consultants		
	Oui	Saga (Gestion des Régies)	FUTUR SYSTEM		
Commande publique	Oui				
Affaires juridiques	Oui	Acte-Office (Gestion des délibérations)	BERGER-LEVRAULT		
	Oui				
Ressources humaines	Oui	SEDIT-RH	BERGER-LEVRAULT		
	Oui	INSER Formation	INSER		
	Oui	GALPE	INFO-DECISIONS		
	Oui	TEMPTATION (Gestion des temps)	HOROQUARTZ		
	Oui	QAZAL (Gestion du recrutement)	SAFARI		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui	Abyla (Gestion des bâtiments)	LABEO		
	Oui	Colbert	GFI		
	Oui	Tachostore	ECAP		
Fonctions transversales	Oui	PostOffice (Gestion du courrier)	BERGER-LEVRAULT		
	Oui	Portail Intranet	INEXINE		
Espaces verts	Oui	Générac Espace Verts	MAP Conseil		
	Oui	Foto'Flore	ALSEVE		
Propreté	Oui				
Voirie et DP	Oui	VigieWeb	CITEGESTION		
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Cart@ds	GFI		

### Parc logiciel mutualisé

### Variations suite à la mutualisation

Date de dernière mise à jour : 09/10/2018	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
	Oui				
Animation économique et Emploi	Oui	AGDE	A6CMO		
Transports	Oui				
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui	PELEHAS (Gestion des logements)	AFI		
	Oui				
Solidarités et citoyenneté	Non	Millésime (Gestion Aide Sociale)	IMPLICIT		
	Non	Gamme Apologic (Gestion des seniors)	APOLOGIC		
	Non	GODP Placier		Ajout	
	Non	Adagio	Arpège	Ajout	
	Non	Municipol	LOGITUD		
Education	Non	Concerto	ARPEGE		
Sport	Non	GMA	GMA Consulting		
Société	Non				
Culture	Non	Aloes	ARCHIMED		
Population	Non	MELODIE (Gestion Etat Civil)	ARPEGE		
	Non	MAESTRO (Recensement)	ARPEGE		
	Non	ALTO (Gestion des pièces administratives)	ARPEGE		
	Non	ADAGIO (Elections)	ARPEGE		
	Non	SOPRANO (Gestion de l'animation électorale)	ARPEGE		
	Non	REQUIEM (Gestion des cimetières)	ARPEGE		
Autres	Oui	Gestion indicateurs/pilotage - Développement Durable	ARTAL Technologies		
	Non	e sirius		Ajout	
	Non	Verbalisation électronique		Ajout	
	Oui	SIG	ESRI		

### Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data		OXE-OTMS 8770	ALCATEL		
Bases de données		SQL SERVER	MICROSOFT		
Ordonnanceur / automate d'exploitation					
Supervision des applications et des composants techniques		NAGIOS			
Sauvegarde (50 To)		BACKUP EXEC	SYMANTEC		
Gestion / supervision des données et droits associés					
Système de gestion de bases de données relationnelles		ORACLE	ORACLE France		
Système de gestion de bases de données relationnelles					
Gestion des annuaires techniques		AD2008	MICROSOFT		
Gestion des éditions					
Virtualisation de serveurs		Vsphere 5.0	VMWARE		

### Parc logiciel mutualisé

### Variations suite à la mutualisation

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
	Supervision réseau	NAGIOS			
	Virtualisation d'applications				
	Gestion des impressions				
	Monitoring, pilotage et supervision	NAGIOS			
	Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc	Apsynet	Cim DATACENTER		
	Administration des postes, télédistribution	WSUS - Lan Guard	MS - GFI		
	Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).	SOPHOS / OLFE0 / NETASQ			
	Pilotage de l'activités et des projets				

*Nouveauté*



## Ville de MERIGNAC

### Chiffrage Total

Base CA

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP</b>  <b>0</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
		Domaine public		0
		Numérique et systèmes d'information		0
<b>Charges directes réelles de fonctionnement</b>  <b>7 215</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
		Domaine public		-25 645
		Numérique et systèmes d'information		32 860
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations</b>  <b>25 165</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
		Domaine public		0
		Numérique et systèmes d'information		24 948
		<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		<b>217</b>
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments</b>  <b>0</b>	<b>4</b>	<b>Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
		Domaine public		0
		Numérique et systèmes d'information		0
<b>Forfait charges de structure</b>  <b>186</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
			2,63%	<b>186</b>

<b>Total révision AC</b>	<b>32 566</b>
AC Fonctionnement	7 618
AC Investissement	24 948

**ANNEXE POUR LE DOMAINE NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION – CONTRAT**  
**D'ENGAGEMENT**

**COMMUNE DE MERIGNAC**

**Propos liminaire à l'ensemble du domaine Numérique et systèmes d'Information**

La transition numérique est un mouvement de fond, qui s'accroît fortement. De simple adaptation et incorporation de nouveaux outils, elle devient un mouvement global, qui interroge les entreprises, les collectivités, les citoyens, les modes d'organisation, la culture et les champs d'actions de toutes les structures, transforme progressivement la société dans tous les domaines : économique, social, politique, éducatif, urbain, culturel, administratif...

Relever ces défis nécessite d'être innovant à tous les niveaux, d'anticiper le rythme soutenu d'évolution des technologies, de garantir la sécurité de l'information, de mettre en place des schémas de développement adaptés aux attentes de la population, des entreprises mais aussi aux enjeux majeurs de performance publique dans un contexte de ressources contraintes.

La mutualisation du numérique et des systèmes d'information au sein de service commun témoigne de la volonté, forte et partagée des communes et de la Métropole de co-construire et développer ensemble une politique numérique ambitieuse au service et en support des politiques publiques communales et métropolitaines.

La taille critique ainsi atteinte doit favoriser l'efficacité dans le service rendu, les économies d'échelle la mobilisation de partenaires, l'ingénierie de projets complexes et l'innovation. Elle doit également favoriser la construction d'une offre de service commune et apporter des garanties en matière de performance, de disponibilité et de sécurisation des infrastructures, des plateformes et des données, le tout dans un souci de développement durable.

Le besoin d'agilité et de transparence se concrétise par une série d'outils à construire ensemble qu'il s'agisse de la gouvernance, de l'ambition numérique partagée, des schémas numériques de chaque commune et de contrats d'engagement objet du présent document.

## DOMAINE : NUMERIQUE ET SYSTEME D'INFORMATION

### SOUS-DOMAINES :

- A. CO-CONSTRUCTION DE LA STRATEGIE NUMERIQUE COMMUNALE, GOUVERNANCE ET SECURITE
- B. REALISATION DES PROJETS NUMERIQUES DE COMPETENCE COMMUNALE
- C. FOURNITURE DES POSTES ET ENVIRONNEMENTS NUMERIQUES DE TRAVAIL / ASSISTANCE UTILISATEURS
- D. HEBERGEMENT, EXPLOITATION ET MAINTIEN EN CONDITIONS OPERATIONNELLES DES SYSTEMES D'INFORMATION

### I/ Moyens consacrés par la commune au domaine Numérique et systèmes d'information

Les **moyens consacrés** par la commune au domaine Numérique et systèmes d'information sont détaillés dans la **convention de création des services communs** liée au contrat d'engagement. Les objectifs poursuivis par la Métropole et la commune dans le cadre de ce contrat seront définis au regard des moyens inscrits dans les conventions.

### II/ Missions et activités mutualisées dans le domaine Numérique et systèmes d'information

#### Activités mutualisées par la Commune (y compris son CCAS)

##### A- Co-construction de la stratégie numérique communale, gouvernance et sécurité

- Animation de la veille technologique et de l'innovation au service des métiers
- Co-construction du Schéma Numérique Communal pluriannuel (horizon 3 ans, revu annuellement). En fonction des moyens projets transférés (humains et financiers), ce schéma pourra intégrer, en fonction des choix de la commune :
  - Des projets propres à la commune ;
  - Des projets collectifs qui seront proposés par le service commun en cas de besoins similaires (ex. état civil, e-éducation, médiathèque numérique en ligne, télé services, ...)
  - Des projets métropolitains ou mutualisés déployés sur la commune (ex. aménagement numérique du territoire, RH, Finances, ...).
- Animation de la construction du document stratégique « Ambition Numérique 2020 » avec les élus en charge du numérique, les élus thématiques et les DGS

*Pour l'année 2016, seront utilisés les schémas Directeurs et plans d'actions communaux lorsqu'ils préexistent. Le schéma d'ambition partagée et les schémas numériques communaux 2017-2020 seront élaborés en 2016.*

Animation du rayonnement et des événements numériques majeurs (ex : Semaine Digitale)

- Gestion de la cartographie consolidée du SI intégré en cohérence avec le schéma d'urbanisation numérique et SI des services communs.
  - Définition et contrôle de mise en œuvre des méthodes qualité et des normes applicables au domaine numérique et système d'information
- 
- Elaboration de la politique de sécurité des systèmes d'information
  - Management de la sécurité de l'information, gestion des risques, audits et conformité
  - Homologations de sécurité déléguées pour les téléservices mutualisés le nécessitant

<b>B- Réalisation des projets numériques de compétence communale</b>
<u>Etudes et conseil :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude d'opportunité, indicateurs permettant de suivre le retour sur investissement (ROI) et la valeur attendue</li> <li>• Pré-étude d'avant-projet</li> <li>• Expertise</li> </ul>
<u>Conduite des projets :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pilotage et management des projets en lien avec les maitrisés d'usage</li> <li>• Etudes, conception et spécifications</li> <li>• Passation et exécution des marchés</li> <li>• Réalisation, développements et paramétrage</li> <li>• Qualification, recette, intégration et pré-production</li> <li>• Mise en production et déploiement</li> <li>• Accompagnement au changement et formation</li> <li>• Bilan de projet</li> </ul>
<u>Maintenance applicative :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenance corrective et réglementaire</li> <li>• Maintenance évolutive</li> </ul>
<b>C- Fourniture des postes et environnements numériques de travail / assistance utilisateurs (1)</b>
Conception, préparation et mise à disposition d'un poste et d'un environnement de travail standardisé
Gestion du parc de matériel
Maintenance, réparation des équipements et maintien en condition opérationnelle des environnements numériques de travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance aux utilisateurs (agents, élus et publics identifiés) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Enregistrement de tous types de demandes, incidents et support relatif au domaine NSI</li> <li>○ Résolution et clôture du ticket</li> </ul> </li> </ul>
Formation des utilisateurs en matière de poste et environnement numérique de travail (en lien avec le service RH en charge de l'ingénierie et l'animation du dispositif de formation)
Suivi des interventions et tableaux de bord
<b>D- Hébergement, exploitation et maintien en conditions opérationnelles (MCO) des systèmes d'information (2)</b>
Audit, conseil et conception des infrastructures <ul style="list-style-type: none"> <li>• Audit et conseil</li> <li>• Ingénierie</li> <li>• Mise en place, administration des infrastructures informatique et des réseaux</li> </ul>
Hébergement, exploitation et maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture d'espace d'hébergement sécurisé en salle dédiée en interne ou chez un prestataire hébergeur</li> <li>• Hébergement applicatif sur une infrastructure sécurisée, redondée de serveurs et de stockage avec son environnement logiciel (OS, SGBD, serveurs applicatifs, virtualisation...)</li> <li>• Ingénierie d'intégration, d'exploitation et de surveillance des services applicatifs hébergés</li> </ul>

<p>et des infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contractualisation et pilotage des prestations d'hébergements externalisés et suivi des engagements</li> <li>• Ingénierie, mise en œuvre et administration de réseaux et de télécommunication</li> <li>• Maintien en conditions opérationnelles des infrastructures (gestion des niveaux de services, incidents et maintenances sécurité)</li> </ul>
<p>Hébergement, exploitation et maintien en condition opérationnelle des réseaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénierie, mise en œuvre et administration de réseaux et de télécommunication</li> <li>• Maintien en conditions opérationnelles des infrastructures et équipements (éléments actifs, bornes, fibre...) et notamment exploitation / construction / maintenance des réseaux GFU, WIFI privés et publics</li> </ul>

(1) On entend ici par « Poste et environnement numérique de travail / assistance utilisateurs », l'ensemble des moyens mis à la disposition des utilisateurs pour leur permettre notamment de travailler, se connecter, éditer, être informé, communiquer. Sont notamment couverts par ce domaine :

- Le terminal (PC fixe, ordinateur portable, tablette, ...), ses accessoires et les garanties associées,
- Les applications indispensables au fonctionnement du terminal (systèmes d'exploitation, licences matérielles et d'environnements, ...),
- Les outils bureautiques et collaboratifs dont mail,
- Les services d'impression et de numérisation : individuels et collectifs,
- Les équipements et services de téléphonie (téléphone fixe, fax, téléphone mobile, smartphone, ...),
- L'accès à internet et les abonnements de données éventuels,
- Les services de sécurisation du poste, de stockage et de sauvegarde,
- Ainsi que l'assistance et le support utilisateur afin de traiter les demandes et/ou incidents.

(2) La gestion des courants faibles n'est pas incluse dans le périmètre et devra s'organiser progressivement avec la direction des bâtiments le cas échéant.

### III/ Modalités de mise en œuvre

**III-a/** Les responsables en charge des activités du domaine Numérique et Systèmes d'information **s'engagent à mettre en œuvre** un service s'inscrivant dans un esprit de collaboration interactive, équitable et transparente entre les communes et le service commun métropolitain, en portant une attention toute particulière à :

- garantir le maintien du niveau de service actuellement disponible et assurer le respect des engagements pris, qu'il s'agisse de niveau de performance, d'équipement ou de plage horaire d'intervention. Veiller notamment à la disponibilité et la continuité de service des applications métiers, au stockage et à la conservation des données ;
- prendre en compte et traiter les attentes numériques et SI de chaque commune dans le cadre des moyens transférés ;
- mettre en œuvre des approches globales et des réflexions transverses dans une logique de convergence permettant in fine de dégager des marges de manœuvre source de nouveaux projets et d'amélioration de la qualité de service ;
- appuyer les orientations sur l'état de l'art en matière de démarches projets, de plateformes applicatives et technologiques.

D'une façon progressive, dans un souci de convergence et d'efficience, le service commun :

- mettra en place un centre d'appel multicanal favorisant la prise en compte de l'assistance de premier niveau, la gestion des incidents et des demandes des utilisateurs ;
- favorisera la convergence avec la construction progressive d'un socle partagé, consolidé, sécurisé sur lequel s'appuiera une offre de service applicative partagée ;
- définira une offre de service s'appuyant sur de nouveaux standards en matière d'équipements favorisant les nouveaux usages (collaboratif, mobilité, ....). Il s'agira également de mettre en place des outils et processus d'intervention qui s'inspireront des bonnes pratiques issues du système de management de la qualité ITIL (Information Technology Infrastructure Library).
- Consolidera les infrastructures dans des salles informatiques sécurisées. La métropole se réserve la possibilité d'une externalisation partielle du système d'information, permettant d'intégrer des niveaux de service contraints, 24h/24 7 jours/7 ou encore des besoins ponctuels de capacité.

L'ensemble de cette dynamique s'appuyant sur une approche basée sur des points de rencontre réguliers :

- tant en format « individuel » entre la commune et le service commun, notamment au travers de la mise en place d'un point de contact unique privilégié assuré, pendant la phase transitoire, par l'ancien DSI,
- qu'en format coopératif : entre les communes ayant fait le choix de la mutualisation et le service commun.

### III-b/ Les modes de fonctionnement :

Les modes de fonctionnement ont pour objectif de décrire les interfaces entre les services de la commune et le service commun de la Métropole concernant le domaine Numérique et systèmes d'Information.

Bordeaux Métropole et les communes s'engagent à formaliser des modes de fonctionnement à la mise en place des services communs, les éléments présentés ci-après constituant de premiers éléments explicatifs des modes de fonctionnement envisagés. L'ensemble des modes de fonctionnement qui seront progressivement mis en œuvre s'appuieront sur des référentiels de bonnes pratiques déjà déployés dans plusieurs collectivités impliquées dans la mutualisation. Ainsi le contenu de l'ensemble de ces annexes s'est fortement appuyé sur ces documents de référence tels que ITIL (Information Technology Infrastructure Library), ISO 9001, CMMI (Capability Maturity Model for Integration), COBIT (Control Objectives for Information and Related), TCO (Total Cost of Ownership - modèle du GARTNER Group), ISO 17799 (bonnes pratiques en matière de sécurité des SI).

### DOCUMENTS DE REFERENCE

L'organisation proposée permettra d'animer l'élaboration d'un **schéma numérique par commune centré sur les services à la population** : proximité, éducation, culture, citoyenneté, social, ... Ce document intégrera également les projets métropolitains et transverses déployés sur la commune (ex. Aménagement numérique du territoire, mobilité, collaboratif, Finances, RH...). Ce schéma, élaboré sous la responsabilité des élus communaux, en lien avec les services de la commune et le service commun, constituera le document de référence pour planifier et suivre l'ensemble des projets numériques portés sur la commune.

Ces travaux s'appuieront sur un cadre stratégique partagé « Ambition Digitale 2020 » portant la vision et l'ambition commune des collectivités. Ce document sera élaboré par l'ensemble des acteurs du territoire : élus en charge du numérique, élus thématiques, les directions générales des collectivités, les autres collectivités, les collectifs citoyens, l'Etat, les entreprises, l'université, les écoles et les associations.

### GOUVERNANCE :

Afin d'assurer la définition et la mise en œuvre de ces documents ainsi que le suivi du présent contrat d'engagement, il est proposé de mettre en place la comitologie suivante :

#### Comité numérique stratégique communal

- **Objet** : Elabore, valide et porte le schéma numérique pour la commune, sa mise à jour annuelle et assure un point d'avancement à mi- année sur les projets prévus. Assure les arbitrages éventuellement nécessaires en matière de contrat d'engagement.
- **Participants** :
  - Pour la commune : *élu en charge du numérique (ou d'un représentant désigné par le Maire), des élus thématiques, selon les dossiers abordés, du Directeur général des services et des DGA concernés.*

- Pour le service commun : *le responsable en charge du contact avec la commune concernée (DSI actuel pendant la phase de transition), les directeurs en charge des programmes numériques concernés, le Directeur général en charge du service commun.*
- **Fréquence** : annuel à bi-annuel

#### Comité de suivi du contrat d'engagement :

- **Objet** : Analyse des indicateurs de réalisé, identification de piste d'amélioration éventuelle et des nouveaux besoins à anticiper : nouveaux projets, nouveaux équipements, ...
- **Participants** :
  - Pour la commune : *le Directeur général des services (ou son représentant), référent pour le suivi du contrat d'engagement.*
  - Pour le service commun : *un représentant de la Direction d'appui administrative et financière, le Directeur en charge de l'assistance et de l'offre de service, le responsable en charge du contact avec la commune concernée (DSI actuel pendant la phase de transition).*
- **Fréquence** : trimestriel

#### Point d'avancement opérationnel :

- **Objet** : Suivi continu des activités liées au Numérique et aux systèmes d'information pour la commune : partage des travaux en cours, des priorités et points d'attention identifié, suivi de difficultés (incidents) et anticipation d'actions à venir (déménagement). A ces comités s'ajouteront une participation aux comités de directions en cas de présence de points de décision relatifs aux systèmes d'information ;
- **Participants** :
  - Pour la commune : *référent pour le suivi du contrat d'engagement.*
  - Pour le service commun : *responsable en charge du contact avec la commune concernée (DSI actuel pendant la phase de transition).*
- **Fréquence** : formel toutes les deux semaines.

**A ces comités de suivi et de pilotage pour la commune s'ajouteront les comités mis en œuvre dans le cadre des projets.** D'une manière générale le chef de projet du service commun et le chef de projet métier - maître d'usage managent le projet en conformité avec les bonnes pratiques de la profession. Par exemple, ils préparent au démarrage d'un projet, un "plan projet " qui permet de cadrer les modalités de la collaboration :

- Objectifs du projet
- Définition des gains attendus et du ROI (Retour sur investissement) et des indicateurs de gains qualitatifs ou quantitatifs attendus, retour sur les coûts et charges d'une part, les bénéfices attendus d'autre part
- Plan de financement du projet
- Principaux intervenants impliqués de part et d'autre, hauteur et nature de l'engagement sur la période du projet pour assurer que les ressources nécessaires seront bien présentes et autoriser le démarrage de l'opération
- Modalités de consultation des entreprises
- Planning global du projet, principaux jalons, échéances majeures pour chacun des partenaires : fin de conception et confirmation des charges, recette et validation du travail par les utilisateurs avant démarrage, par exemple
- Dispositif de gestion du changement, d'accompagnement des utilisateurs dans les évolutions des processus de leur métier

## ROLES ET RESPONSABILITES

Rôles et responsabilités globales sur le domaine	
Responsable pour le service commun	Responsable du service commun en charge du contact avec la commune concernée (DSI actuel pendant la phase de transition) représentant le Directeur général du service commun.
Responsable pour la commune	Responsable du suivi du contrat d'engagement représentant le Directeur général des services et sous couvert de l' élu en charge du numérique

Types de saisines	A- Co-construction de la stratégie numérique communale, gouvernance et sécurité	B- Réalisation des projets numériques de compétence communale	C- Fourniture des postes et environnements numériques de travail / assistance utilisateurs	D- Hébergement, exploitation et maintien en conditions opérationnelles (MCO) des systèmes d'information
<b>Saisine ordinaire</b>	<b>Commune</b> : Référent en charge du suivi du contrat d'engagement <b>Service commun</b> : Responsable du service commun en charge du contact avec la commune concernée (Direction des systèmes d'information actuel pendant la phase de transition)	<b>Commune</b> : Chef de projet - maîtrise d'usage <b>Service commun</b> : Chef de projet service commun	<b>Commune</b> : utilisateur (élu, agent, citoyen, ...) <b>Service commun</b> : Centre d'appel	<b>Commune</b> : Responsable applicatif métier <b>Service commun</b> : Chefs de service de la Direction des infrastructures et de la production
<b>Saisine en urgence</b>	<b>Commune</b> : Directeur général adjoint de la commune <b>Service commun</b> : Adjoints au Directeur général du service commun.	<b>Commune</b> : Directeur métier <b>Service commun</b> : Directeur des programmes numériques concerné	<b>Commune</b> : Chef de service de l'utilisateur <b>Service commun</b> : Chef de service centre d'appel et pilotage	<b>Commune</b> : Chef de service en charge de l'application <b>Service commun</b> : Directeur des infrastructures et de la production
<b>Saisine exceptionnelle</b>	<b>Commune</b> : Directeur général des Services <b>Service commun</b> : Directeur général du service commun.	<b>Commune</b> : Directeur général des Services <b>Service commun</b> : Adjoint au Directeur général en charge des programmes numériques	<b>Commune</b> : Directeur en charge de l'utilisateur <b>Service commun</b> : Directeur de l'assistance et de l'offre de service	<b>Commune</b> : Directeur en charge de l'application <b>Service commun</b> : Adjoint au Directeur général en charge de la stratégie et des systèmes d'Information

## **IV/ Les engagements de service**

### **IV-a/ Engagements de service généraux et priorités**

Les principales priorités / dossiers prioritaires en matière de numérique et de systèmes d'Information sont les suivants :

- Mise en place, au regard des engagements de l'équipe municipale (feuille de route 2015-2020), d'une stratégie numérique : volet seniors, e-éducation, services aux usagers, simplification des démarches administratives, etc.
- Mise en œuvre d'une solution de gestion de la relation usagers, dans le cadre de la démarche de refonte de la relation usagers engagée par la collectivité.
- Mise en œuvre d'une solution de gestion électronique de documents, en cohérence avec la démarche engagée par la collectivité de dématérialisation progressive des documents (y compris dématérialisation des échanges comptables).

### **IV-b/ Les indicateurs et valeurs cibles**

Des éléments de volumétrie seront à identifier pour disposer d'une référence de volume d'activités transférées. Si le volume de dossiers traités par an augmente en année N, cette variation sera à prendre en compte dans l'analyse de l'atteinte des niveaux d'engagement.

Sous-domaines de mutualisation	Engagements de service du domaine Numérique et systèmes d'informations	Indicateurs (Définition/ Mode de calcul de l'indicateur)	Périodicité de suivi	Source de suivi*	Niveau de service constaté (et volumétrie correspondante)	Conditions de réalisation de l'engagement
A. Co-construction de la stratégie Numérique communale, Gouvernance et Sécurité	<b>Engagement 1.1 :</b> Produire et actualiser un plan d'actions pluriannuel pour la commune	<b>Indicateur 1.1.1 :</b> Elaboration et mise à jour annuelle d'un schéma Numérique communal (sur 3 ans)	Annuelle	Livable	Existence : <b>Oui</b> - 2014-2018 Revue annuelle	
	<b>Engagement 1.2 :</b> Maitriser les risques liés aux systèmes d'information	<b>Indicateur 1.2.1 :</b> Niveaux de maturité en sécurité des systèmes d'information sur la base de la norme ISO 27001	Annuelle	Audit	Existence : Oui (2014) <b>Niveau constaté (/5) :</b> conformité 0,6 , continuité 1, incidentiel 1,3 , organisation/RH 0, Accès 3.1	
B. Réalisation des projets numériques de compétence communale	<b>Engagement 2.1 :</b> Réaliser les projets conformément aux priorités partagées et définies au schéma numérique communal	<b>Indicateur 2.1 :</b> Charge consacrée aux projets	Mensuelle ou trimestrielle	Outil de gestion de projets	<b>572 j/h</b> consacrés chaque année aux projets	
	<b>Engagement 2.2 :</b> Maintenir les applications métiers du système d'information de la commune	<b>Indicateur 2.2 :</b> Etendue du parc applicatif maintenu	Annuelle	Outil gestion de projet	<b>Inventaire du parc applicatif transféré annexé à la convention</b>	
C. Fourniture des postes et environnements numériques de travail / assistance utilisateurs	<b>Engagement 3.1 :</b> Assurer le renouvellement des postes et environnements numérique de travail (PENT)	<b>Indicateur 3.1.1 :</b> Taux de modernisation du parc des PENT actuels	Annuelle	Inventaire du parc des PENT	<b>18 % par an</b>	
	<b>Engagement 3.2 :</b> Maintenir les horaires d'ouverture du service d'assistance /support de la commune	<b>Indicateur 3.2.1 :</b> Heures d'ouvertures de l'assistance / support sur le niveau 1	Annuelle	Données d'exploitation du service	<b>9h/jour</b> (assistance disponible sur les horaires d'ouverture des services soit de <b>8h30 à 17h30</b> )	
	<b>Engagement 3.3 :</b> Assurer la prise en compte de la demande ou de l'incident dans les meilleurs délais	<b>Indicateur 3.3.1 :</b> Délai de prise en compte des demandes	Mensuelle ou trimestrielle	Centre d'assistance et de support utilisateurs	Délai moyen : <b>J + 2 à compter de la soumission de l'incident</b> (délai constaté / pas de SLA)	
		<b>Indicateur 3.3.2 :</b> Délai de résolution des incidents par criticité			Pour l'arrivée de nouveaux agents, la demande d'arrivée d'un nouvel agent doit être transmise le mois précédent l'arrivée de l'agent pour nous permettre de procéder à l'ouverture des droits et à la mise à disposition des ressources. Pour des demandes de nouveaux équipements, nous demandons dans la majorité des cas à ce qu'elles soient	

					<p>prévues lors du recensement des besoins au moment de la préparation budgétaire.</p> <p>Dans les autres cas : non mesuré actuellement, à calculer sur la base de l'existant, un objectif sera défini conjointement pendant l'année <b>2016</b></p>	
D. Hébergement, exploitation et maintien en conditions opérationnelles (MCO) des systèmes d'information	<b>Engagement 4.1 :</b> Assurer la disponibilité et la continuité de service des applications et services métiers critiques	<b>Indicateur 4.1 :</b> Délai de remise en service	Mensuelle ou trimestrielle	Direction des infrastructures et de la production	Délai moyen : J + 2 à compter de la soumission de l'incident (délai constaté / pas de SLA)	
	<b>Engagement 4.2 :</b> Assurer le stockage et la conservation des données et des informations de la commune	<b>Indicateur 4.2.1 :</b> Délais de restauration	Annuelle	Direction des infrastructures et de la production	<b>Non mesuré actuellement</b> , à calculer sur la base de l'existant, un objectif sera défini conjointement pendant l'année <b>2016</b>	
		<b>Indicateur 4.2.2 :</b> Durée maximum d'enregistrement des données qu'il est acceptable de perdre			<b>1j pour les données système</b> <b>12h pour les bases de données</b>	

*\*Sources : la commune justifie ici de la valeur du niveau de service atteint en année N (suivi d'activité automatisé, manuel, enquête de satisfaction, certification...). Cf. article 2 du contrat d'engagement.*

<b>V/ Les engagements spécifiquement souscrits pour la conformité légale des traitements de données à caractère personnel dont la commune est « responsable de traitement »</b>
---

## **Contexte**

Le Règlement général pour la protection des données (RGPD) 2016-679, du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à « la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données », entre directement en vigueur au sein de chaque état membre de l'Union Européenne le 25 mai 2018. Il vise à adapter le droit et améliorer la protection de la vie privée et des libertés individuelles dans le cadre de la société numérique, en intensifiant les obligations des opérateurs publics ou privés traitant des données à caractère personnel. Ce règlement renforce notamment :

- Le marché commun de l'économie numérique, en harmonisant les législations des états membres.
- Les droits et l'information des individus dont les données sont utilisées, leur reconnaissant un véritable droit à « l'autodétermination informationnelle ». A ce titre, il accroît leurs droits d'information, d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et leur reconnaît de nouveaux droits tels que la portabilité des données, permettant de faire transférer ses données d'une entreprise à l'autre.
- Les obligations des acteurs intervenant sur les traitements, qu'ils agissent en qualité de « responsables de traitements », définissant les finalités et les moyens d'un traitement ou de « sous-traitants » intervenant directement ou indirectement sur ordre des premiers.

Tous, à égalité, sont désormais tenus de respecter les nouvelles exigences de sécurité imposant de prendre en compte spécifiquement les risques pesant sur la vie privée des citoyens, avant la mise en œuvre de chaque nouveau traitement ainsi que les exigences d'inventaire et de documentation de la conformité des traitements.

## **V-a/ Définitions**

En conformité avec les textes applicables il est défini que :

- Sont des « données à caractère personnel », toutes les informations se rapportant à une personne physique dénommée « personne concernée », dès lors que celle-ci est identifiable :
  - o directement (nom prénom, photo, e-mail nominatif...),
  - o indirectement (numéro d'identification, données de localisation, données propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale...)
- Constituent des « traitements de données à caractère personnel » toutes opérations portant sur de telles données quel que soit le procédé utilisé : collecter, enregistrer, organiser, conserver, modifier, combiner, transmettre...)

- Sont concernés au premier chef les traitements informatisés, mais aussi les fichiers « papier » s'ils constituent des traitements stables, organisés méthodiquement, accessibles selon des critères déterminés (plan de classement, ordre alphabétique ou chronologique, formulaires nominatifs...).
- A qualité de « responsable de traitement » (RT), la personne physique ou morale qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement de données à caractère personnel considéré.
- Ont qualité de « responsables conjoints » les personnes qui définissent conjointement les finalités et les moyens d'un tel traitement.
- A qualité de « sous-traitant », la personne physique ou morale qui traite les données pour le compte du responsable de traitement. Le sous-traitant peut lui-même recourir à des « sous-traitants ultérieurs » dans le respect de conditions contractuellement définies par le responsable de traitement.
- A qualité de « Délégué à la Protection des Données » d'un organisme (DPO), la personne physique désignée par un acte formel du représentant légal de l'organisme, chargée de piloter et de contrôler la conformité interne des traitements à la législation en vigueur.
- Sont qualifiées de « règles d'or » les principales obligations pesant sur le responsable de traitement résumées comme suit :
  1. Principe de licéité, de loyauté, de transparence du traitement
  2. Principe de finalité déterminée, explicite, légitime de chaque traitement
  3. Principe de minimisation des données collectées au regard des stricts nécessités du traitement considéré
  4. Principe d'exactitude des données impliquant leur rectification en tant que de besoin ou leur suppression
  5. Principe d'information des personnes dont les données sont traitées
  6. Principe de sécurité et de confidentialité des données traitées
  7. Principe de responsabilité imputant à chacun des acteurs intervenant dans le traitement de données à caractère personnel, la réalisation de formalités et d'actions spécifiques.

Par ailleurs il est précisé que l'autorité de régulation nationale est la CNIL (Commission nationale informatique et libertés)

#### **V-b/ Règlement général sur la protection des données (RGPD)- Principes et responsabilités**

Le RGPD tend à égaliser les responsabilités des responsables de traitement et sous-traitants, susceptibles d'être conjointement engagées.

En contrepartie d'un allègement des formalités préalables, chaque acteur de la chaîne de traitement est tenu de documenter précisément les actions prouvant la conformité au RGPD (principe d'autorégulation), sachant qu'en cas de manquement constaté (contrôle CNIL aléatoire ou sur réclamation ciblée) les sanctions financières potentielles sont considérablement renforcées.

### **Responsabilités communes aux responsables de traitement et sous-traitants**

- Le RGPD leur impute en commun, l'obligation d'une mise en conformité « dynamique » des traitements de données à caractère personnel (principe d'accountability).

Ainsi, par défaut, dès la conception, les traitements de données à caractère personnel doivent être paramétrés pour fournir un niveau de sécurité adapté, en priorisant la protection de la vie privée. De véritables « analyse d'impact sur la vie privée » peuvent être requises, ainsi qu'une saisine de la CNIL, par exemple pour des traitements concernant des usages innovants, des données sensibles ou des traitements à grande échelle (principes de security by default et privacy by design).

- Les autorités publiques, qu'elles soient responsables de traitement ou sous-traitant, doivent désigner un Délégué à la protection des données ou « DPO » qui peut être commun à plusieurs organismes.

Il est chargé de veiller à la conformité au RGPD de l'ensemble des traitements mis en œuvre par l'organisme qui l'a désigné.

Il doit disposer des compétences professionnelles requises et bénéficier de moyens et de ressources adéquats.

- Chacun, responsable de traitement et sous-traitant, doit tenir un registre des traitements de données à caractère personnel effectués. Celui-ci est à produire à toute demande des administrés ou à tout contrôle de l'autorité nationale de régulation, la CNIL.

Celui-ci doit être adossé à des documentations techniques attestant de la conformité de chaque traitement.

Le responsable de traitement recense notamment pour chaque traitement : les finalités, les données collectées, les destinataires, les durées de conservation, les principales mesures de sécurité...

Le sous-traitant recense pour sa part, les catégories de traitement effectuées pour le compte de chaque « responsable de traitement » ainsi que les principales mesures organisationnelles et techniques liées à leur sécurité.

- De façon concertée, toutes les « failles de sécurité » doivent être identifiées pour permettre une déclaration sous 72 heures à l'autorité de contrôle voire, une notification aux personnes concernées. Elles sont également consignées par chacun dans un registre exhaustif.

### **Responsabilités propres au « responsable de traitement »**

- Chaque responsable de traitement est tenu de mettre en œuvre les mesures organisationnelles et techniques permettant d'assurer la conformité et la sécurité des traitements. Il demeure, tout au long du cycle de vie du traitement, le premier garant du respect des « règles d'or ».

Il veille particulièrement à la bonne information des personnes concernées et à la bonne mise en œuvre de leurs droits (droit d'information, d'accès, de rectification, d'opposition, à la limitation, à la portabilité ...).

- En cas de responsables de traitements conjoints, ceux-ci doivent définir de façon transparente leurs obligations respectives par voie d'accord écrit. Les personnes concernées pourront exercer leurs droits à l'égard et à l'encontre de chacun d'eux.

- Le responsable de traitement ne recourt qu'à des sous-traitants aptes à appliquer les mesures organisationnelles et techniques appropriées de manière à ce que le traitement soit conforme au RGPD.

Tout recours à la sous-traitance fait l'objet d'un contrat écrit détaillant les instructions données au sous-traitant qui ne doit agir que sur ordre du responsable de traitement.

### **Responsabilités propres au « sous-traitant »**

Celui-ci a l'obligation de s'en tenir aux instructions documentées du responsable de traitement et de prendre toutes les mesures de sécurité requises conformément à l'article 28 et 32 du RGPD. Il s'agit et notamment de garantir des moyens permettant d'assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement, afin de préserver les données de tout accès non autorisé ou de toute perte ou destruction.

Il tient à la disposition du responsable de traitement toutes les documentations nécessaires pour attester de la conformité et pour permettre la réalisation d'audits.

Il a un devoir d'aide et de conseil auprès du responsable de traitement, en vue de la conformité du traitement au RGPD et un devoir d'alerte en cas de constat de non-conformité.

Il aide le responsable de traitement à répondre aux demandes des personnes concernées souhaitant exercer leurs droits.

Il peut voir sa responsabilité engagée, notamment en cas de non-respect des obligations propres au sous-traitant ou d'agissement en dehors des instructions du responsable de traitement.

Il ne recourt à des « sous-traitants ultérieurs » que sur autorisation écrite spécifique ou générale du responsable de traitement. Il le tient informé et reste le garant de la conformité aux instructions, des actions ainsi déléguées.

### **V-c/ Identification des acteurs dans le cadre de la mutualisation du Système d'information**

Le rôle de « responsable de traitement » incombe en toutes hypothèses à la commune pour chacun des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre pour son compte.

La Métropole qui met le système d'information mutualisé dont elle est propriétaire à disposition des agents des services communs ou des services municipaux utilisant des traitements pour le compte de la commune, endosse selon le cas :

- le rôle de « responsable de traitement » pour les traitements qui lui sont propres,

- le rôle de « responsable conjoint » si elle a contribué à définir les finalités et les moyens du traitement communal considéré en ayant qualité de pouvoir adjudicateur,
- le rôle de « sous-traitant » pour les autres traitements communaux créés ou exploités via le système d'information commun, sans qu'elle en ait défini les finalités et les moyens.

Des tiers, extérieurs à la commune et à Bordeaux Métropole, tels que des fournisseurs, prestataires, délégataires, ou autres, sélectionnés ou désignés dans le respect des règles applicables à leur contrat, peuvent également tenir un rôle de « responsables conjoints », de « sous-traitants » ou de « sous-traitants ultérieurs » en fonction des cadres contractuels en cause.

Chaque entité, Commune ou Métropole, a l'obligation de désigner un « Délégué à la protection des données » (DPO), chargé de veiller à la conformité des traitements de données à caractère personnel de l'entité qui l'a nommé. Il peut être mutualisé entre la Commune et la Métropole, dès lors qu'il est doté des compétences et des moyens nécessaires au bon exercice de ses missions.

Bordeaux Métropole, pour sa part, a désigné un DPO interne, mutualisé avec la ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale de cette ville.

Outre ses missions légales, il est chargé de la tenue des registres des traitements de ces entités.

Il doit impérativement être consulté avant mise en œuvre de tout nouveau traitement contenant des données à caractère personnel.

D'une façon générale, il doit être associé « en temps utiles » à toute question relative à la protection des données, tout au long de la mise en œuvre des traitements.

Afin de faciliter la circulation des informations et des consignes, il s'appuie sur un réseau de « correspondants RGPD » désignés au sein des directions générales et de chaque commune ayant mutualisé son système d'information (à défaut, son interlocuteur est le DGS).

#### **V-d/Les obligations spécifiquement souscrites**

Le RGPD impose de définir de façon transparente les responsabilités respectives de chacun entre la Commune, responsable de traitement, et Bordeaux Métropole, qui endosse, selon le cas, le rôle de responsable de traitement conjoint ou de sous-traitant. Dans ce but il est expressément convenu ce qui suit :

#### **Les engagements constituant le « socle commun » à toutes les communes, membres du système d'information mutualisé**

- Le choix des sous-traitants (de premier rang ou de rang ultérieurs)

Afin de permettre la construction d'un système d'information mutualisé unitaire et rationalisé, il est convenu par les présentes, que la commune donne délégation générale à Bordeaux Métropole pour sélectionner les sous-traitants fournisseurs ou prestataires, qu'il s'agisse de traitements exclusivement communaux ou de traitements partagés entre les communes et Bordeaux-Métropole.

Bordeaux-Métropole s'engage en toutes hypothèses à communiquer à la commune toutes les informations relatives aux prestataires concernés et au contenu des engagements souscrits.

Dans l'hypothèse où la commune exprimerait un besoin spécifique différent de la solution mutualisée ainsi offerte, et sous réserve d'un constat de faisabilité technique validé par les deux parties, il appartiendrait à la commune d'en supporter spécifiquement le coût, et de se conformer au processus standard d'acquisition applicable, conformément à l'article 6 des présentes.

- La gestion des demandes des personnes concernées, hors information concernant les violations de données

Le délai de réponse à toute demande d'exercice de ses droits par une personne concernée (droit d'information, d'accès, de rectification, d'opposition, à la limitation, à la portabilité ...), est d'un mois à compter de l'entrée en vigueur du RGPD.

Afin de respecter au mieux ce délai, Bordeaux Métropole est désignée responsable des relations avec les usagers exerçant leurs droits. Elle se chargera de réunir les éléments nécessaires.

Préalablement à l'envoi de toute réponse, afin de tenir compte des observations de la commune, elle se rapprochera des services communaux concernés par le traitement en cause et recueillera leurs observations.

- L'information des usagers concernant les « violations de données »

Le RGPD définit un délai de 72 heures pour notifier à la CNIL les « violations de donnée » qui sont des violations de sécurité susceptibles de porter atteintes aux droits et libertés des personnes concernées (pertes de contrôle sur les données, discrimination, vol, usurpation d'identité, perte financière, atteinte à la réputation...). Cette notification mentionne les mesures prises pour y remédier et en atténuer les conséquences.

Tout retard doit être motivé auprès de la CNIL. En outre, s'il est estimé que la violation engendre un risque élevé pour les personnes concernées, le responsable de traitement leur communique la violation de données sans délai.

Toutes les violations, notifiées, ou non notifiées (en cas de constat de faible risque pour les droits et libertés des personnes) sont consignées dans un registre, assorti de la documentation retraçant l'ensemble des éléments attestant d'une gestion conforme au RGPD (délai de notification, éléments d'analyse, choix des actions correctives, mesures adoptées pour pallier aux conséquences, informations des personnes...)

La gouvernance de ce type d'incident à Bordeaux Métropole fait l'objet d'une procédure décrite dans le Programme général de sécurité des systèmes d'information (PGSSI), impliquant le Responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) et le DPO.

Afin de gérer au mieux les incidents de cette nature touchant aux traitements de données à caractère personnel communaux, dont la prise en charge au sein du système d'information mutualisé s'est effectuée dans le respect des processus définis à l'article 6 des présentes, la commune convient de confier l'intégralité des actions nécessaires pour gérer toute violation de données dans le respect

du RGPD, y compris, le cas échéant, l'information des usagers, à Bordeaux Métropole, via son RSSI qui agira en collaboration avec le(s) DPO de Bordeaux Métropole et de la commune.

Préalablement à l'envoi de toute réponse, le RSSI et le DPO de Bordeaux Métropole se rapprocheront des services communaux concernés, pour recueillir leurs observations ou consignes et agir en concertation.

- La désignation du DPO

En application du RGPD, chaque commune responsable de traitement est tenue de désigner un DPO à compter du 25 mai 2018.

La commune a souhaité mutualiser cette fonction avec Bordeaux Métropole. Elle désigne dans les formes requises et avec son accord le DPO concerné. Elle définit dans la lettre de mission qu'elle lui notifie les modalités lui permettant d'assurer sa mission sur le périmètre de la totalité des traitements communaux.

#### **V-e/Processus d'acquisition des nouveaux traitements - mise en œuvre des obligations du RGPD**

L'analyse des typologies de création ou d'acquisition de nouveaux traitements de données à caractère personnel, depuis la mise en place de la mutualisation, révèle les trois hypothèses suivantes :

##### **V-e/1- Expression d'un besoin incluant un traitement de données à caractère personnel, au sein d'un « projet numérique » commandé via le service commun DGNSI**

Conformément aux principes définis au paragraphe B II/ « Missions et activités mutualisées dans le domaine Numérique et Systèmes d'Information supra, les commandes de projets numériques se découpent en 3 phases :

- étude et conseil
- conduite de projet
- maintenance applicative

Conformément à la fiche technique intitulée « commande d'un projet numérique », un « diagnostic d'architecture et de sécurité » est réalisé au cours de l'étape « étude et conseil », en amont de la validation du projet et du lancement des procédures d'acquisition s'y rapportant.

Tout traitement de données à caractère personnel identifié au cours de cette phase implique la saisine du DPO par le chef de projet informatique. Ainsi, lorsque le projet est validé, les procédures requises par le RGPD peuvent être mise en œuvre de concert entre le service commun DGNSI et le ou les DPO de la commune et de Bordeaux Métropole, avant la conception technique du projet (« privacy by design »). La preuve de cette analyse est conservée en vue de documenter le registre et la produire en cas de litige, ou à tout contrôle de la CNIL.

**V-e/2- Expression d'un besoin incluant un traitement de données à caractère personnel au sein d'un projet non identifié spécifiquement comme un projet numérique géré par la DGNSI, impliquant une procédure contractuelle traitée par un service de la commande publique**

Avec l'objectif d'une administration totalement dématérialisée pour 2023 et suite à l'ordonnance 2014-1330 imposant la saisine de l'administration par voie électronique, la part des projets de marchés d'acquisition, de fourniture, de services ou de travaux, ainsi que la part des délégations de service public, qui comprennent un fort volet numérique, ne cesse de croître. Pour autant ces projets ne constituent pas nécessairement, à titre principal, des projets numériques traités par la DGNSI.

Il appartient en conséquence aux agents chargés de la procédure initiale de mise en concurrence, d'identifier la présence de données à caractère personnel au sein des traitements susceptibles d'être mis en œuvre et de saisir la DGNSI ainsi que le DPO en amont de la rédaction des pièces du dossier de mise en concurrence, conformément à une fiche technique intitulée « conformité au RGPD dans les procédures contractuelles comportant un volet numérique ».

**V-e/3- Questions ou usages soulevant des problématiques RGPD, impliquant une saisine préalable du DPO**

Les services communaux ou les services communs peuvent envisager :

- des projets d'évolution de traitements de données à caractère personnel existants (nouvelles extractions pour des analyses prospectives, des croisements, des évolutions des fonctionnalités ou de destinataires...).
- la création directe de nouveaux traitements (projets de traitements bureautiques, utilisation de services gratuits en mode Saas par exemple pour des enquêtes d'opinion ...).

Ces cas requièrent l'avis préalable du DPO, dès lors qu'ils concernent des données à caractère personnel. Celui-ci orientera, si nécessaire, le demandeur, vers une demande de projet numérique visée au **V-e/1**.

Conformément à la fiche technique intitulée « saisine directe du DPO », ces projets ne doivent pas être mis en œuvre sans l'avis conforme du DPO de Bordeaux Métropole et de la commune qui l'inscrira (ont) aux registres concernés.

Dans les trois cas présentés ci-dessus (V-e/1, V-e/2, V-e/3) dès lors que la création d'un traitement est validée, les services communs et plus particulièrement la DGNSI ainsi que les directions et services chargés de la commande publique, veilleront à la bonne mise en œuvre des différentes mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour garantir un niveau de sécurité des données adapté au risque, conformément au RGPD et à la PGSSI du SI mutualisé.

**V-f/ Application du droit à l'effacement**

Conformément au droit à l'oubli défini par le RGPD, les données ne peuvent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées que pour la durée nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

La procédure mise en œuvre à l'issue de la durée de conservation initiale prévue pour un traitement consiste :

**V-f/1-** soit en l'effacement des données personnelles elles-mêmes

**V-f/2-** soit en l'anonymisation des données rendant impossible toute identification des personnes concernées

**V-f/3-** soit en l'archivage intermédiaire, pendant les durées nécessaires pour les besoins juridiques (preuve, contentieux). Dans ce cas, l'accès aux données est restreint aux personnes habilitées à cette unique fin, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées. A l'issue de cet archivage intermédiaires les données font l'objet des mesures prescrites aux articles V-f/1, V-f/2 ou V-f/4

**V-f/4-** soit en l'archivage définitif des données, décidé par le Responsable de Traitement, dans le respect du Code du patrimoine pour des fins archivistiques dans l'intérêt public, ou des fins de recherche scientifique ou historique ou statistiques.

Concrètement, dès lors qu'un traitement a été mis en œuvre dans le respect de l'article V-e/ des présentes, les options V-f/1, V-f/2 et V-f/3 sont appliquées par les services communs de Bordeaux Métropole compétents, et notamment la DGNSI, selon les procédures internes applicables.

Dans l'hypothèse V-f/1, la commune pour laquelle ce traitement est mis en œuvre sera informée préalablement à la date d'effacement prévue afin d'être en mesure de réitérer son accord pour cette action.

Dans l'hypothèse où la commune envisage un archivage définitif de certaines données, il lui appartient, dans le respect de l'article 89 du RGPD, de définir et de mettre en œuvre les moyens et procédures nécessaires pour conserver les données et garantir le respect des droits et libertés des personnes concernées.

## **V-g/ Gouvernance**

Les instances de gouvernance de la sécurité du système d'information mutualisé, décrites au sein de la PGSSI, qui est jointe au référentiel de documents permettent d'aborder les questions liées à la mise en œuvre du RGPD. Trois instances y sont identifiées (comité stratégique de sécurité, comité de pilotage de la sécurité, comité de suivi des actions récurrentes de sécurité).

La PGSSI précise qu'en cas de difficulté avérée entre les préconisations des services de Bordeaux Métropole et les services de la commune, au sujet d'un traitement de données à caractère personnel relevant de la commune, un arbitrage formalisé pourra être recherché auprès du Directeur général des services communaux et du Directeur général des services de Bordeaux Métropole. L'avis de l'Inspecteur général des services de Bordeaux Métropole pourra être également être recherché. Le cas échéant, la CNIL pourra être interrogée.

## **V-h/ Auditabilité**

Le RGPD prévoit que chaque sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le RGPD et pour permettre la réalisation d'audits y compris des inspections, par le responsable de traitement.

Dans cette optique, Bordeaux Métropole tiendra à disposition de la commune tous les documents (registre des traitements, registre des violations de sécurité, documentation technique...) afférents.

L'agent métropolitain, désigné « référent numérique » sera l'intermédiaire apte à expliquer et faciliter la compréhension des éléments techniques pouvant être sollicités par la commune à ce sujet.

## **V-i/Sensibilisation des personnels**

Des campagnes de sensibilisation ciblées seront progressivement organisées par Bordeaux Métropole à compter du premier semestre de 2018, au profit de l'ensemble des agents des services communs. Ces sessions seront ouvertes aux agents communaux concernés par le RGPD.

Elles seront articulées avec l'information relative à la politique générale de sécurité des systèmes d'information.

Pour sa part, la commune s'assure que ses services disposent du niveau d'information et de sensibilisation requis pour la bonne application du RGPD.

## **V-j/Limitation de la responsabilité contractuelle de Bordeaux Métropole**

Conformément aux cas de figures décrits à l'article **V-e/** supra, au titre du RGPD, il apparaît spécifiquement que la responsabilité du Président de Bordeaux Métropole, dans le cadre de la mutualisation du système d'information, peut ressortir, soit de la qualité de « responsable conjoint des traitements », soit de la qualité de « sous-traitant », vis-à-vis de chacun des traitements communaux s'appuyant sur le système d'information mutualisé.

Le système d'information mutualisé constitue un outil commun, qui doit tendre vers la meilleure qualité de services, et notamment la meilleure sécurité et la meilleure conformité aux règles de droit applicables. Il est tenu de procurer un service de confiance aux élus, agents et usagers.

Ce faisant, les parties conviennent expressément, aux termes des présentes, que tout processus de création ou d'acquisition d'un nouveau traitement de données à caractère personnel devra intervenir dans le respect du référentiel documentaire et notamment des règles et processus standard décrits aux termes de « fiches techniques ou de politiques spécifiques » ou autres documents techniques collectivement applicables aux utilisateurs du système d'information, tels que visés à l'article 6 des présentes et notifiés à la commune par courrier au directeur des services.

Ces règles et processus standard sont notamment destinées à permettre la bonne application du RGPD et une bonne sécurité du système d'information.

En cas de non-respect par la commune des processus standardisés prédéfinis et notifiés à celle-ci, Bordeaux Métropole dégage expressément toute responsabilité contractuelle et sera susceptible de demander à celle-ci, réparation de tout débours qui résulterait d'une mise en œuvre de traitements non conformes.

#### **V-k/Responsabilités afférentes aux traitements créés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent avenant**

Avant l'entrée en vigueur du présent avenant, ou au plus tard avant le 31 décembre 2018, la commune s'engage à faire réaliser et à fournir à Bordeaux Métropole, un état des lieux exhaustif des traitements communaux de données à caractère personnel antérieurs, ici appelés « traitements communaux antérieurs » transmis lors la mutualisation des services et encore actuellement utilisés pour son compte par des agents communaux ou des agents des services communs. Ce document aura valeur contractuelle.

Elle communiquera également les déclarations déjà réalisées auprès de la CNIL, ou la copie de son registre.

Il lui appartient de s'assurer que les traitements communaux antérieurs, clos, sont traités conformément aux dispositions de l'article 8 supra (Application du droit à l'effacement) et de déclarer l'arrêt de ceux-ci auprès du DPO.

Il est expressément convenu que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne peut être recherchée à aucun titre que ce soit, concernant l'éventuelle non-conformité au RGPD des traitements communaux antérieurs. La commune dédommagera en conséquence, Bordeaux Métropole, de tout débours ou préjudice qui pourrait résulter d'une non-conformité au RGPD des traitements communaux antérieurs concernés. Un plan d'action relatif aux traitements communaux antérieurs identifiés comme nécessitant une requalification prioritaire sera définie conjointement.

La responsabilité de Bordeaux Métropole est engagée dès lors qu'un traitement communal antérieur aura fait l'objet d'une évolution fonctionnelle demandée par la maîtrise d'usage, traitée par Bordeaux Métropole selon un processus normalisé décrit à l'article 6 des présentes.



**Avenant n°3 à la Convention cadre pour la création de services communs entre  
Bordeaux Métropole et la commune de Pessac  
Révisions de niveaux de services 2017-2018**

**Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n° ..... du 21 décembre 2018

d'une part,

**Et**

La commune de Pessac représentée par son Maire, Monsieur Franck Raynal, dûment habilité par délibération n° ..... du .....,

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération N° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Pessac signée en date du 17 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Pessac, concernant le rattachement du service commun des archives à Bordeaux Métropole, signé en date du 1<sup>er</sup> mars 2018,

Vu l'avenant n°2 à la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Pessac, concernant les révisions de niveaux de service 2016-2017, signé en date du 30 janvier 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

#### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

<b>Domaines</b>	<b>Objet de la révision de niveau de service</b>
Domaine public	Prise en charge des nouveaux espaces aménagés et révision du plan de gestion du Parc du Bourgaillh (espaces verts / propreté).
	Prise en gestion des espaces publics liés à Bellegrave (espaces verts / propreté / voirie).
	Plan 1 jour 1 arbre : régularisation suite à la mise en place du marché ville de plantation et arrosage des arbres sur les 3 premières années suivants la plantation (espaces verts).
	Encadrement de l'activité liée à l'entretien des espaces verts des cimetières (espaces verts).
	Sanitaires publics centre-ville, Monteil, Bitaly (voirie)
Affaires juridiques	Documentation : achats d'abonnements supplémentaires
Numérique et systèmes d'information	Accompagnement numérique à la rénovation de la salle Bellegrave Verbalisation électronique Déploiement 2018 pour les écoles

Cadre de vie - foncier	Honoraires des diagnostics bâtiments et plans topographiques : régularisation du montant versé par erreur à la commune dans le cadre des RNS 2016-2017.
------------------------	---

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »**

Par le présent avenant, il est décidé, l'évolution des effectifs mutualisés par la commune de Pessac tel que détaillé ci-dessous.

Domaines concernés par une révision de niveaux de services	Equivalents Temps Plein (ETP) des agents mutualisés*	ETP compensés sans agents mutualisés
Domaine public – Espaces verts	0	0.2
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0.2</b>
<b>Total Général</b>	<b>0.2</b>	

### **ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 reste inchangé.

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent remplacer celles établies lors des cycles précédents.

### **ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services,

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2019 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

### **ARTICLE 6 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 7 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Pessac,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Franck Raynal

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE PESSAC**

	Parc	Variations				
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>347</b>					
Station de travail agents - Basique	347			2	Projet : 633	349
Station de travail agents - Avancée	0					0
<b>PC Portable</b>	<b>39</b>					
PC Portable - Basique	21					21
PC Portable - Ultra-portable	18					18
PC Portable - Station de travail	0					0
<b>MAC</b>	<b>10</b>					
MAC Portables	0					0
I Mac	10					10
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>132</b>					
Téléphones mobiles	132					132
<b>Smartphone</b>	<b>104</b>					
Smartphones basiques	40					40
Smartphones milieu gamme	64					64
<b>Smartphone</b>	<b>16</b>					
Smartphones haut de gamme	16					16
<b>Tablette</b>	<b>62</b>					
Tablettes	62					62
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>93</b>					

Parc		Variations				
<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
Imprimantes individuelles (dont écoles)	93					93
Multifonctions	90					
Multifonctions	90					90
Ecoles	588					
Postes écoles (portable)	13			1	Projet : 816	14
Postes écoles (fixe)	445			5	Projet : 816	450
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	130			3	Projet : 816	133
Petit matériel	60					
Fax	0					0
Vidéo-projecteur	60					60
Clés 4G						0
Bornes Wifi	26					26
Radio TETRA	26					
Terminaux radio	26					26
Téléphonie fixe	489					
Téléphones fixes IP et analogique	434					434
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	55					55
DECT (bornes IP)						0
Logiciels ADOBE	8					
Suite créatives Adobe complètes	8					8
Logiciels CAO/DAO	9					
Autocad	9					9
Autre Matériel	1					
Traceur	1					1
Visualiseur	16					16

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE PESSAC**

**Parc logiciel mutualisé**

**Variations suite à la mutualisation**

Date de dernière mise à jour : 09/10/2018		Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>						
Corecal Windows			CAL Win SVR CAL 2012	Microsoft		
Bureautique			Libre Office 4			
Messagerie			Zimbra			
Espaces collaboratifs						
Visio conférence						
Suite créative						
Soft Phone						
Analyse de données (Data mining, BI, ...)			BOXI R4	SAP		
Système d'Information Géographique (SIG)		oui	QGIS (6postes)			
			LIZMAP	3LIZ		
Portail de téléservices		non	CAPDEMAT	ZENGULARITY		
Tiers de télétransmission		non	SLOW	ADULLACT		
Intranet		oui	Intranet			
Automate envoi fichiers PES , Hopayra, Insee et retour ACK et NACK des envois PES			Télios	TSI Informatique		
Dématérialisation du conseil municipal		non	IDELIBRE	ADULLACT		
<b>Métiers</b>						
Finances		Oui	Astre GF, module inventaire, module subventions, module régie	GFI		
		Oui	Regards	Ressources consultants		
Commande publique		Oui	MARCO	AGYSOFT		
Affaires juridiques		Oui				
Ressources humaines		Oui	Paie- carrière-Absences-frais de mission-Visite médicale Elections(prud'homal)-GPEC – Formations - Budget prévisionnel- Bilan social- Décideur)	CIRIL		
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux		Oui	ATAL (gestion des interventions et des équipements gérés par les services techniques)	ADUCTIS / BERGER LEVRAULT		
		Oui	ERP21 (gestion des contrôles de sécurité des établissements recevant du public)	CONCEPT DEVELOPEMENT		

## Parc logiciel mutualisé

## Variations suite à la mutualisation

<i>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</i>	Domaine mutualisé par la commune
Fonctions transversales	Oui
Espaces verts	Oui
Propreté	Oui
Voirie et DP	Oui
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui
	Oui
Animation économique et Emploi	Oui
Transports	Oui
	Oui
Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui
Cabinet	Non
Solidarités et citoyenneté	Non
CCAS	Non
Education	Non
Education/ Jeunesse/Petite enfance/Transports scolaires	Non
Petite enfance gestion des RAM	Non
Sport	Non
Culture	Non
	Non
	Non
Population	Non
	Non
	Non
	Non
	Non
	Non
	Non
	Non
	Non

Nom / titre de l'application	Edition ou Développement interne
ESIRIUS (accueil des usagers et prise de rendez vous sur internet)	ESII
CF Atal	
COORDIN en cours de changement vers LITTÉRALIS - Gestion des arrêts de voirie et occupation du domaine public	SOGELINK
DROIT DE CITÉS	OPERIS
APIC	OPERIS / SPACIAL
CF Atal	ADUCTIS / BERGER LEVRULT
EASY CONNECT (gestion des prises de carburant)	MADIC
PELEHAS (gestion des demandes de logement)	AFI
Suip6	Artsoft
Asweb (Action social- Personnes Agées-nom@d- facturation logement)	Berger Levrault
HELIXPLANNING → ETEMPTATION	HOROQUARTZ
ILE	TECHNOCARTE
GRAM	LIGER
PLANITECH (Gestion des plannings de réservations des équipements sportifs)	LOGITUD
CF PLANITECH	LOGITUD
Médiathèque	ARCHIMED
Logiciel RFID pour Médiathèque	
Recensement (avenir) + Recensement en ligne	Logitud
Elections(suffrage) + Inscription en ligne sur les listes électoral	Logitud
Formalités Administratives(cni)	Logitud
Etat Civil (siècle) + Comedec +Image(actes numérisés)	Logitud
Cimetière(eternité)	Logitud
Verbalisation électronique	
Police (municipal +Chien dangereux)	Logitud
Police PVE	Atos Wordline
Marchés Forains (Geodp Placiers)	ILTR

[illegible]



**Ville de PESSAC**

Chiffrage Total		
Nombre d'ETP mutualisés	0,20	Base CA

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP</b>  <b>7 384</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
		Affaires juridiques		0
		Cadre de vie - Foncier		0
		Domaine public		0
		Espaces verts		7 384
		Numérique et systèmes d'information		0
		Propreté		0
<b>Charges directes réelles de fonctionnement</b>  <b>78 874</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
		Affaires juridiques		926
		Cadre de vie - Foncier		6 676
		Domaine public		22 000
		Espaces verts		24 000
		Numérique et systèmes d'information		10 272
		Propreté		15 000
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations</b>  <b>10 281</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
		Affaires juridiques		0
		Cadre de vie - Foncier		0
		Domaine public		0
		Espaces verts		0
		Numérique et systèmes d'information		10 251
		Propreté		0
		<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		<b>30</b>
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments</b>  <b>0</b>	<b>4</b>	<b>Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
		Affaires juridiques		0
		Cadre de vie - Foncier		0
		Domaine public		0
		Espaces verts		0
		Numérique et systèmes d'information		0
		Propreté		0
<b>Forfait charges de structure</b>  <b>1 725</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
			2,00%	<b>1 725</b>

<b>Total révision AC</b>	<b>98 265</b>
AC Fonctionnement	88 014
AC Investissement	10 251



## **Avenant n°2 à la Convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Saint-Aubin de Médoc**

### **Révision de niveaux de services 2017-2018**

#### **Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président, Monsieur Alain Juppé, dûment habilité par délibération n°2018/XXX du 21 décembre 2018

d'une part,

#### **Et**

La commune de Saint-Aubin de Médoc représentée par son Maire, Monsieur Christophe Duprat, dûment habilité par délibération n° XX du XXX 2018

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la délibération n°2015/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation métropolitain,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les mécanismes de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016-62 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la révision des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016-602 du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la délibération n° 2017-25 du 27 janvier 2017, relative à la mise en place de l'attribution de compensation d'investissement,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Saint-Aubin de Médoc signée en date du 15 décembre 2015,

Vu l'avenant n°1 à la convention cadre pour la création de services communes entre Bordeaux Métropole et la commune de Saint-Aubin de Médoc signée en date du 30 janvier 2018,

Vu l'avis de la Commission locale d'évaluation des charges transférées en date du 9 novembre 2018,

Considérant la volonté des parties de réviser les niveaux de services en application de l'article 13 de la convention cadre de création de services communs,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs afin d'intégrer les effets induits des révisions de niveaux de services,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'intégrer les révisions de niveaux de services arrêtées entre la commune et Bordeaux Métropole entre le 1<sup>er</sup> septembre 2017 et le 31 août 2018.

Il traduit l'impact de ces révisions sur les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES CONCERNES PAR LES REVISIONS DE NIVEAUX DE SERVICES**

Les révisions de niveaux de services concernent les domaines suivants :

Domaines	Objet de la révision de niveaux de services
Numérique et systèmes d'information	Déploiement de matériels dans les écoles Equipement en matériel audiovisuel des services municipaux

### **ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »**

L'article 7 est complété comme suit :

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage.

Les révisions de niveaux de services concernent le domaine « Numérique et systèmes d'information ».

Les nouveaux services déployés sont recensés dans les annexes 4 et 4 bis du présent avenant.

Ces annexes viennent compléter celles établies lors des cycles précédents.

**ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »**

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre des révisions de niveaux de services.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2018 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

**ARTICLE 5 :**

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 6 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Fait à Bordeaux, le

en trois exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Saint-Aubin de Médoc,

Le Président,

Le Maire,

Alain Juppé

Christophe Duprat

**ANNEXE 4 : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE SAINT-AUBIN DE MEDOC**

**Parc****Variations**

<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>PC Fixe</b>	<b>38</b>					
Station de travail agents - Basique	38					38
Station de travail agents - Avancée						0
<b>PC Portable</b>	<b>6</b>					
PC Portable - Basique	6					6
PC Portable - Ultra-portable						0
PC Portable - Station de travail						0
<b>MAC</b>	<b>0</b>					
MAC Portables						0
Imac						0
<b>Téléphonie mobile</b>	<b>0</b>					
Téléphones mobiles	0					0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones basiques	0					0
Smartphones milieu gamme						0
<b>Smartphone</b>	<b>0</b>					
Smartphones haut de gamme						0
<b>Tablette</b>	<b>1</b>					
Tablettes	1					1
<b>Tablette</b>	<b>0</b>					
<b>Imprimantes</b>	<b>34</b>					
Imprimantes individuelles (dont écoles)	34					34

Parc		Variations				
<b>Date de dernière mise à jour : 09/10/2018</b>	Périmètre de référence 2018 inscrit au contrat	Variations 2018 liées à l'évolution des domaines mutualisés	Commentaires mutualisation 2018	Variations liées aux RNS 2018	Commentaires RNS 2018	Nouveau périmètre de référence 2019
<b>Multifonctions</b>	<b>0</b>					
Multifonctions						0
<b>Ecoles</b>	<b>61</b>					
Postes écoles (portable)	37					37
Postes écoles (fixe)	16			4	Projet : 817 *4 VPI + 4 PC FIXE	20
Tablette Ecole						0
VPI et TNI	8			4	Projet : 817 *4 VPI + 4 PC FIXE	12
<b>Petit matériel</b>	<b>9</b>					
Fax	1					1
Vidéo-projecteur	8			1	Salle du conseil	9
Clés 4G						0
Bornes Wifi	1					1
<b>Radio TETRA</b>	<b>0</b>					
Terminaux radio	0					0
<b>Téléphonie fixe</b>	<b>85</b>					
Téléphones fixes IP et analogique	85					85
Téléphones fixes IP et analogique + extension						0
DECT (terminaux)	0					0
DECT (bornes IP)	0					0
<b>Autre Matériel</b>	<b>1</b>					
Scanner	1					1

**ANNEXE 4 bis : Numérique et SI**  
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS**  
**ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE SAINT-AUBIN DE MEDOC**

		Parc logiciel mutualisé		Variations suite à la mutualisation	
<i>Date de dernière mise à jour :</i> <b>09/10/2018</b>	Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
<b>Productivité / transverses</b>					
	Corecal Windows				
	Bureautique				
	Espaces collaboratifs				
	Visio conférence				
	Suite créative				
	Soft Phone				
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)				
	Dématérialisation				
<b>Métiers</b>					
	Finances	Oui	Millesime On-line / Comptabilité	JVS-MAIRISTEME	
			Millesime On-Line / Gestion des biens	JVS-MAIRISTEME	
			Millesime On-line / Gestion des emprunts	JVS-MAIRISTEME	
			Max Compta / Comptabilité	BERGER LEVRAULT	
	Commande publique	Oui	Millesime On-Line / Achats	JVS-MAIRISTEME	
	Affaires juridiques	Oui	Legibase / Expertise juridique	BERGER LEVRAULT	
	Ressources humaines	Oui	E-Magnus / Paie	BERGER LEVRAULT	
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui			
	Fonctions transversales	Oui	Ixbus / Dématérialisation	SRCI	
	Espaces verts	Oui			
	Propreté	Oui			
	Voirie et DP	Oui			
	Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui			
	Animation économique et Emploi	Oui			
	Transports	Oui			
	Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui			
	Solidarités et citoyenneté	Non			

### Parc logiciel mutualisé

### Variations suite à la mutualisation

Date de dernière mise à jour : 09/10/2018		Domaine mutualisé par la commune	Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne	Evolution	Commentaires
			Elistelec / Listes électorales	GOUV		
Education	Non		Sacha / Multi-accueil	LOGITUD		
			Fuschia / Gestion des ALSH	SISTEC		
Sport	Non					
Société	Non					
Culture	Non					
Population	Non		Gestion des cimetières	3D OUEST		
			Logipol / Police Municipale	AGELID		
			Mélodie / Etat Civil	ARPEGE		
			OPEN ÉLEC / Listes électorales	ATREAL		
			Elancite / Affichage urbain	ELANCITE		
			Post Office Easy / Gestion relation citoyens	BERGER LEVRAULT		
			Finess / Médico-social	AGELID		

Nouveauté



## Ville de SAINT-AUBIN DE MEDOC

### Chiffrage Total

Base CA

Nombre d'ETP mutualisés

0,00

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants
<b>Coûts réels des ETP</b>	<b>1</b>	<b>Rémunérations brutes + charges patronales + mutuelle / œuvres sociales et collectives + EPI</b>		
<b>0</b>		Numérique et systèmes d'information		<b>0</b>
<b>Charges directes réelles de fonctionnement</b>	<b>2</b>	<b>Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...</b>		
<b>1 332</b>		Numérique et systèmes d'information		<b>1 332</b>
<b>Coûts de renouvellement des immobilisations</b>	<b>3</b>	<b>Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques... (AC investissement sauf frais financiers)</b>		
<b>2 726</b>		Numérique et systèmes d'information		<b>2 701</b>
		<b>Frais financiers (AC de fonctionnement)</b>		<b>25</b>
<b>Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments</b>	<b>4</b>	<b>Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).</b>		
<b>0</b>		Numérique et systèmes d'information		<b>0</b>
<b>Forfait charges de structure</b>	<b>5</b>	<b>Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2 % des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.</b>		
<b>120</b>			9,00%	<b>120</b>

<b>Total révision AC</b>	<b>4 178</b>
AC Fonctionnement	1 477
AC Investissement	2 701